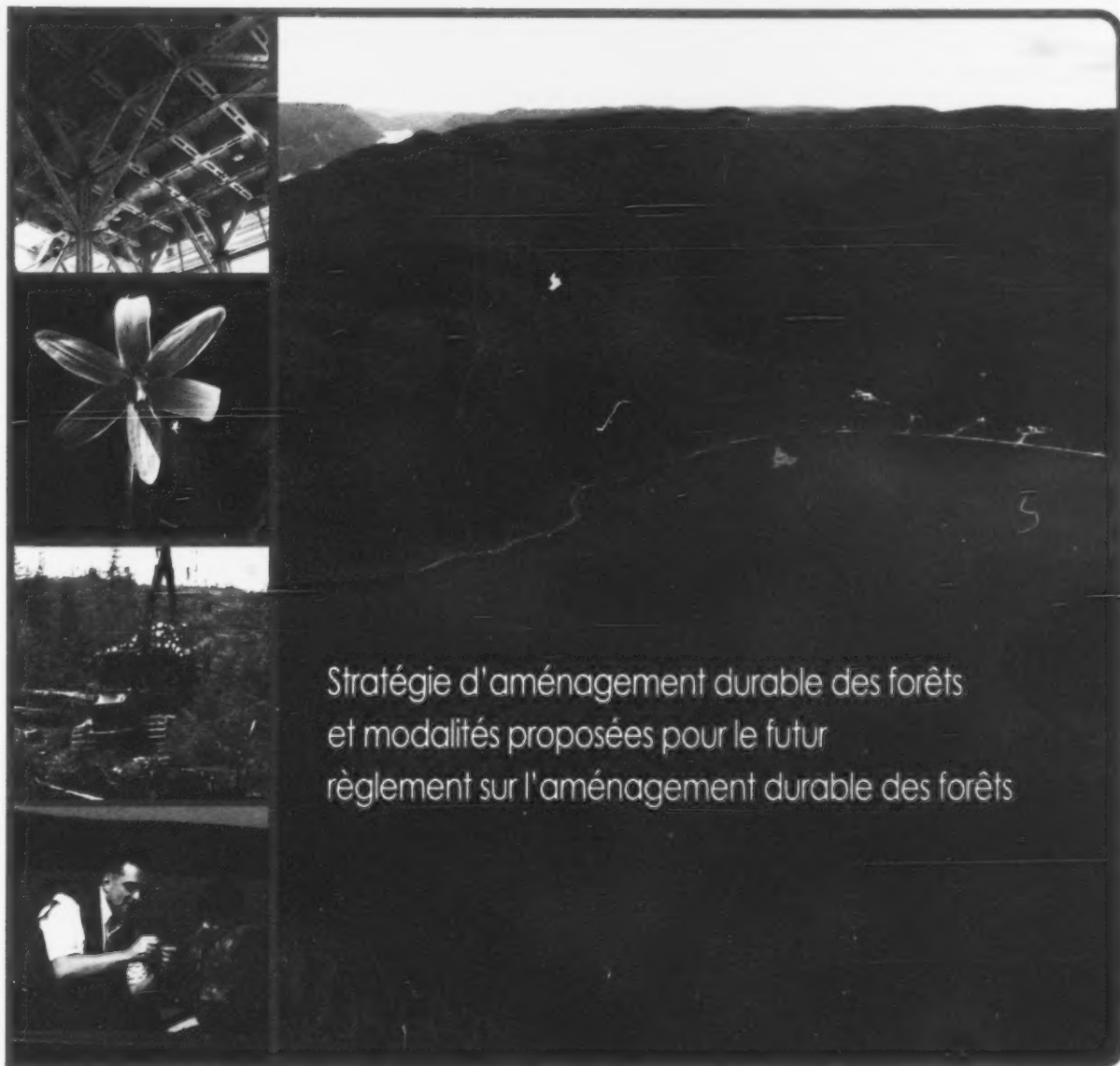


# Consultation sur l'aménagement durable des forêts du Québec

Document de consultation publique



Stratégie d'aménagement durable des forêts  
et modalités proposées pour le futur  
règlement sur l'aménagement durable des forêts

Québec 



# Consultation sur l'aménagement durable des forêts du Québec

Document de consultation publique

Stratégie d'aménagement durable des forêts  
et modalités proposées pour le futur  
règlement sur l'aménagement durable des forêts

Pour obtenir des renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à la :

**Direction des communications**

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune  
5700, 4<sup>e</sup> Avenue Ouest, C 409  
Québec (Québec) G1H 6R1

Téléphone : 418 627-8600  
Ailleurs au Québec : 1 866 248-6936  
Télécopieur : 418 644-6513

Services.clientele@mrnf.gouv.qc.ca

**Photographies de la page couverture**

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune  
Photo en bas à gauche : Pourvoirie Poulin de Courval, Roch Thérout

**La présente publication est accessible dans Internet, à l'adresse suivante :**

[www.mrnf.gouv.qc.ca](http://www.mrnf.gouv.qc.ca)

**This document is also available in English.**

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2010

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, 2010  
ISBN 978-2-550-60085-5 (imprimé)  
ISBN 978-2-550-60086-2 (PDF)  
Code de diffusion : 2010-2006

© Gouvernement du Québec







## MESSAGE DE LA MINISTRE

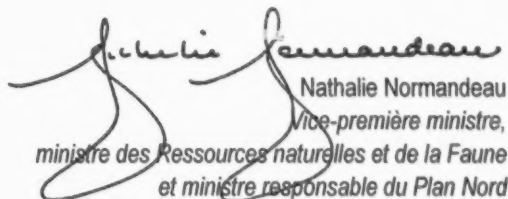
Depuis plusieurs mois, le Québec a entrepris une révision complète de son régime forestier. Cette démarche, exigeante, a franchi une étape cruciale le 23 mars 2010 avec l'adoption à l'unanimité par les députés de l'Assemblée nationale de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier. L'adoption de cette loi témoigne clairement de la volonté de notre gouvernement de prendre en charge la gestion, l'aménagement et la conservation de son patrimoine forestier afin d'en tirer tous les avantages possibles pour nos citoyennes et citoyens, tout en devenant un chef de file international de la gestion durable des forêts.

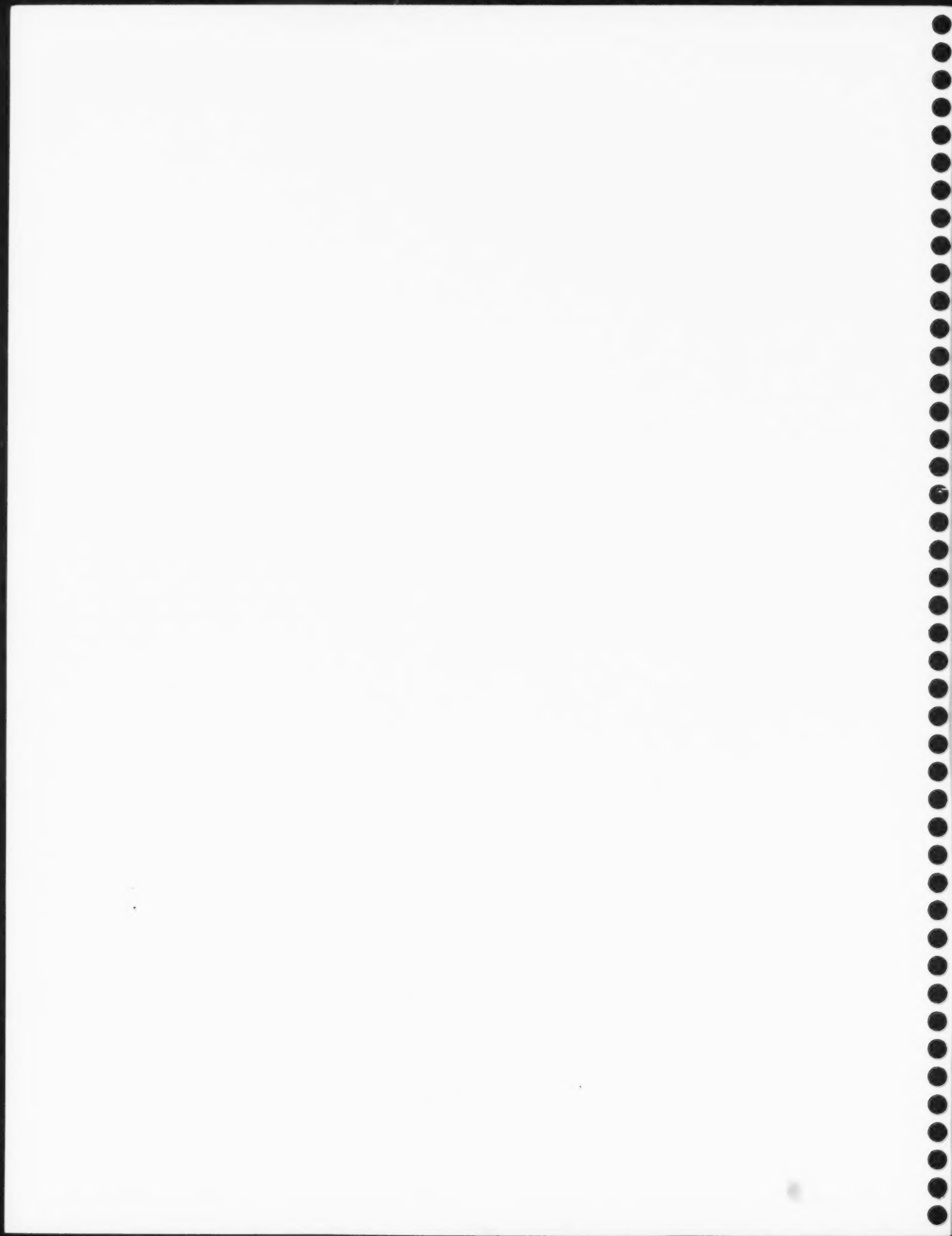
La Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier remplacera le 1<sup>er</sup> avril 2013 l'actuelle Loi sur les forêts. D'ici là, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune, avec la participation des entreprises et des organismes concernés, d'autres ministères, des municipalités, des communautés autochtones et de la population, s'affaira à déployer les outils nécessaires pour que la gestion des forêts québécoises réponde aux plus hauts standards de durabilité.

Tout ce travail est bien amorcé et c'est avec enthousiasme que je vous convie à cette consultation publique sur deux pièces maîtresses du nouveau régime forestier, soit la stratégie d'aménagement durable des forêts et les modalités proposées pour le futur règlement sur l'aménagement durable des forêts. Cette consultation est un moment déterminant dans l'élaboration de ces deux projets, où la population est invitée à faire connaître ses préoccupations, à s'exprimer sur les éléments proposés et à en influencer le contenu final. La stratégie et le règlement seront ensuite complétés de manière à être fin prêts pour la préparation des plans d'aménagement forestier intégré requis pour la période 2013 à 2018.

Cette consultation publique est importante compte tenu des enjeux que la stratégie et le futur règlement abordent. C'est avec attention que j'examinerai les commentaires et les recommandations qui me seront présentés par l'ensemble des participants. Les décisions que je prendrai s'inspireront des mêmes intentions formulées dans le préambule de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier, soit de veiller à ce que nos forêts demeurent une source de fierté, conservent toute la diversité de leurs écosystèmes et de leurs paysages, contribuent à la lutte contre les changements climatiques et satisfassent les besoins économiques, sociaux, environnementaux et culturels du Québec.

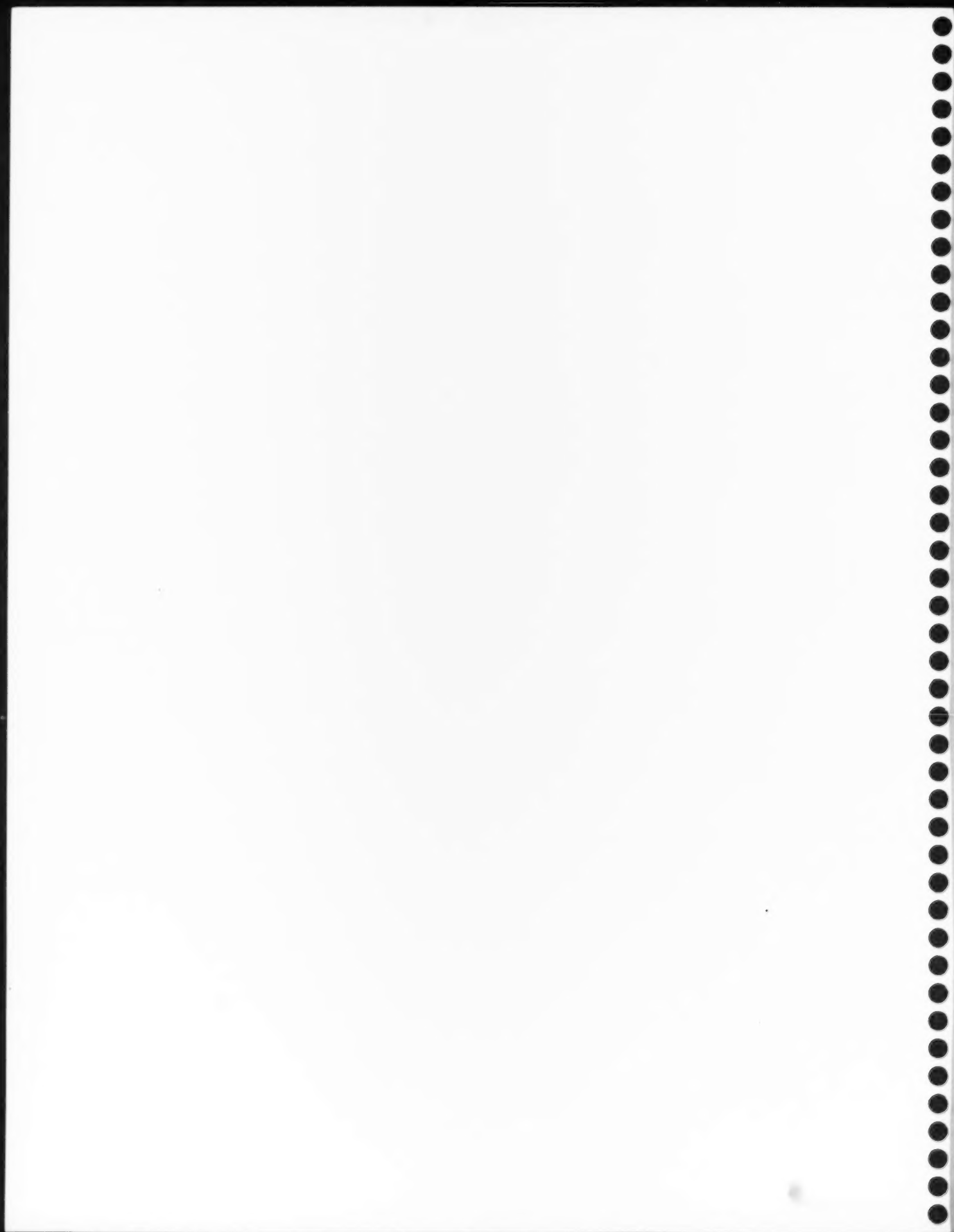
Bonne participation à toutes et à tous!

  
Nathalie Normandeau  
Vice-première ministre,  
ministre des Ressources naturelles et de la Faune  
et ministre responsable du Plan Nord



## TABLE DES MATIÈRES

<b>Section 1. Description de la consultation publique.....</b>	<b>1</b>
Participer à la consultation publique .....	1
Une consultation publique mixte sur deux grands dossiers pour la cohérence dans l'aménagement durable des forêts .....	1
Une démarche qui contribue au développement durable .....	3
Les projets en bref .....	4
Le Ministère engagé à agir dans la transparence .....	5
<b>Section 2. Stratégie d'aménagement durable des forêts .....</b>	<b>7</b>
La vision d'aménagement durable des forêts .....	9
Cinq défis pour progresser dans l'aménagement durable des forêts .....	10
Défi : Une gestion forestière qui intègre les intérêts, les valeurs et les besoins de la population québécoise et des nations autochtones .....	10
Défi : Un aménagement forestier qui assure la durabilité des écosystèmes .....	14
Défi : Un milieu forestier productif et créateur de richesses diversifiées .....	21
Défi : Des industries des produits du bois et des activités forestières diversifiées, compétitives et innovantes .....	28
Défi : Des forêts et un secteur forestier qui contribuent à la lutte contre les changements climatiques, et qui s'y adaptent .....	31
Mise en œuvre et gouvernance .....	34
Conclusion — Une stratégie qui favorise le progrès .....	37
Tableau. Synthèse des défis, orientations et objectifs de la stratégie d'aménagement durable des forêts.....	38
<b>Section 3. Modalités proposées pour le futur règlement sur     l'aménagement durable des forêts .....</b>	<b>41</b>
Principes d'élaboration et mise en œuvre du futur règlement sur l'aménagement durable des forêts .....	41
Dispositions du RNI maintenues et celles retirées .....	44
Améliorations et nouveautés .....	46
Thème 1. Sites et secteurs d'intérêt pour les communautés autochtones .....	47
Thème 2. Territoires structurés .....	50
Thème 3. Sites et secteurs récréotouristiques et d'utilité publique .....	53
Thème 4. Habitats fauniques .....	58
Thème 5. Milieux aquatiques, humides et riverains .....	63
Thème 6. Chemins multiusages et autres infrastructures forestières .....	71
Thème 7. Récolte et utilisation optimale de la matière ligneuse, régénération forestière et protection des sols .....	87
Thème 8. Répartition des interventions forestières et de la forêt résiduelle .....	91
Annexe. Dispositions du RNI qui seraient maintenues dans le règlement sur l'aménagement durable des forêts .....	96
<b>Section 4. Questions pour la consultation .....</b>	<b>99</b>
Liste des sigles et acronymes .....	100
Glossaire .....	101



## Section 1.

# Description de la consultation publique

### ***Participer à la consultation publique***

La participation du public est un élément majeur de l'aménagement durable des forêts (ADF). Elle permet à la population d'exprimer ses opinions et d'influencer la gestion forestière. La consultation publique sur la stratégie d'aménagement durable des forêts (SADF) et sur les modalités proposées pour le futur règlement sur l'aménagement durable des forêts (futur RADF) constitue une action importante du ministère des Ressources naturelles et de la Faune (Ministère) pour démontrer son engagement envers l'ADF et pour établir un processus d'échange avec la population.

Pour participer à cette consultation et faire connaître votre opinion, veuillez utiliser le formulaire électronique en ligne à [www.consultation-adf.mrnf.gouv.qc.ca](http://www.consultation-adf.mrnf.gouv.qc.ca). Le formulaire aborde des questions associées aux différents thèmes développés dans la SADF et le futur RADF. Vous devez transmettre votre formulaire électronique d'ici le 28 janvier 2011. Vous pouvez également acheminer vos commentaires relativement aux questions soulevées (p. 99) par courriel ou par la poste à la conférence régionale des élus (CRÉ) de votre région, avant le 28 janvier 2011.

Vous pouvez aussi participer aux rencontres d'information qui se tiendront dans toutes les régions du Québec. Ces rencontres sont organisées par les CRÉ avec l'appui des directions générales en région du Ministère. Pour connaître les dates de ces rencontres et les endroits où elles se tiendront, contactez votre CRÉ ou consultez le site Internet du Ministère à [www.consultation-adf.mrnf.gouv.qc.ca](http://www.consultation-adf.mrnf.gouv.qc.ca).

### ***Une consultation publique mixte sur deux grands dossiers pour la cohérence dans l'aménagement durable des forêts***

La stratégie et le règlement sur l'aménagement durable des forêts sont deux outils complémentaires développés par le Ministère pour assurer une progression dans l'aménagement durable des forêts. L'un — la stratégie — présente la vision, les orientations et les objectifs stratégiques d'aménagement durable des forêts. L'autre — le règlement — constitue l'outil juridique qui dicte les limites en deçà desquels l'aménagement forestier n'est plus durable.

La stratégie touche des éléments se rapportant autant au milieu forestier, à la participation du public, à la dynamique des entreprises du secteur forestier qu'à la lutte contre les changements climatiques. Plusieurs aspects se rapportant au milieu forestier requièrent des modalités légales pour assurer l'atteinte des objectifs. En ce sens, le RADF assure le respect de plusieurs objectifs de la SADF.

Par ailleurs, le règlement sur l'aménagement durable des forêts dictera les normes que devra respecter quiconque exerce une activité d'aménagement forestier dans une forêt du domaine de l'État. Ces normes visent à assurer le maintien ou la reconstitution du couvert forestier, la protection du milieu forestier, la conciliation des activités d'aménagement forestier avec les activités des communautés autochtones et des autres utilisateurs du territoire forestier, ainsi que la compatibilité des activités d'aménagement forestier avec l'affectation des terres du domaine de l'État. Plusieurs de ces normes trouvent leur ancrage dans les objectifs de la stratégie.

La stratégie et le règlement sur l'aménagement durable des forêts ont toutefois chacun leurs particularités. D'une part, la version complète de la stratégie (disponible sur le site Internet de la consultation) est présentée sous la forme que pourrait prendre le document final lors de sa publication, alors que les éléments du RADF soumis à la consultation constituent les fondements proposés du futur règlement. Le Ministère souhaite connaître l'opinion de la population et entendre ses suggestions pour ensuite rédiger le règlement. D'autre part, la stratégie porte sur des éléments touchant autant les forêts publiques que privées, alors que le RADF ne touchera que les forêts du domaine de l'État. Finalement, le calendrier d'adoption de chaque dossier est différent. Entre autres, la population aura l'occasion de se prononcer de nouveau sur le projet de règlement dans le cadre du processus législatif qui commande sa prépublication, prévue à la fin de 2011, alors que la présente consultation publique prépare la version définitive de la SADF. Les deux documents seront également adoptés à des moments différents (Tableau 1).

Tableau 1. Échéancier d'adoption des deux dossiers en consultation

Échéancier du projet RADF		Échéancier du projet SADF	
2007-2010	Élaboration de propositions de modalités pour le futur RADF	2008-2010	Élaboration du contenu de la SADF
2010	Consultation publique sur des propositions de modalités (avant l'écriture du règlement)	2010	Consultation publique sur une proposition de stratégie
2011	Écriture des dispositions réglementaires du RADF	2011	Adoption de la SADF par le ministre et mise en œuvre
Fin 2011	Prépublication du RADF à la Gazette officielle du Québec (où les personnes peuvent s'exprimer sur le règlement)		
2012	Adoption du RADF par le gouvernement		
2013	Entrée en vigueur du RADF		



Avec une consultation mixte, les participants auront une meilleure vue d'ensemble et une plus grande compréhension des objectifs poursuivis par le Ministère, tant du point de vue de la stratégie que sur le terrain. De même, ce dernier pourra intégrer, simultanément, les commentaires reçus afin d'élaborer une stratégie et un règlement cohérents et complémentaires.

Comme la majorité des acteurs intéressés sont les mêmes pour les deux dossiers, le Ministère croit qu'une consultation publique mixte contribuera à concentrer la participation des organismes concernés et réduira les investissements en ressources humaines et financières. Le Ministère est conscient que la quantité d'information soumise à la consultation publique est considérable; c'est pourquoi il a fixé la durée de la consultation en conséquence et s'est efforcé de livrer une information la plus vulgarisée et compréhensible possible.

## ***Une démarche qui contribue au développement durable***

Au Québec, le développement durable est défini par « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Le développement durable s'appuie sur une vision à long terme qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement » [Loi sur le développement durable (L.R.Q., c. D-8.1.1)]. Le développement durable est né de l'idée qu'il faut repenser les rapports qu'entretiennent les êtres humains entre eux et avec la nature. Il vise entre autres à changer la tendance mondiale où le développement porte souvent atteinte à l'environnement et relègue la majorité de l'humanité dans la pauvreté.

### **Seize principes du développement durable**

- Santé et qualité de la vie
- Équité et solidarité sociales
- Protection de l'environnement
- Efficacité économique
- Participation et engagement
- Accès au savoir
- Subsidiarité
- Partenariat et coopération intergouvernementale
- Prévention
- Précaution
- Protection du patrimoine culturel
- Préservation de la biodiversité
- Respect de la capacité de support des écosystèmes
- Production et consommation responsables
- Pollueur-payeur
- Internalisation des coûts

La Loi sur le développement durable engage les ministères les organismes, « visés à contribuer à l'atteinte des objectifs gouvernementaux de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013. La Loi instaure également seize principes pour guider l'action de l'administration publique. La stratégie d'aménagement durable des forêts et le règlement sur l'aménagement durable des forêts sont deux moyens retenus par le Ministère pour atteindre ces objectifs gouvernementaux.

L'aménagement durable des forêts repose sur les six critères adoptés par le Conseil canadien des ministres des forêts. Ces critères sont inscrits dans la législation forestière québécoise. L'aménagement durable des forêts permet à la population actuelle et aux futures

générations de bénéficier des nombreux avantages tirés de la forêt et maintient la vitalité des écosystèmes. Il contribue aussi à la lutte contre les changements climatiques et à l'adaptation à ces derniers.

#### Six critères d'aménagement durable des forêts

- La conservation de la diversité biologique
- Le maintien et l'amélioration de l'état et de la productivité des écosystèmes forestiers
- La conservation des sols et de l'eau
- Le maintien de l'apport des écosystèmes forestiers aux grands cycles écologiques
- Le maintien des avantages socioéconomiques multiples que les forêts procurent à la société
- La prise en compte, dans les choix de développement, des valeurs et des besoins exprimés par les populations concernées

L'aménagement durable des forêts exige d'intégrer l'économie, les aspects sociétaux et l'environnement dans les décisions prises sous le sceau de la transparence. Il sous-tend une approche dynamique et adaptative ainsi que des solutions d'ensemble développées à partir des connaissances acquises et des leçons tirées des riches expériences du passé. Les débats publics sont nécessaires pour faire émerger des choix réalistes, réfléchis et appuyés par la population.

### Les projets en bref

#### 1. Une stratégie qui établit les objectifs de gestion forestière

La stratégie d'aménagement durable des forêts établit la vision et les orientations pour progresser dans l'aménagement durable des forêts. Elle constitue la base des politiques et des actions du milieu forestier pour assurer une gestion cohérente. Elle reprend les initiatives clés déjà en cours au moment de son adoption et sur lesquelles le Ministère continue de s'appuyer et elle énonce de nouvelles initiatives porteuses de changements et prometteuses pour l'avenir. Elle présente les objectifs et les actions à mettre en œuvre au cours des cinq prochaines années de manière à tendre vers cette vision et ses orientations.

Le présent document établit une synthèse de la stratégie d'aménagement durable des forêts. L'édition complète se trouve dans le site Internet du Ministère ([www.consultation-adf.mmf.gouv.qc.ca](http://www.consultation-adf.mmf.gouv.qc.ca))

#### 2. Les enjeux et les modalités proposées pour le futur règlement sur l'aménagement durable des forêts

Le document soumis à la consultation publique expose les fondements qui serviront à rédiger le règlement; il ne présente pas le règlement en tant que tel. Dans un premier temps, il propose des modalités (améliorations et nouveautés au règlement) pour mieux encadrer les activités d'aménagement forestier qui risquent d'avoir un effet négatif sur les écosystèmes forestiers et sur l'utilisation des ressources et du territoire. Les objectifs poursuivis par chaque modalité sont précisés. Dans un deuxième temps, il indique les éléments du Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État (RNI) (R.R.Q., c. F-4.1, r. 7) qui seraient maintenus dans le RADF parce qu'ils permettent d'atteindre les objectifs poursuivis.



## ***Le Ministère engagé à agir dans la transparence***

Le Ministère a élaboré la stratégie d'aménagement durable des forêts et les modalités proposées pour le futur règlement sur l'aménagement durable des forêts en toute transparence, avec la collaboration d'experts externes, soit M<sup>mes</sup> Nicole Huybens\* et Solange Nadeau\*\* et MM. Luc Bouthillier\*, Robert Beauregard\*\*, André Bouchard\*, Yves Bergeron\* et Stephen Wyatt\*\*. La participation de ceux-ci a contribué à mieux cerner et intégrer les nouvelles valeurs sociales, environnementales et économiques du milieu forestier, tant celles du Québec que celles qui émergent dans le monde. Ces experts ont formulé des avis à différents moments au cours du processus d'élaboration des projets. Ces avis sont publiés dans le site Internet de la consultation.

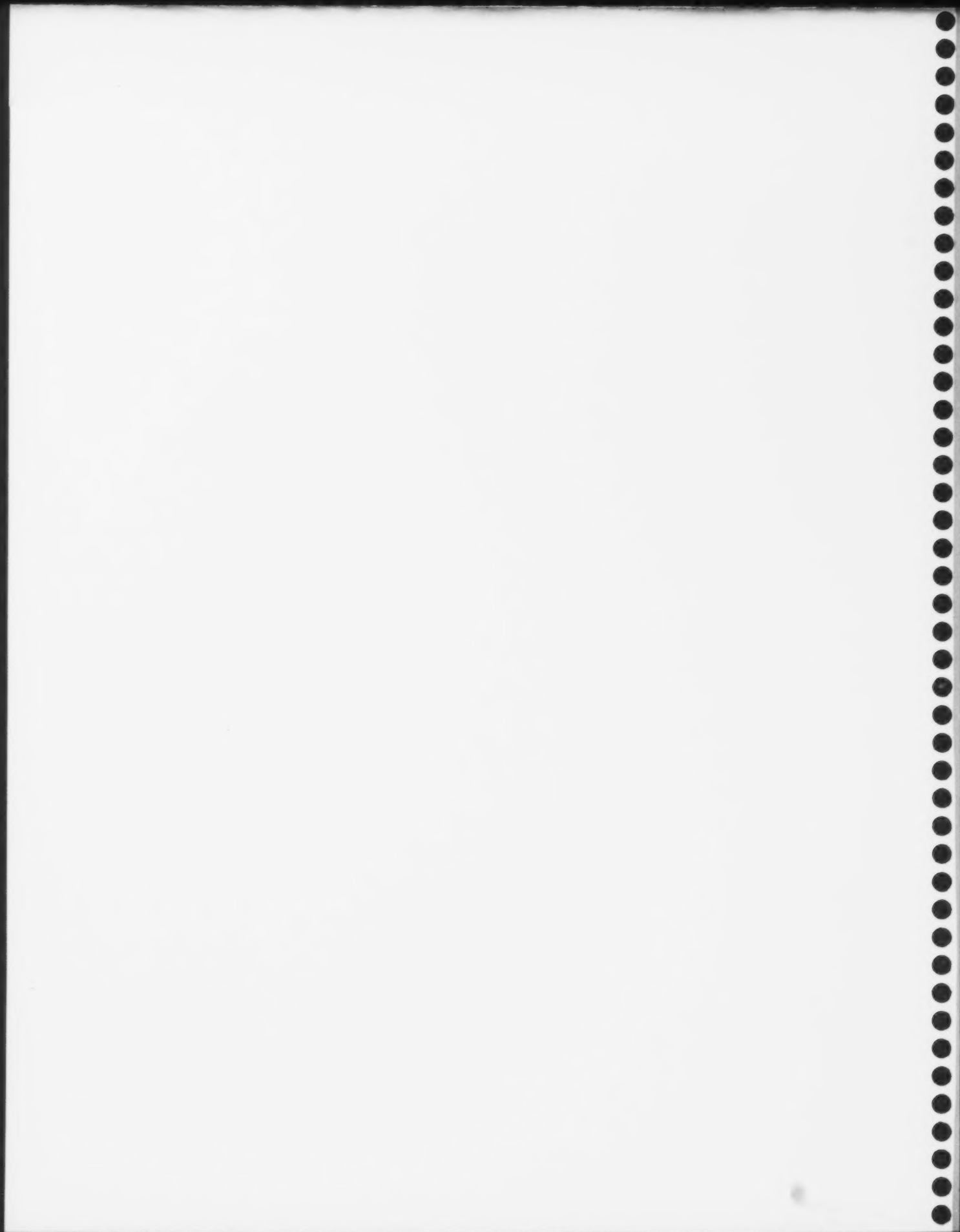
Le Ministère a élaboré les deux projets en collaboration avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP). De plus, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) a participé aux réflexions entourant certains éléments de la stratégie.

Le Ministère a de plus organisé des rencontres d'échange avec des représentants de différents organismes et de communautés autochtones. Ces échanges ont permis de mieux comprendre leurs préoccupations et d'adapter le contenu des documents de manière à refléter les réalités de chacun.

En ce qui a trait au règlement, la présente consultation publique et la mise à contribution d'un groupe d'experts avant la prépublication d'un règlement constituent une première au Ministère. Par cette initiative, le Ministère vise une plus grande participation de la population à la gestion forestière en lui offrant plusieurs occasions de s'exprimer.

\* Experts pour les travaux sur le futur RADF et la SADF

\*\* Experts pour les travaux sur la SADF



## Section 2.

# Stratégie d'aménagement durable des forêts

Le Québec a entamé, depuis 1986, des actions pour progresser vers un aménagement durable des forêts et, dans sa quête d'excellence, s'améliore sans cesse. C'est pour devenir un véritable modèle de réussite sur le plan de la gestion forestière que le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (Ministère) se dotera d'une stratégie d'aménagement durable des forêts (SADF). Contribuer à l'intérêt collectif, protéger l'environnement et dynamiser l'économie, tels sont les enjeux primordiaux auxquels le Ministère se fait un devoir de répondre par cette stratégie.

Un formidable défi se profile! Le Ministère croit fermement à la capacité du Québec de le relever. La stratégie énoncera la vision d'aménagement durable des forêts et deviendra l'outil pour propulser le Québec sur la voie de cette amélioration continue. L'adoption de la stratégie est une obligation prévue dans la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (L.R.Q., c. A-18.1). La stratégie orientera tous les instruments mis en place par l'État, les organismes régionaux, les communautés autochtones et les utilisateurs du milieu forestier liés à la gestion des forêts, comme l'élaboration des plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT), des plans d'aménagement forestier intégré (PAFI) ou de toute autre politique ou programme. En ce qui a trait à l'aménagement forestier, elle s'appliquera aux activités postérieures au 31 mars 2013.

SECTION 2



Photo : Geneviève Brunet, MRNF

Le Ministère a bâti la stratégie d'aménagement durable des forêts autour de cinq défis qui reflètent les grandes préoccupations du Québec associées à l'aménagement durable des forêts. Chacun des défis comporte ses propres orientations qui indiquent la direction à suivre pour progresser dans l'aménagement durable des forêts d'ici les 20 prochaines années. Les objectifs servent ensuite à tracer la route pour avancer de manière notable au cours des 5 années suivant l'adoption de la stratégie. Pour chaque objectif, le Ministère propose des actions à mettre en œuvre d'ici 5 ans et qui constituent des initiatives concrètes pour atteindre les résultats visés.

La stratégie d'aménagement durable des forêts s'appliquera à toutes les forêts publiques et privées du Québec. Certains objectifs s'appliqueront spécifiquement à la forêt privée, alors que d'autres seront adaptés pour tenir compte du contexte particulier de ces forêts où l'État n'a pas d'autorité en matière de gestion forestière.

## La Stratégie de protection des forêts : un outil clé dans l'aménagement durable des forêts

L'engagement du Québec à l'égard de la durabilité des forêts ne date pas d'hier. Adoptée en 1994, la stratégie de protection des forêts (SPF) visait à réduire l'incidence des perturbations naturelles en maintenant des conditions défavorables aux épidémies, aux chablis, aux incendies et à l'envahissement de la végétation concurrente, tout en tenant compte de la fragilité écologique de certains milieux. Elle a notamment mené à l'élimination des pulvérisations d'insecticides et de phytocides chimiques en forêt à partir de 2001. Les aménagistes du milieu forestier étaient dès lors tenus de respecter les principes suivants :

- **maintenir la biodiversité** pour une meilleure résistance des peuplements aux épidémies;
- **respecter la dynamique forestière** pour réduire les délais de remise en production;
- **privilégier la régénération naturelle** préétablie pour maintenir les essences à promouvoir;
- **respecter les propriétés de la station** qui régissent la production des peuplements;
- **réduire la vulnérabilité des forêts** pour limiter les pertes attribuables aux perturbations.

La SADP s'inscrit dans la continuité des engagements et des mesures introduites par la SPF qu'elle remplacera désormais. Elle en prolonge notamment les principes et les grandes orientations tout en tenant compte, au moment de formuler ses propres objectifs, de l'évolution continue des pratiques forestières depuis 1994. La portée de la SADP est toutefois plus large que celle de la SPF.



Photo : Geneviève Brunet, MRNF

## La vision d'aménagement durable des forêts

*Les forêts québécoises seront source de fierté, de richesse, d'emplois stimulants et de développement pour tous. Le Québec sera reconnu à l'échelle mondiale pour la qualité et la diversité de sa forêt, pour la gestion durable exemplaire qu'il en fait ainsi que pour les produits et les services de haute qualité qui en sont issus.*

Le Québec est depuis toujours intimement lié à la forêt : son histoire en a été forgée et son présent en est imprégné. Les citoyens lui accordent une grande importance. Ils y voient, d'une part, un patrimoine collectif pouvant offrir une diversité de produits et de services et, d'autre part, un lieu récréatif de proximité et de spiritualité favorisant leur bien-être. Pour que le Québec de l'avenir s'appuie sur la forêt dans son développement, le Ministère — tourné vers les citoyens, la protection de l'environnement et le développement économique — investit avec assurance dans l'aménagement durable des forêts du Québec.

Grâce à l'ingéniosité des Québécois et à leur capacité d'innover, le secteur forestier continuera d'évoluer en proposant des solutions bénéfiques pour tous. Le rôle déjà important de la forêt dans le quotidien de tout un chacun ne cessera de croître. L'utilisation du bois comme matériau d'avenir sera encouragée et répondra aux enjeux environnementaux dont le Québec se préoccupe. L'usage du bois représente d'ailleurs un geste écologique, car le bois est recyclable, réutilisable et nécessite peu d'énergie pour sa transformation. L'innovation se traduira aussi par la mise en œuvre de nouveaux modèles de gestion basés sur la régionalisation, le partenariat, la protection et la mise en valeur des écosystèmes ainsi que par la prise en compte des valeurs de la population et des communautés autochtones.

Ayant à cœur le bien-être de la population et la renommée du Québec au-delà de ses frontières, le Ministère contribuera avec intérêt à l'expansion de cette foresterie moderne. La relève sera interpellée par les défis d'envergure planétaire et évoluera dans des carrières stimulantes. Les ingénieurs forestiers, biologistes, techniciens forestiers, aménagistes du territoire et autres professionnels seront davantage impliqués dans les procédures décisionnelles. Cette responsabilisation accrue renforcera à coup sûr leur sentiment d'appartenance au milieu forestier et leur donnera la reconnaissance qu'ils espèrent et méritent. Les travailleurs forestiers bénéficieront de conditions de travail avantageuses et respectueuses. Les personnes qui travaillent dans le domaine forestier seront fières de participer à la croissance d'un secteur forestier respectueux de la nature qui profite équitablement aux nations autochtones et aux collectivités locales, y compris les communautés urbaines.

Le Québec s'imposera sur les marchés nationaux et internationaux comme un chef de file mondial en aménagement des forêts et en fabrication de produits forestiers de qualité. Il sera reconnu pour sa gestion forestière durable et exemplaire, pour la qualité de son environnement et pour son innovation quant à l'offre de produits et de services diversifiés de grande qualité. La gestion forestière s'adaptera continuellement aux connaissances, aux résultats, aux valeurs sociales et aux marchés. Le Québec forestier sera ouvert sur le monde et son avenir sera indéniablement prometteur.



## Cinq défis pour progresser dans l'aménagement durable des forêts

**DÉFI : Une gestion forestière qui intègre les intérêts, les valeurs et les besoins de la population québécoise et des nations autochtones**



Photo : Stéphane Déry, MRNF

Le milieu forestier revêt une grande importance dans la vie des Québécois et des nations autochtones, autant pour les produits qu'il est possible d'en tirer que pour les activités de toutes sortes qui y sont pratiquées. Pour plusieurs, la forêt représente le calme, la détente et la paix. Elle est également source de richesse, de prospérité, de bien-être et de spiritualité. La forêt fait partie de la culture des Québécois et des nations autochtones ainsi que de leur identité.

Le Ministère considère que les intérêts, les valeurs et les besoins exprimés par la population, ainsi que les droits des nations autochtones, doivent être pris en compte lors des décisions. Ainsi, la SADF non seulement traduit les valeurs et les besoins communs, mais les inclut dans le dialogue social. Pour cela, le Ministère privilégie une gestion participative qui offre à la population, y compris les communautés autochtones, différentes occasions de prendre part aux processus de décision.

### **Orientation 1 : Accentuer le dialogue avec la population et les communautés autochtones sur la gestion et l'aménagement du milieu forestier**

Le Ministère compte raffiner sa connaissance des intérêts, des valeurs et des besoins de la population. Il a également le devoir de l'informer de l'aménagement et de la gestion des forêts du Québec et de partager les connaissances sur les écosystèmes forestiers ainsi que sur l'utilisation et la transformation des ressources forestières. Cette orientation traduit la volonté du Ministère d'instaurer un dialogue avec la population afin de répondre adéquatement à ses attentes, tout en s'acquittant de ses responsabilités dans le respect de l'intérêt public.

#### **Objectif 1 : Préciser les intérêts, les valeurs, les besoins et les attentes de la population et des communautés autochtones à l'égard de la gestion et de l'aménagement des forêts du Québec**

- Effectuer des enquêtes et assurer des veilles stratégiques afin de documenter les valeurs, les besoins et les attentes de l'ensemble de la population quant la gestion et l'aménagement des forêts.

**Objectif 2 : Investir dans l'information et l'éducation forestières dans le but de répondre aux préoccupations de la population et du milieu scolaire**

- Soutenir et accompagner, de façon constante, les initiatives d'information et d'éducation forestières publiques réalisées par les partenaires régionaux du Ministère.
- Encourager l'organisation de différents événements s'adressant au grand public et y prendre part activement.

Indicateur	Cible
Pourcentage de la population rejointe par les activités d'information et d'éducation forestière	1 %

**Orientation 2 : Rapprocher le lieu de décision des citoyens, des collectivités locales et des communautés autochtones**

Les régions du Québec sont, à plusieurs égards, très diversifiées et le Ministère croit fermement qu'il doit considérer cette diversité dans la mise en œuvre de ses orientations stratégiques, de ses politiques et de ses programmes. Il privilégie ainsi une approche régionalisée pour la gestion des ressources naturelles et du territoire. Cette régionalisation permet aux acteurs régionaux de participer activement au développement de leur territoire. Les collectivités et les communautés autochtones peuvent signifier leurs intérêts, leurs valeurs et leurs besoins relativement au milieu forestier d'une manière plus directe.

**Objectif 1 : Confier aux conférences régionales des élus (CRÉ) des responsabilités de gestion intégrée des ressources et du territoire**

- Soutenir, techniquement et financièrement, la mise en œuvre de projets de développement régionaux et locaux définis dans le plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT).
- Appuyer la mise sur pied et le fonctionnement de tables locales de gestion intégrée des ressources et du territoire (GIRT) à l'occasion de la préparation des plans d'aménagement forestier intégré (PAFI), notamment en jouant un rôle-conseil à la table locale de GIRT et en diffusant un guide sur la participation des intervenants du milieu forestier aux tables locales de GIRT.

**Objectif 2 : Améliorer la qualité de la participation des acteurs du milieu forestier à la planification de l'aménagement forestier intégré**

- Transmettre aux participants aux tables locales de GIRT l'information nécessaire à la planification de l'aménagement forestier intégré.
- Soutenir la participation des acteurs du milieu forestier à la préparation des plans d'aménagement forestier intégré.

Indicateur	Cible
Taux de satisfaction des acteurs du milieu forestier à l'égard du processus de participation à la planification forestière intégrée	70 %

**Objectif 3 : Offrir aux collectivités locales et aux communautés autochtones des possibilités de participer et de prendre en main la gestion et la mise en valeur du milieu forestier**

- Introduire, dans le mécanisme d'attribution de la matière ligneuse, des lignes directrices relatives à l'accès aux ressources forestières sous forme de garanties d'approvisionnement pour les entreprises autochtones.
- Élaborer une politique définissant les critères de délimitation et de sélection des projets de forêts de proximité, ainsi que les modalités de délégation de gestion inhérentes.
- Mettre en place des projets de forêts de proximité et de délégation de gestion des ressources et du territoire forestiers.

Indicateur	Cible
Pourcentage de la superficie des forêts du domaine de l'État gérée par des collectivités locales, des organismes locaux ou des communautés autochtones, ou en partenariat avec ceux-ci	Cible à établir à la suite de l'adoption de la politique sur les forêts de proximité

**Orientation 3 : Intégrer les droits, les intérêts, les valeurs et les besoins des communautés autochtones dans la gestion et l'aménagement des ressources et du territoire forestiers**

La prise en compte des droits, intérêts, valeurs et besoins des communautés autochtones est une composante essentielle de la gestion et de l'aménagement du milieu forestier au Québec. En effet, les communautés autochtones fréquentent assidûment le territoire, notamment pour la pratique d'activités de chasse, de pêche, de piégeage ou de cueillette à des fins rituelles, sociales ou domestiques. Leur mode de vie et leur économie sont étroitement liés au milieu forestier.

La nécessité d'établir et de maintenir des relations harmonieuses et constructives avec les communautés autochtones est à la base de la prise en compte des droits et des préoccupations autochtones. C'est dans ce contexte que le Ministère entend respecter cette orientation.

**Objectif 1 : Encourager la participation des communautés autochtones aux consultations sur la gestion et l'aménagement du milieu forestier**

- Réviser, à la lumière du nouveau régime forestier, les différents processus de consultation, si possible avec la collaboration des communautés autochtones.
- Mettre en place une table de discussion, composée d'Autochtones et d'experts en matière autochtone, avec laquelle le Ministère pourrait échanger, selon les besoins, pour faciliter la prise en compte des grands enjeux autochtones dans les politiques et les programmes ministériels.



- Soutenir la participation des communautés autochtones aux différentes consultations, notamment par la production d'outils d'information adaptés et destinés aux communautés autochtones.

Indicateur	Cible
Taux de participation des communautés autochtones aux consultations sur les PAFI	100 %

**Objectif 2 : Favoriser la participation des communautés autochtones aux processus de planification intégrée des ressources et du territoire (PRDIRT et PAFI), et accroître leur représentativité**

- Offrir aux communautés autochtones un soutien technique contribuant à faciliter leur participation aux commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) et aux tables de GIRT, ainsi qu'à y consolider leur rôle.

**Objectif 3 : Poursuivre la mise en œuvre des ententes convenues entre le gouvernement du Québec et les nations et les communautés autochtones**

- Effectuer des bilans de la mise en œuvre d'ententes avec les communautés autochtones sur les objets concernant le Ministère, dont un bilan de l'objectif de protection et de mise en valeur des ressources du milieu forestier (OPMV) visant la poursuite des activités traditionnelles des Cris<sup>1</sup>.
- Adapter, lorsque requis et de concert avec les communautés autochtones, les ententes prises avec celles-ci, selon l'évolution de leurs besoins et du régime forestier.



Photo : Hugo Jacqmain, MRNF

1. L'OPMV « Maintenir ou améliorer l'habitat d'espèces fauniques importantes pour les Cris et faciliter l'harmonisation des diverses utilisations du territoire afin de favoriser des conditions environnementales propices à la poursuite des activités traditionnelles des Cris » est maintenu jusqu'en 2013. Il sera remplacé dès 2013 par cette action de la Stratégie d'aménagement durable des forêts.

## DÉFI : Un aménagement forestier qui assure la durabilité des écosystèmes



Photo : MRNF

La conservation des écosystèmes et le maintien de leur diversité biologique sont des conditions essentielles à un secteur forestier dynamique permettant à la société d'aujourd'hui et de demain de bénéficier continuellement des ressources de la forêt. Le Ministère préconise l'application de l'aménagement écosystémique pour préserver la pérennité des forêts et leur capacité à fournir des services environnementaux, sociaux et économiques. Cette démarche vise à diminuer les écarts entre les paysages jugés naturels et ceux qui sont aménagés, ceci en vue de conserver la biodiversité régionale. Elle prend en considération les aires protégées, les enjeux écologiques de l'aménagement forestier, la présence d'espèces sensibles, le maintien de la productivité des écosystèmes et la protection des sols et des milieux aquatiques.

### SECTION 2

#### Orientation 1 : Aménager les forêts de manière à conserver les principaux attributs des forêts naturelles

Le Ministère désire s'assurer que les stratégies d'aménagement définies dans les plans d'aménagement forestier intégré tactiques répondent aux enjeux écologiques que pose l'aménagement forestier sur les terres du domaine de l'État. Il accorde une attention particulière à six enjeux déjà reconnus par la communauté scientifique comme étant importants dans toutes les régions du Québec. La description de ces enjeux à l'échelle régionale, par les CRRNT, de même que celle d'autres enjeux particuliers à chaque région, facilitera la réflexion des aménagistes qui prépareront les PAFI. Le Ministère inclura aussi, dans les PAFI tactiques, une analyse des enjeux écologiques de l'unité d'aménagement forestier (enjeux locaux) et précisera les actions pour y répondre. Par ailleurs, pour deux des six enjeux, le Ministère est conscient que les conséquences écologiques, économiques ou sociales pourraient être plus lourdes. C'est pourquoi il fixe deux objectifs distincts (objectifs 2 et 3) pour lesquels il fournira des instructions précises.

##### Objectif 1 : Intégrer dans les plans d'aménagement forestier intégré une analyse locale des enjeux écologiques et des actions qui chercheront à y répondre de façon adéquate

- Publier un registre des états de référence<sup>2</sup> de la forêt naturelle en utilisant les résultats de recherche disponibles et en tenant compte des travaux menés par les CRRNT.
- Produire un guide technique permettant d'encadrer l'analyse locale des enjeux écologiques et de baliser le choix de solutions adéquates lors de l'élaboration des PAFI.
- Inscrire dans le futur règlement sur l'aménagement durable des forêts (RADF) des dispositions concernant la protection des milieux humides et riverains (voir thème 5 de la section sur le futur RADF).

2. Les états de référence décriront les principaux attributs de la forêt naturelle pour chacune des 17 grandes unités écologiques homogènes du Québec.

**Objectif 2 :** Faire en sorte que la structure d'âge des forêts aménagées s'apparente à celles qui existent dans la forêt naturelle

- Inclure des cibles de structure d'âge dans la stratégie d'aménagement de chaque PAFI et les considérer dans le calcul des possibilités forestières.
- Mettre à jour les lignes directrices ministérielles pour le maintien de forêts mûres et surannées<sup>3</sup>.

Indicateur	Cible
Pourcentage du territoire où la structure d'âge diffère peu ou modérément par rapport à la forêt naturelle	80 %

**Objectif 3 :** Appliquer un modèle de répartition des interventions forestières qui s'inspire de la forêt naturelle

- Mettre à jour les lignes directrices guidant la planification de la répartition spatiale des coupes dans les prochains plans d'aménagement forestier intégré (2013-2018) pour le domaine bioclimatique de la pessière à mousses.
- Inclure dans le futur RADF des modalités exigeant le respect d'éléments clés de la répartition des interventions forestières pour le domaine de la pessière à mousses (voir thème 8 de la section sur le futur RADF).
- Établir, d'ici 5 ans, un nouveau modèle de répartition des interventions forestières dans les domaines de la sapinière à bouleau blanc et de la sapinière à bouleau jaune.

**Orientation 2 :** Maintenir des habitats adéquats pour les espèces nécessitant une attention particulière et pour celles qui sont sensibles à l'aménagement forestier

#### Les espèces menacées ou vulnérables

Une espèce est « menacée » lorsqu'on appréhende sa disparition; elle est « vulnérable » lorsque sa survie est précaire, même si sa disparition n'est pas appréhendée à court ou à moyen terme. Ces espèces sont désignées en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables (L.R.Q., c. E-12.01). Par convention, cette dénomination inclut également les espèces susceptibles d'être ainsi désignées et qui figurent sur la liste officielle mise à jour par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) pour les espèces floristiques et par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune pour les espèces fauniques.

Certaines espèces nécessitent une attention particulière parce qu'elles ont des besoins si spécifiques que l'aménagement forestier ne peut y répondre que par des actions ciblées de protection ou de mise en valeur. C'est le cas, par exemple, des espèces menacées ou vulnérables (EMV) qui nécessitent une protection particulière, de certaines espèces exploitées dont l'habitat doit être aménagé et des sites fauniques d'intérêt (SFI) qui doivent être préservés.

Plusieurs mesures légales, réglementaires ou administratives permettent déjà la protection de ces espèces et de leurs habitats. L'orientation vise à consolider ces acquis et à assurer un suivi de l'efficacité de la démarche d'aménagement écosystémique. Le suivi sera effectué par le développement et l'utilisation d'outils d'évaluation de la qualité des habitats fauniques et l'instauration d'un suivi de la biodiversité basé sur des espèces reconnues pour leur sensibilité à l'aménagement forestier.

3. Les dispositions actuellement associées au maintien des classes d'âge constituent l'OPMV « Maintenir en permanence des forêts mûres et surannées déterminée en fonction de l'écologie régionale ». Cet OPMV est maintenu jusqu'en 2013 et sera ensuite remplacé par cet objectif de la SADP.

**Objectif 1 : Prendre en compte les exigences particulières de certaines espèces lors de l'élaboration des plans d'aménagement forestier intégré**

- Inscrire dans les PAFI et s'assurer de l'application, lorsque existantes :
  - des modalités d'intervention pour le maintien de l'habitat de chaque espèce menacée ou vulnérable;
  - des modalités d'intervention pour chaque site faunique d'intérêt;
  - des interventions forestières prescrites pour les aires de confinement du cerf de Virginie (5 km<sup>2</sup> et plus) et pour les aires de confinement localisées en vertu de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1) (à partir de 2,5 km<sup>2</sup>).
- Inscrire dans le futur RADF des dispositions assurant le respect de modalités de base pour les aires de confinement du cerf de Virginie d'une superficie de 2,5 à 5 km<sup>2</sup> (voir thème 4 de la section sur le futur RADF).
- Établir d'année en année des mesures de protection adéquates pour les espèces fauniques menacées ou vulnérables qui ne bénéficient pas encore de telles mesures.

Indicateur	Cible
Pourcentage des sites connus et cartographiés d'EMV pour lesquels des mesures de protection ont été intégrées au PAFI et appliquées en forêt aménagée	100 %

**Objectif 2 : S'assurer que la planification de l'aménagement forestier contribue au rétablissement des populations du caribou forestier**

- Appliquer les actions d'aménagement forestier prévues dans le Plan de rétablissement du caribou forestier (*Rangifer tarandus*) au Québec 2005-2012<sup>4</sup>.
- Inscrire, dans les PAFI tactiques 2013-2018, les mesures prévues dans les plans d'aménagement de l'habitat du caribou forestier après une évaluation locale des conséquences écologiques, économiques et sociales.
- Inscrire dans le futur RADF les dispositions nécessaires pour maintenir des conditions adéquates d'habitat (voir thème 4 de la section sur le futur RADF).

Indicateur	Cible
Pourcentage d'application des mesures de protection prévues dans les plans d'aménagement de l'habitat du caribou forestier	100 %

**Objectif 3 : Mettre en place un suivi d'espèces sensibles à l'aménagement forestier**

- Développer, en collaboration avec le MDDEP, des protocoles de suivi de la diversité faunique et floristique tant en forêt publique que privée.
- Élaborer et mettre en œuvre un système de suivi basé sur les modèles de qualité d'habitat (MQH) de trois espèces fauniques sensibles à l'aménagement forestier, identifiées pour cinq zones forestières<sup>5</sup>. Les MQH actuels et ceux qui s'ajouteront avec le temps devront d'abord être validés.

4. Le Plan de rétablissement du caribou forestier, adopté par le gouvernement du Québec en 2009, établit les conditions minimales en deçà desquelles la survie des populations est compromise.

5. Les cinq zones forestières comprennent les forêts de la sous-zone des érablières, des domaines de la sapinière à bouleau jaune et de la sapinière à bouleau blanc, de même que celles des sous-domaines de la pessière à mousses de l'ouest et de la pessière à mousses de l'est.

**Orientation 3 : Contribuer au développement et à la gestion durables d'un réseau d'aires protégées représentatif de la biodiversité**

Les aires protégées ont pour but de conserver les espèces et leur variabilité génétique ainsi que de maintenir les processus naturels et les écosystèmes qui entretiennent la vie. Avant tout, elles offrent une protection de base à la biodiversité en maintenant une portion représentative du territoire naturel à l'abri du développement humain.

Le gouvernement du Québec s'est engagé, en 2002, à mettre en place un réseau d'aires protégées couvrant 8 % de la superficie du Québec. Il s'est aussi engagé à ce que ce réseau soit représentatif de la diversité biologique des différentes provinces naturelles du Québec. En mai 2009, ce réseau couvrait 135 636 km<sup>2</sup>, soit 8,13 % du territoire québécois. Il compte désormais près de 2 500 sites naturels réglementés et gérés en fonction de 24 désignations juridiques ou administratives. Au moment où il atteignait l'objectif de 8 % en 2009, le gouvernement du Québec annonçait son nouvel engagement d'atteindre une superficie correspondant à 12 % du territoire québécois d'ici 2015.

**Objectif 1 : Poursuivre l'implantation, la reconnaissance légale et la gestion des aires protégées dont le Ministère est responsable**

- Déterminer les principales carences du réseau des écosystèmes forestiers exceptionnels (EFE) et les combler par le classement légal de 30 nouveaux sites protégés d'ici 2015 et par la préservation intérimaire de projets d'EFE, et ce, afin d'accroître sa robustesse et d'assurer sa représentativité.
- Procéder à l'évaluation du réseau des refuges biologiques et le compléter par la désignation légale de l'ensemble des sites mis en réserve depuis 2008.
- Compléter les analyses nécessaires à la création de nouveaux refuges fauniques.
- En collaboration avec le MDDEP, prendre les mesures nécessaires pour assurer la reconnaissance d'un plus grand nombre d'EFE, de refuges biologiques et d'habitats fauniques au registre des aires protégées.

Indicateur	Cible
Pourcentage des sites protégés ou des projets d'EFE, de refuges biologiques, de refuges fauniques et d'habitats fauniques pour lesquels des mesures adéquates de protection ont été appliquées.	100 %



**Objectif 2 : Collaborer au développement du réseau québécois des aires protégées en milieu forestier**

- Sur la base des orientations gouvernementales qui seront retenues dans le Plan d'action stratégique sur les aires protégées — 2010-2015, collaborer avec le MDDEP à la création de nouvelles aires protégées, notamment pour la forêt boréale continue et la forêt tempérée nordique.
- Collaborer avec le MDDEP à l'analyse des territoires candidats en fonction des carences observées, des perspectives de conservation et des contraintes inhérentes au territoire.

Indicateurs	Cible
Pourcentage de la superficie du territoire québécois constituée légalement en aires protégées d'ici 2015	12 %

**Objectif 3 : Contribuer à la définition de nouveaux statuts d'aires protégées en milieu forestier et créer de nouvelles aires protégées**

- Participer à la définition d'une gamme élargie de statut d'aires protégées où certaines activités de mise en valeur des ressources pourraient être réalisées.
- Contribuer à la création d'aires de gestion des habitats et des espèces, de paysages terrestres et marins protégés et d'aires protégées avec utilisation durable des ressources naturelles [aires protégées de catégories IV, V et VI de l'UICN, l'Union internationale pour la conservation de la nature (2008)], notamment en faisant valoir les secteurs d'intérêt pour la conservation des réserves fauniques.
- Participer, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de rétablissement du caribou forestier, à la protection de vastes espaces sauvages répondant aux besoins de cet écotype en forêt non aménagée et poursuivre la création de noyaux permanents de conservation destinés à cette espèce dans la forêt sous aménagement.



Photo : Wendy Giroux, MRNF

**Orientation 4 : Intégrer, dans la planification de l'aménagement forestier intégré, les nouvelles connaissances sur la productivité des écosystèmes**

La productivité ligneuse d'une forêt, c'est-à-dire la quantité de matière ligneuse qu'elle produit par unité de surface et de temps, dépend principalement du climat, des sols et des perturbations qui en influencent la dynamique. L'aménagement durable des forêts implique que cette productivité soit respectée afin d'éviter la surexploitation des forêts et l'appauvrissement des sols.

Depuis l'adoption de la stratégie de protection des forêts en 1994, nombre d'études et de suivis environnementaux ont été menés afin de comprendre les facteurs qui agissent sur la productivité des écosystèmes. La destruction des arbres par la tordeuse des bourgeons de l'épinette, la fréquence des incendies forestiers et l'effet des pluies acides sur la fertilité des érablières comptent parmi les sujets étudiés. Les connaissances scientifiques actuelles permettent de cibler les stations forestières les plus sensibles à ces facteurs. Le défi qui se profile est de parfaire ces connaissances dans un proche avenir et de favoriser leur intégration dans la planification de l'aménagement forestier et le calcul des possibilités forestières.

**Objectif 1 : Tenir compte de l'effet des principales perturbations naturelles dans la gestion forestière et le calcul des possibilités forestières**

- Déterminer les perturbations majeures propres à chaque région et les facteurs écologiques et structuraux qui leur sont associés.
- Mettre au point des modèles qui permettent de prévoir les répercussions des perturbations majeures sur le calcul des possibilités forestières.
- Intégrer les prévisions issues des modèles de perturbations naturelles aux calculs de la possibilité forestière.

**Objectif 2 : Tenir compte de la fertilité des sols dans la planification de l'aménagement forestier**

- Intégrer les données disponibles sur la fertilité des sols dans la gestion des forêts publiques, notamment dans le *guide sylvicole*.
- Ajouter dans le futur RADF des dispositions visant à maintenir la fertilité des sols en interdisant l'exportation des portions non commerciales des tiges récoltées sur les sites sujets à la perte d'éléments nutritifs<sup>6</sup> (voir thème 7 de la section sur le futur RADF).

6. Cette action aura pour effet de limiter l'intensité de récolte de biomasse sur de tels sites et de conserver, sur les parterres de coupe, les branches et les portions de tiges qui sont les plus riches en éléments nutritifs.

**Orientation 5 : Mettre au point des pratiques forestières et des mesures de protection aptes à maintenir l'intégrité et les fonctions écologiques des milieux aquatiques, riverains, humides et des sols forestiers**

Éléments clés de l'écosystème forestier, les sols et l'eau sont à la base de son fonctionnement et de sa productivité. Leur préservation assure le maintien des habitats aquatiques et terrestres essentiels à de nombreuses espèces animales et végétales. Or, les activités de récolte peuvent créer des ornières et ainsi diminuer la productivité des sols. De plus, le développement du réseau routier, l'empilement du bois sur les abords des chemins et les perturbations du sol causées par la circulation de la machinerie réduisent la superficie productive. L'érosion du réseau routier forestier et le débit accru des cours d'eau en période de pointe, causés par la récolte des arbres, peuvent entraîner des sédiments vers le réseau hydrographique et dégrader l'habitat aquatique. Certains ponts et ponceaux nuisent également aux déplacements du poisson.

Dans une perspective d'amélioration continue, le Ministère bonifiera les mesures de protection des sols et de l'eau, entre autres, en incluant de nouvelles exigences dans le futur RADF. Par ailleurs, les trois OPMV associés à la conservation des sols et de l'eau seront maintenus jusqu'en 2013 puis seront remplacés par les deux objectifs suivants qui traitent des mêmes enjeux, mais qui comportent des éléments nouveaux.

**Objectif 1 : Préserver la productivité des écosystèmes en réduisant l'orniérage sur les parterres de coupe, la superficie du réseau routier et les perturbations du sol aux abords des chemins**

- Maintenir, dans les PAFI, un plan de réduction de l'orniérage et des pertes de superficies productives associées au réseau routier et aux abords des chemins.
- Améliorer les mesures pour contrer l'orniérage et les pertes de superficies productives associées au réseau routier et à ses abords en intégrant de nouvelles exigences dans le futur RADF (voir thème 7 de la section sur le futur RADF).

**Objectif 2 : Protéger les milieux aquatiques, riverains et humides en améliorant les interventions forestières et l'aménagement du réseau routier**

- Maintenir, dans les PAFI, un plan d'action ayant pour but de prévenir l'érosion du réseau routier utilisé pour la récolte annuelle.
- Assurer le respect du niveau maximum permis de déboisement des bassins versants de rivières à saumon atlantique et de certaines rivières à ouananiche, et en effectuer le suivi.
- Améliorer la protection de l'eau et du milieu aquatique en intégrant de nouvelles exigences dans le futur RADF (voir thème 5 de la section sur le futur RADF).

Indicateur	Cible
Pourcentage de conformité des activités d'aménagement forestier aux dispositions du RADF visant la protection de l'eau et du milieu aquatique	100 %



## DÉFI : Un milieu forestier productif et créateur de richesses diversifiées



Photo : MRNF

L'utilisation de la matière ligneuse est un moteur économique substantiel pour le Québec et il importe que cela demeure. D'autres ressources de la forêt peuvent aussi générer des activités socioéconomiques importantes (par exemple, dans les domaines du récréotourisme, de l'acériculture, des produits forestiers non ligneux, du plein air) et contribuer au bien-être de la population. Pour en tirer profit maintenant et à l'avenir, la gestion forestière doit optimiser la production de la matière ligneuse pour en augmenter la valeur (en ce qui a trait à la qualité, la quantité et l'essence); diversifier l'offre de produits et de services des ressources de la forêt et en harmoniser les usages; investir là où c'est rentable; et distribuer équitablement les bénéfices afin qu'ils profitent à l'intérêt collectif.

### **Orientation 1 : Orienter la production de matière ligneuse pour faire face à toute forme de changements du secteur forestier et accroître la valeur des produits qui en sont issus**

La matière ligneuse est la ressource forestière qui procure le plus de bénéfices économiques pour le Québec. Elle doit demeurer un moteur économique majeur, notamment pour les collectivités locales. Le Ministère mise sur un aménagement forestier qui produira dorénavant plus de matière ligneuse de qualité pour mieux répondre aux diverses demandes des marchés. Le bois d'œuvre<sup>7</sup> ainsi produit aura les caractéristiques appropriées pour la fabrication de produits structuraux (colombages, poutrelles, murs préfabriqués, etc.) et de produits d'apparence (lambris, moulures, planchers, meubles, etc.). Ainsi, l'industrie québécoise de la transformation du bois saura s'adapter aux exigences croissantes des consommateurs et des marchés.

Le Ministère revoit également les investissements sylvicoles réalisés en forêt dans l'optique d'optimiser la chaîne de valeur du bois<sup>8</sup> et d'améliorer les conditions de vie des travailleurs de la forêt. Il s'assurera de réaliser les bons traitements sylvicoles aux bons endroits, en fonction de l'écologie des sites, des différents coûts (d'aménagement, de récolte et de transport), du rendement économique et des conséquences possibles de l'aménagement sur l'environnement et les autres ressources.

7. Le bois d'œuvre est le bois destiné à être travaillé et qui est apte au sciage, au déroulage ou au tranchage.

8. Le concept de chaîne de valeur a été modélisé par Michael Porter, professeur universitaire américain spécialiste en stratégie d'entreprises et en économie du développement.

**Objectif 1 : Répartir les efforts sylvicoles à l'aide d'un gradient d'intensité de sylviculture**

- Fixer les efforts de planification, d'exécution, de suivi et de contrôle ainsi que de protection en fonction de chaque catégorie du gradient d'intensité de sylviculture (sylviculture extensive, sylviculture de base, sylviculture intensive et sylviculture élite).

**Gradient d'intensité de sylviculture**

Sylviculture extensive : La régénération naturelle évolue sans autre intervention. La sylviculture se limite à la protection de la régénération naturelle préétablie ou à la création de lits de germination adéquats.

Sylviculture de base : La régénération est établie de façon naturelle ou par la plantation d'arbres indigènes sur les sites où la régénération naturelle est insuffisante. Les efforts sylvicoles portent sur la gestion de la composition en essences du peuplement; l'objectif est de maintenir les essences recherchées libres de croître.

Sylviculture intensive : En plus de la régénération et de la gestion de la composition en essences, une gestion de l'espacement entre les tiges est effectuée ainsi qu'un contrôle plus rigoureux des facteurs influençant la qualité de la matière ligneuse produite. Plusieurs interventions réparties dans le temps permettent de sélectionner et de favoriser les meilleures tiges.

Sylviculture élite : En plus des exigences précédentes, les scénarios sylvicoles ont recours à des traitements d'élagage ou d'amélioration de la productivité du site ou encore à l'utilisation d'essences exotiques (ex. : peuplier hybride et mélèze hybride).

**Objectif 2 : Effectuer des interventions sylvicoles bien adaptées à l'écologie des sites et aux objectifs poursuivis**

- Produire le *guide sylvicole* qui inclut le guide provincial, les guides de station et les guides par groupe de végétation potentielle.
- Réaliser des stratégies d'aménagement forestier et effectuer des calculs de possibilité forestière qui permettent de produire davantage de bois d'œuvre résineux et feuillu.

Indicateur	Cible
Pourcentage des prescriptions sylvicoles et des travaux sylvicoles réalisés conformément aux principes et aux balises du guide sylvicole	100 %

**Objectif 3 : Cibler les investissements sylvicoles en fonction de leur rentabilité économique**

- Développer des outils d'analyse économique des investissements sylvicoles et les intégrer au processus de planification forestière.

Indicateur	Cible
Rendement lié à l'optimisation économique des investissements sylvicoles	Augmentation du rendement économique <sup>9</sup> de 10 %

**Objectif 4 : Accroître et consolider la production de matière ligneuse sur certaines portions du territoire forestier**

- Déterminer, dans les PAFI, la proportion et la localisation des aires d'intensification de la production ligneuse ainsi que les travaux de sylviculture et les modalités à y appliquer en matière d'aménagement écosystémique et d'harmonisation des usages.
- Tenir à jour et rendre publique une liste des aires d'intensification de la production ligneuse où des activités sylvicoles sont réalisées.
- Utiliser le processus d'affectation du territoire public pour protéger les investissements effectués dans les aires d'intensification de la production ligneuse.

Indicateur	Cible
Pourcentage de territoire forestier productif public inscrit comme aires d'intensification de la production ligneuse dans les PAFI de 2013-2018	2 %



Photo : MRNF

9. Le rendement économique d'une stratégie d'aménagement sylvicole s'exprime par le ratio revenus/coûts de l'État, des travailleurs, des entreprises pour l'ensemble de la chaîne de valeur, soit de l'arbre aux produits finis.

**Orientation 2 : Accroître et diversifier l'offre de produits et de services issus de la mise en valeur intégrée des ressources et des fonctions de la forêt**

La mise en valeur des ressources et des fonctions de la forêt génère des bénéfices variés sur les plans social, économique et environnemental. Le Ministère veut accroître et diversifier les bénéfices issus de la réalisation de l'aménagement forestier. En fait, il désire produire de la matière ligneuse tout en mettant en valeur d'autres ressources ou potentiels du milieu forestier (l'acériculture, les bleuetières et autres produits forestiers non ligneux, les habitats fauniques, les activités récréotouristiques, etc.).

Pour relever ce défi, le Ministère préconise la gestion intégrée des ressources et du territoire. Cette gestion se traduit par une démarche participative rigoureuse qui permet la conciliation des intérêts et des usages. Elle mène à des choix qui prennent en compte les enjeux environnementaux, économiques et sociaux soulevés par les acteurs du milieu et qui respectent les orientations gouvernementales.

**Objectif 1 : Intégrer, dans les plans d'aménagement forestier intégré, des activités favorisant le développement ainsi que la protection des ressources et des fonctions de la forêt, et les réaliser**

- Inclure, dans les PAFI, les objectifs locaux et les mesures d'harmonisation des usages convenus au sein de la table locale de GIRT et retenus par le ministre.
- Intégrer, dans les scénarios sylvicoles, les pratiques forestières recommandées dans les guides d'aménagement d'habitats fauniques (visant le cerf, l'orignal et la gélinotte huppée) et, au besoin, produire d'autres guides afin d'optimiser les retombées de la mise en valeur des ressources fauniques.

Indicateur	Cible
Taux de respect des mesures d'harmonisation convenues, y compris celles liées aux paysages	100 %

**Objectif 2 : Développer et protéger les produits récréotouristiques des territoires structurés**

- Accorder une attention particulière, dans le futur RADF, à des enjeux d'aménagement forestier propres aux territoires structurés (voir thème 2 de la section sur le futur RADF).
- Maintenir ou constituer un couvert forestier permettant d'assurer la qualité de l'expérience vécue en forêt et la qualité des habitats pour les espèces recherchées par la clientèle de ces territoires.
- Localiser, lors de la préparation des PAFI, les secteurs d'intérêt majeur inhérents au développement des activités des territoires structurés.
- Réaliser des activités d'aménagement forestier de manière à intégrer les objectifs locaux et les mesures d'harmonisation des usages convenus à la table locale de GIRT et retenus par le ministre portant sur l'écotourisme et le récréotourisme.

**Objectif 3 : Assurer le maintien de la qualité visuelle des paysages en milieu forestier<sup>10</sup>**

- Inclure, dans les PAFI, les objectifs locaux et les mesures d'harmonisation des usages relatifs aux paysages sensibles à protéger qui auront été convenus au sein de la table locale de GIRT, ou avec des acteurs directement concernés, et retenus par le ministre.
- Ajouter dans le futur RADF des dispositions visant à assurer un niveau de protection des paysages pour certains types de sites ou d'infrastructures dont l'importance est reconnue (voir thème 3 de la section sur le futur RADF).

**Objectif 4 : Soutenir le développement de l'acériculture**

- Élaborer un plan d'action de développement acéricole sur les terres publiques et privées, en collaboration avec la Fédération des producteurs acéricoles du Québec, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et le Conseil de l'industrie forestière du Québec.

**Objectif 5 : Mettre en valeur les produits forestiers non ligneux du milieu forestier**

- Convenir, au sein de la table locale de GIRT, de modalités d'intervention pour la récolte ou l'aménagement de produits forestiers non ligneux (PFNL) présentant un intérêt économique et introduire celles retenues par le ministre dans les PAFI
- Réaliser des activités d'aménagement forestier de manière à intégrer les objectifs locaux et les mesures d'harmonisation des usages portant sur les PFNL qui auront été convenus à la table locale de GIRT et retenus par le ministre.



Photo : Geneviève Brunet, MRNF

10. Les dispositions actuellement associées au maintien de la qualité visuelle des paysages constituent l'OPMV « Maintenir la qualité visuelle des paysages en milieu forestier ». Cet OPMV est maintenu jusqu'en 2013 et sera ensuite remplacé par cet objectif de la SADF.



**Orientation 3 : Développer la production ligneuse et concourir à générer davantage de retombées en forêt privée**

La forêt privée appartient à près de 130 000 propriétaires et couvre 70 000 km<sup>2</sup>. La majorité des boisés privés sont situés dans les régions méridionales où le climat est plus doux et les sols plus fertiles. La forêt privée joue un rôle important dans la vitalité socioéconomique des régions. Le Ministère croit que les retombées socioéconomiques de la forêt privée peuvent être augmentées. Il mise sur une augmentation du capital ligneux de la forêt privée, ce qui contribuera du même coup à consolider des emplois. De plus, pour que la forêt privée joue pleinement son rôle de créateur de richesses, le Ministère a besoin de la participation des propriétaires dans l'aménagement forestier.

**Objectif 1 : Consolider les investissements sylvicoles en forêt privée**

- Poursuivre la réalisation des scénarios sylvicoles déjà amorcés, particulièrement en ce qui a trait aux éclaircies commerciales, sur les sites présentant les meilleurs potentiels de rendement ligneux.
- Soutenir la certification des territoires forestiers privés productifs.

Indicateur	Cible
Superficies des éclaircies commerciales effectuées en forêt privée	Au moins 10 000 ha par année

**Objectif 2 : Accroître la valeur des boisés privés**

- Faire une mise au point technique de l'entente-cadre intervenue entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et l'Alimentation et le ministère de l'Énergie et des Ressources de 1987<sup>11</sup>, notamment sur le reboisement des friches forestières et agricoles en milieu privé, en collaboration avec le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et avec les agences régionales de mise en valeur des forêts privées.

**Objectif 3 : Assurer la relève de propriétaires forestiers actifs et le maintien de l'expertise**

- Mettre à jour le profil des propriétaires forestiers et documenter leurs valeurs et leurs motivations.

11. L'entente-cadre porte sur la planification des travaux de mise en valeur de la forêt privée en zone agricole. Entre-temps, le ministère de l'Énergie et des Ressources est devenu le ministère des Ressources naturelles et de la Faune.



**Orientation 4 : Vendre la matière ligneuse à sa juste valeur marchande et en accroître significativement l'accès**

Le Ministère veut élargir l'accessibilité à la matière ligneuse à l'ensemble des utilisateurs. Il désire ainsi donner une chance à toute personne intéressée et à toutes les entreprises — petites, moyennes ou grandes — d'acheter des volumes de matière ligneuse des forêts publiques. Cette ouverture se fera par la mise aux enchères de volumes de bois de la forêt publique et par la révision du mécanisme d'attribution des volumes de bois. Cette ouverture contribuera à la diversification de la structure industrielle et à celle des produits du bois transformés de sorte que ceux-ci répondront mieux aux nouvelles valeurs environnementales de la société.

En complément à sa volonté d'élargir l'accès aux volumes de matière ligneuse des forêts publiques, le Ministère maintient une sécurité d'approvisionnement en bois ronds aux usines de transformation du bois. Il pourra ainsi consentir une garantie d'approvisionnement, notamment aux usines qui détiennent actuellement un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier.

**Objectif 1 : Établir la valeur réelle de la matière ligneuse en forêt publique selon les forces du marché**

- Créer le Bureau de mise en marché des bois au Québec.
- Préciser et mettre en place les conditions nécessaires pour la tenue d'enchères des bois, notamment par des projets d'implantation (par exemple, volumes suffisants et nombre d'acheteurs minimal pour les enchères).

Indicateur	Cible
Pourcentage des volumes de bois récoltés en forêt publique offert sur le marché libre pour la période 2013-2018	25 %

**Objectif 2 : Élargir l'accès à la matière ligneuse en laissant jouer les forces du marché et en révisant le mécanisme d'attribution, tout en maintenant une forme de sécurité d'approvisionnement**

- Créer le Bureau de mise en marché des bois au Québec.
- Préciser et mettre en place les conditions nécessaires à la tenue d'enchères des bois, notamment par des projets d'implantation (par exemple, volumes suffisants et nombre d'acheteurs minimal pour les enchères).
- Établir, pour chacune des régions, par essence ou par groupes d'essences, les volumes de matière ligneuse disponibles pour les garanties d'approvisionnement qui prendront effet le 1<sup>er</sup> avril 2013.
- Établir et faire connaître le mécanisme d'attribution de la matière ligneuse afin d'en élargir l'accès.

## DÉFI : Des industries des produits du bois et des activités forestières diversifiées, compétitives et innovantes

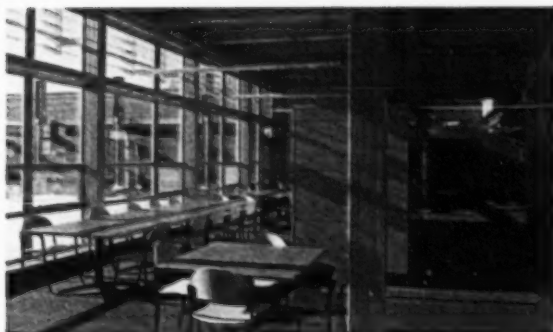


Photo : Pavillon Gene-H. Kruger. Laurent Goulet

### SECTION 2

Les fluctuations dans l'économie mondiale et québécoise doivent être vues comme des occasions de revoir les processus d'affaires, de développer de nouveaux partenariats, d'innover sur le plan des produits et des services, et ainsi progresser vers de nouveaux marchés. Également, la dynamisation de l'industrie de la première transformation du bois, assise de l'industrie des produits forestiers, aura des effets bénéfiques sur ces initiatives.

L'instauration de nouvelles relations d'affaires avec les entreprises d'aménagement forestier contribuera à une plus grande stabilité financière de ces dernières. Le Ministère compte aussi appuyer l'amélioration des conditions de vie

des travailleurs de la forêt et la valorisation de ces emplois. De plus, les initiatives liées au récréotourisme, à l'écotourisme et à la mise en valeur de la faune et des produits forestiers non ligneux seront encouragées.

Le Ministère veut ainsi introduire de la diversité dans l'activité économique régionale, contribuer à la création d'emplois stimulants et appuyer la diversification du secteur forestier.

### **Orientation 1 : Optimiser l'utilisation du bois, matériau écologique par excellence**

L'industrie des produits forestiers joue un rôle majeur dans la balance commerciale québécoise ainsi que dans l'économie régionale. De nombreuses collectivités ont une économie basée sur cette industrie qui est déjà bien diversifiée.

L'innovation et le développement de nouveaux créneaux restent toujours des actions décisives dans une perspective d'amélioration continue, et le Ministère s'engage à les promouvoir. Il met d'ailleurs en œuvre une stratégie de développement industriel axée sur des produits à forte valeur ajoutée et encourage la population à utiliser davantage les produits du bois.

**Objectif 1 : Augmenter l'utilisation du bois dans la construction résidentielle multifamiliale et non résidentielle au Québec**

- Amener les ministères à prendre des engagements quant à l'utilisation du bois (exemples d'engagements : promotion, éducation, utilisation dans les édifices) et à les rendre publics.
- Appuyer l'élaboration d'une charte d'utilisation du bois dans les édifices municipaux afin d'encourager le monde municipal à utiliser le bois dans leurs constructions (structure, finition intérieure, recouvrement extérieur).
- Soutenir la recherche et le développement de produits et de technologies.
- Participer au développement d'outils techniques qui facilitent l'utilisation du bois par les différents intervenants (architectes, ingénieurs, promoteurs, entrepreneurs, etc.).
- S'impliquer dans l'instauration d'une culture d'utilisation du bois dans la construction au Québec, par l'entremise d'une alliance de partenaires (élus, décideurs, concepteurs, fabricants, constructeurs, associations, etc.).

Indicateur	Cible
Quantité de bois utilisée par année dans la construction résidentielle multifamiliale et non résidentielle ainsi que dans la fabrication de produits de bois d'apparence	1 000 millions de pmp en 2014

**Objectif 2 : Soutenir le développement de la filière de la biomasse forestière**

- Rendre accessible la biomasse forestière des forêts du domaine de l'État.
- Parfaire et diffuser des connaissances sur l'utilisation de la biomasse forestière.

Indicateur	Cible
Quantité de biomasse forestière utilisée à des fins énergétiques au Québec	1,5 million tma en 2016

**Objectif 3 : Mettre en place des projets de bioraffinage, notamment la production de nanocellulose cristalline**

- Élaborer une stratégie de développement de la filière du bioraffinage.

**Objectif 4 : Dynamiser l'industrie de la première transformation du bois et accélérer le maillage avec les entreprises de deuxième et de troisième transformation ainsi qu'avec d'autres secteurs économiques**

- Élaborer une stratégie de consolidation et de valorisation des secteurs clés.

**Orientation 2 :** Favoriser l'essor d'entreprises d'aménagement forestier rentables et performantes ainsi que le développement d'entreprises diversifiées de mise en valeur des ressources autres que la matière ligneuse

Les entreprises d'aménagement forestier et celles de la mise en valeur des ressources du milieu forestier (par exemple, pourvoies, entreprises récréotouristiques, entreprises de mise en valeur de produits forestiers non ligneux) participent à la richesse collective en créant des emplois et en diversifiant les sources de revenus en région. Le Ministère mise donc sur le développement de l'entrepreneuriat en milieu forestier et à mettre en valeur les ressources non ligneuses.

**Objectif 1 :** Favoriser le maintien et le développement d'un réseau performant d'entreprises d'aménagement forestier

- Obliger les entreprises d'aménagement à détenir une certification des pratiques de gestion reconnue du Ministère lorsqu'elles réalisent des travaux sylvicoles non commerciaux<sup>12</sup> en forêt publique.
- Développer une norme ou rendre obligatoire une norme reconnue par le Ministère pour la certification des entreprises qui effectuent des travaux commerciaux dans les forêts du domaine de l'État.
- Convenir, avec les entreprises d'aménagement forestier et les coopératives forestières, des contrats pluriannuels pour la réalisation d'activités forestières. Les contrats définiront clairement les objectifs et les résultats à atteindre.

**Objectif 2 :** Encourager le développement d'entreprises écotouristiques, récréotouristiques et celles œuvrant dans la mise en valeur de produits forestiers non ligneux

- Revoir le cadre d'intervention sur la consolidation et le développement du secteur de la pourvoie, et élaborer une politique sur les réserves fauniques et un cadre d'intervention sur les zones d'exploitation contrôlée (zec).
- Élaborer une stratégie de promotion et de développement des activités de chasse, de pêche et de piégeage.
- Développer des mesures et des programmes favorisant l'implantation et la consolidation des pourvoies et des zecs.
- Concéder des territoires sur les terres du domaine de l'État ayant des potentiels pour le développement de bleuetières.

12. Les traitements non commerciaux sont généralement exécutés dans de jeunes forêts où les tiges n'ont pas encore atteint une dimension justifiant une récupération du bois. Ces traitements visent l'amélioration de la qualité générale du peuplement. Les traitements commerciaux impliquent la récupération d'un volume de bois utilisable.

## DÉFI : Des forêts et un secteur forestier qui contribuent à la lutte contre les changements climatiques, et qui s'y adaptent



Photo : MRCF

Les bénéfices que procure la forêt ne profitent pas qu'au Québec. En fait, les forêts fournissent des services environnementaux à l'échelle de la planète (contribution à la qualité de l'air, participation aux cycles planétaires de l'eau et du carbone, etc.). En tant que composantes importantes du cycle planétaire du carbone, les forêts et les produits forestiers peuvent contribuer à la lutte contre les changements climatiques. Par ailleurs, les forêts subiront les effets des changements climatiques, mais il est difficile de prédire comment et à quel point elles s'y adapteront. Les effets des changements climatiques sur la fréquence, l'envergure et l'intensité des perturbations naturelles, comme le feu, risquent également d'influencer grandement l'évolution future des forêts. Dès maintenant, des actions

en forêt et dans le secteur forestier peuvent être planifiées et encouragées pour contrer les changements climatiques.

### **Orientation 1 : Utiliser davantage la biomasse et les produits forestiers pour réduire les émissions de gaz à effet de serre au Québec**

En novembre 2009, le Québec annonçait que, d'ici 2020, les émissions de gaz à effets de serre (GES) sur son territoire seraient réduites de 20 % par rapport aux émissions de 1990. Les produits forestiers contribuent de deux façons à la lutte contre les changements climatiques. D'une part, la biomasse forestière, comme les résidus de coupe et les bois de trituration, peut être utilisée pour produire de l'énergie ou des biocarburants qui remplacent les combustibles fossiles. D'autre part, les produits forestiers peuvent réduire les émissions de GES en remplaçant des matériaux dont la fabrication est très énergivore comme le béton et l'acier. De plus, les produits forestiers dont la durée de vie est longue, comme le bois de construction, sont les plus efficaces pour maintenir le carbone qu'ils contiennent hors de l'atmosphère, en plus d'être issus d'une matière première renouvelable. Pour le Ministère, le bois doit devenir le matériau écologique à privilégier lorsque son utilisation est possible.

**Objectif 1 :** Réduire les émissions de gaz à effet de serre causées par le chauffage institutionnel et commercial en remplaçant les combustibles fossiles par la biomasse forestière

- Consacrer des fonds pour l'installation de chaudières à la biomasse dans les édifices publics et parapublics.
- Assurer une offre suffisante de biomasse provenant des forêts publiques, même durant les périodes où les activités forestières sont réduites.
- Encourager les utilisateurs de biomasse à s'approvisionner dans les forêts privées.

**Objectif 2 :** Réduire les émissions de gaz à effet de serre en augmentant l'utilisation du bois de construction et du bois d'apparence au Québec

- Mettre en œuvre la Stratégie d'utilisation du bois dans la construction au Québec (pour les actions de mise en œuvre, voir le défi *Des industries des produits du bois et des activités forestières diversifiées et innovantes*).

Indicateur	Cible
Quantité de GES dont l'émission a été évitée en remplaçant les combustibles fossiles par la biomasse forestière et en utilisant davantage de bois dans la construction résidentielle multifamiliale et non résidentielle	1,7 millions de tonnes de GES d'ici 2016

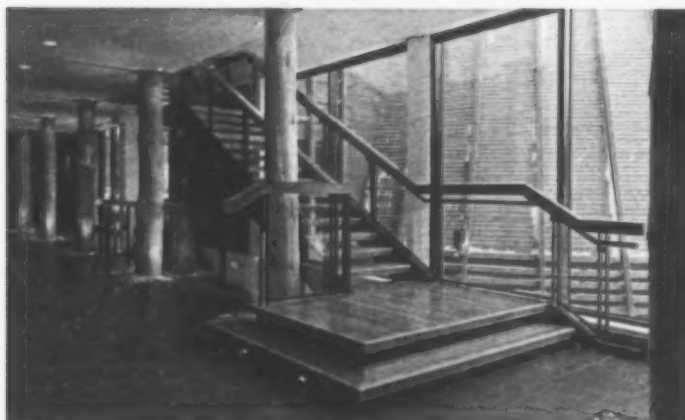


Photo : Hôtel-Musée Premières Nations, Christian Desjardins



**Orientation 2 : Intégrer le carbone forestier et les effets des changements climatiques dans la gestion et l'aménagement des forêts**

La gestion du carbone forestier est une nouvelle préoccupation dont le principal objectif vise à maintenir le plus de carbone possible dans les forêts tout en fournissant le plus de produits forestiers à la société. Cet objectif requiert une gestion optimale du réservoir de carbone en forêt et de la possibilité forestière. Par ailleurs, malgré les efforts de réduction des émissions de GES, les forêts seront exposées à des changements climatiques dont l'ampleur et la vitesse seront plus importantes que par le passé. Ces changements vont également influencer l'intensité, la fréquence, la durée et l'étendue des perturbations naturelles. La gestion forestière doit tenir compte et même anticiper les effets des changements climatiques, sans quoi la contribution des forêts à la lutte contre ceux-ci risque d'être compromise.

**Objectif 1 : Optimiser simultanément le réservoir de carbone dans l'écosystème forestier et la production de produits forestiers**

- Développer l'expertise relative à la comptabilisation et à l'intégration du carbone forestier dans la gestion forestière.
- Rendre opérationnels les outils développés afin d'intégrer le carbone forestier (réservoir et flux) dans la modélisation servant à établir la possibilité forestière.

**Objectif 2 : Déterminer et mettre en œuvre en forêt de même que dans le secteur forestier les mesures d'adaptation appropriées aux changements climatiques**

- Intégrer, aussitôt que possible, les mesures d'adaptation appropriées aux changements climatiques dans la gestion et l'aménagement forestiers.

**Objectif 3 : Actualiser l'approche en matière de gestion des perturbations naturelles dans un cadre de gestion intégrée du risque**

- Produire, dans le cadre du Plan d'action du Québec sur les changements climatiques 2006-2012, un document d'orientation qui revoit les pratiques en matière de gestion des perturbations naturelles selon une approche de gestion intégrée du risque.
- Élaborer et mettre en place de nouvelles pratiques en matière de gestion des perturbations naturelles basées sur une gestion intégrée du risque, conformément aux engagements pris par le Québec dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre les ravageurs forestiers et de la Stratégie canadienne en matière de feux de forêt.

## Mise en œuvre et gouvernance

La mise en œuvre de la stratégie et la progression de la gestion forestière vers l'aménagement durable des forêts reposent sur des conditions essentielles qui constituent également des objectifs de la stratégie, soit :



Photo : MRNF

SECTION 2

- **Acquérir et partager des connaissances.** Ces connaissances sont notamment acquises par des activités liées à la recherche, aux inventaires écoforestiers, aux inventaires et aux suivis des populations fauniques, ainsi qu'aux suivis des perturbations naturelles. Elles doivent être transmises aux gestionnaires, aménagistes, personnes de terrain, utilisateurs ou autres de manière à ce qu'elles soient intégrées à leurs pratiques.
- **Prendre des décisions éclairées et assurer l'amélioration continue grâce à un cadre de gestion.** Le cadre de gestion traduit la vision, les orientations et les engagements du Ministère pris à l'égard de l'aménagement durable des forêts. Il spécifie les objectifs, moyens, indicateurs et cibles retenus et précise les rôles et les responsabilités du Ministère et de ses partenaires. Il permet de suivre la mise en œuvre des engagements du Ministère.
- **Communiquer à la population les progrès accomplis grâce à une reddition de comptes rigoureuse.** Les attentes envers l'aménagement durable des forêts sont élevées et la population souhaite être informée des progrès accomplis. La Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier prévoit la production d'un bilan quinquennal de l'aménagement durable des forêts. Ce bilan comprend notamment les résultats de la mise en œuvre de la SADP.

La mise en œuvre de la stratégie se fait par le Ministère et ses partenaires, qui ont chacun des rôles bien précis, et à l'aide de plusieurs outils de gestion (par exemple, loi, règlement, planification, calcul des possibilités forestières, programmes). Le Ministère est le maître d'œuvre de l'application de la stratégie. Un des rôles de l'État est d'établir les règles minimales à respecter. Le Ministère s'assurera de l'application de celles-ci et du respect de la stratégie. Il garantira aussi un suivi des initiatives mises en œuvre et une rétroaction sur celles-ci. Ainsi, il saura s'adapter en fonction des connaissances acquises, de l'évolution des valeurs de la population, des nouvelles conditions des marchés, des actions réalisées et des leçons tirées des expériences. Au terme de cinq ans, le Ministère révisera la stratégie en regard de ces éléments.

Les acteurs du milieu forestier et la population québécoise sont eux aussi interpellés par la mise en œuvre de la stratégie et ont un rôle primordial à jouer pour progresser dans l'aménagement durable des forêts. Le Ministère ne peut à lui seul mettre en œuvre la stratégie et la **collaboration de tous est essentielle**. C'est l'ensemble de la société québécoise qui bénéficiera de cet engagement collectif!

Par l'adoption de la stratégie d'aménagement durable des forêts, le Ministère officialise son **virage vers une gestion plus axée sur les objectifs et les résultats** (GPOR). L'engagement et la responsabilisation des personnes qui décident des moyens à prendre et de celles qui appliquent ces décisions sont des incontournables de la GPOR.

La stratégie d'aménagement durable des forêts sera **implantée de façon progressive**. Déjà, plusieurs actions sont en cours et d'autres initiatives prendront forme dans les prochaines années. Le rapport intermédiaire en 2014 et le rapport final au terme de la première période quinquennale de la stratégie permettront d'adapter le rythme d'implantation et les orientations.

**L'implantation d'un système de gestion environnementale** au sein des directions générales en région du Ministère contribuera à un meilleur suivi des processus de gestion forestière. En outre, le système de gestion environnementale facilitera l'obtention d'une certification forestière selon des standards reconnus internationalement. La certification forestière est de plus en plus exigée par les marchés afin d'obtenir une garantie que les produits proviennent de forêts aménagées de façon durable. Le Ministère accorde donc une grande importance à la certification des territoires forestiers québécois de manière à conserver ses parts du marché.

#### Actions proposées :

- Se doter d'un cadre de référence en gestion des connaissances;
- Mettre à jour le cadre de gestion de l'aménagement durable des forêts pour inclure les nouvelles orientations et les autres changements amenés par la réforme du régime forestier, la stratégie d'aménagement durable des forêts et le règlement sur l'aménagement durable des forêts;
- Mettre en ligne une publication dynamique présentant le cadre de gestion de l'aménagement durable des forêts;
- Soumettre à l'Assemblée nationale le bilan quinquennal de l'aménagement durable des forêts, y compris les résultats de la mise en œuvre de la stratégie d'aménagement durable des forêts;
- Définir dans le cadre de gestion les rôles et les responsabilités des divers partenaires interpellés par la mise en œuvre de la SADF, y compris dans les différents guides et lignes directrices qui le composent;
- Élaborer et mettre en œuvre la stratégie d'aménagement durable des forêts selon une gestion par objectifs et résultats;
- Adapter les programmes et revoir les stratégies de financement en fonction du nouveau régime forestier et des objectifs de la SADF;
- Implanter un système de gestion environnementale au sein des directions générales en région
- Obtenir, selon les besoins du marché, une certification forestière pour les territoires faisant l'objet d'un aménagement forestier.



## **Conclusion – Une stratégie qui favorise le progrès**

La stratégie d'aménagement durable des forêts prépare dès maintenant la forêt de demain. Elle pose les jalons d'un aménagement modèle pour les cinq prochaines années. Le secteur forestier continuera, par conséquent, d'être un moteur économique important pour le Québec. L'offre de produits et de services intéressera les marchés au-delà des frontières. Des milliers de personnes occuperont des emplois stimulants et valorisants. Les citoyens du Québec participeront à une gestion forestière durable et exemplaire. La forêt sera saine, diversifiée et productive.

Le Ministère souhaite ainsi susciter la fierté des Québécois pour leur forêt, pour le bois et pour le secteur forestier. Le Québec deviendra un chef de file en matière d'aménagement durable des forêts et contribuera de façon notable aux défis planétaires, tels que ceux provoqués par les changements climatiques. Telle est la vision du Ministère pour les forêts et le secteur forestier québécois!



Photo : Adeline Bazoge

Note : Voir le document complet de la stratégie pour la liste des références.

Tableau 2. Synthèse des défis, orientations et objectifs de la stratégie d'aménagement durable des forêts

ORIENTATIONS	OBJECTIFS
<b>Défi : Une gestion forestière qui intègre les intérêts, les valeurs et les besoins de la population québécoise et des nations autochtones</b>	
1. Accentuer le dialogue avec la population et les communautés autochtones sur la gestion et l'aménagement du milieu forestier	1. Préciser les intérêts, les valeurs, les besoins et les attentes de la population et des communautés autochtones à l'égard de la gestion et de l'aménagement des forêts du Québec 2. Investir dans l'information et l'éducation forestières dans le but de répondre aux préoccupations de la population et du milieu scolaire
2. Rapprocher le lieu de décision des citoyens, des collectivités locales et des communautés autochtones	1. Confier aux CRÉ des responsabilités de gestion intégrée des ressources et du territoire 2. Améliorer la qualité de la participation des acteurs du milieu forestier à la planification de l'aménagement forestier intégré 3. Offrir aux collectivités locales et aux communautés autochtones des possibilités de participer et de prendre en main la gestion et la mise en valeur du milieu forestier
3. Intégrer les droits, les intérêts, les valeurs et les besoins des communautés autochtones dans la gestion et l'aménagement des ressources et du territoire forestiers	1. Encourager la participation des communautés autochtones aux consultations sur la gestion et l'aménagement du milieu forestier 2. Favoriser la participation des communautés autochtones aux processus de planification intégrée des ressources et du territoire (PRDIRT et PAFI), ainsi qu'accroître leur représentativité 3. Poursuivre la mise en œuvre des ententes convenues entre le gouvernement du Québec et les nations et les communautés autochtones
<b>Défi : Un aménagement forestier qui assure la durabilité des écosystèmes</b>	
1. Aménager les forêts de manière à conserver les principaux attributs des forêts naturelles	1. Intégrer dans les PAFI une analyse locale des enjeux écologiques et des actions qui chercheront à y répondre de façon adéquate 2. Faire en sorte que la structure d'âge des forêts aménagées s'apparente à celles qui existent dans la forêt naturelle 3. Appliquer un modèle de répartition des interventions forestières qui s'inspire de la forêt naturelle
2. Maintenir des habitats adéquats pour les espèces nécessitant une attention particulière et pour celles qui sont sensibles à l'aménagement forestier	1. Prendre en compte les exigences particulières de certaines espèces lors de l'élaboration des plans d'aménagement forestier intégré 2. S'assurer que la planification de l'aménagement forestier contribue au rétablissement des populations du caribou forestier 3. Mettre en place un suivi d'espèces sensibles à l'aménagement forestier
3. Contribuer au développement et à la gestion d'un réseau d'aires protégées représentatif de la biodiversité	1. Poursuivre l'implantation, la reconnaissance légale et la gestion durable des aires protégées dont le Ministère est responsable 2. Collaborer au développement du réseau québécois des aires protégées en milieu forestier 3. Contribuer à la définition de nouveaux statuts d'aires protégées en milieu forestier et créer de nouvelles aires protégées
4. Intégrer, dans la planification de l'aménagement forestier intégré, les nouvelles connaissances sur la productivité des écosystèmes	1. Tenir compte de l'effet des principales perturbations naturelles dans la gestion forestière et le calcul des possibilités forestières 2. Tenir compte de la fertilité des sols dans la planification de l'aménagement forestier
5. Mettre au point des pratiques forestières et des mesures de protection aptes à maintenir l'intégrité et les fonctions écologiques des milieux aquatiques, riverains, humides et des sols forestiers	1. Préserver la productivité des écosystèmes en réduisant l'orniérage sur les parterres de coupe, la superficie du réseau routier et les perturbations du sol aux abords des chemins 2. Protéger les milieux aquatiques, riverains et humides en améliorant les interventions forestières et l'aménagement du réseau routier



ORIENTATIONS	OBJECTIFS
<b>Défi : Un milieu forestier productif et créateur de richesses diversifiées</b>	
1. Orienter la production de matière ligneuse pour faire face à toute forme de changements du secteur forestier et accroître la valeur des produits qui en sont issus	1. Répartir les efforts sylvicoles à l'aide d'un gradient d'intensité de sylviculture 2. Effectuer des interventions sylvicoles bien adaptées à l'écologie des sites et aux objectifs poursuivis 3. Cibler les investissements sylvicoles en fonction de leur rentabilité économique 4. Accroître et consolider la production de matière ligneuse sur certaines portions du territoire forestier
2. Accroître et diversifier l'offre de produits et de services issus de la mise en valeur intégrée des ressources et des fonctions de la forêt	1. Intégrer, dans les plans d'aménagement forestier intégré, des activités favorisant le développement ainsi que la protection des ressources et des fonctions de la forêt, et les réaliser 2. Développer et protéger les produits récréotouristiques des territoires structurés 3. Assurer le maintien de la qualité visuelle des paysages en milieu forestier 4. Soutenir le développement de l'acériculture 5. Mettre en valeur les produits forestiers non ligneux du milieu forestier
3. Développer la production ligneuse et concourir à générer davantage de retombées en forêt privée	1. Consolider les investissements sylvicoles en forêt privée 2. Accroître la valeur des boisés privés 3. Assurer la relève de propriétaires forestiers actifs et le maintien de l'expertise
4. Vendre la matière ligneuse à sa juste valeur marchande et en accroître significativement l'accès	1. Établir la valeur réelle de la matière ligneuse en forêt publique selon les forces du marché 2. Élargir l'accès à la matière ligneuse en laissant jouer les forces du marché et en révisant le mécanisme d'attribution, tout en maintenant une forme de sécurité d'approvisionnement
<b>Défi : Des industries des produits du bois et des activités forestières diversifiées, compétitives et innovantes</b>	
1. Optimiser l'utilisation du bois, matériau écologique par excellence	1. Augmenter l'utilisation du bois dans la construction résidentielle multifamiliale et non résidentielle au Québec 2. Soutenir le développement de la filière de la biomasse forestière 3. Mettre en place des projets de bioraffinage, notamment la production de nanocellulose cristalline 4. Dynamiser l'industrie de la première transformation du bois et accélérer le maillage avec les entreprises de deuxième et troisième transformation ainsi qu'avec d'autres secteurs économiques
2. Favoriser l'essor d'entreprises d'aménagement forestier rentables et performantes ainsi que le développement d'entreprises diversifiées de mise en valeur des ressources autres que la matière ligneuse	1. Favoriser le maintien et le développement d'un réseau performant d'entreprises d'aménagement forestier 2. Encourager le développement d'entreprises écotouristiques, récréotouristiques et celles œuvrant dans la mise en valeur de produits forestiers non ligneux
<b>Défi : Des forêts et un secteur forestier qui contribuent à la lutte contre les changements climatiques, et qui s'y adaptent</b>	
1. Utiliser davantage la biomasse et les produits forestiers pour réduire les émissions de gaz à effet de serre au Québec	1. Réduire les émissions de GES causées par le chauffage institutionnel et commercial en remplaçant les combustibles fossiles par la biomasse forestière 2. Réduire les émissions de GES en augmentant l'utilisation du bois de construction et du bois d'apparence au Québec
2. Intégrer le carbone forestier et les effets des changements climatiques dans la gestion et l'aménagement des forêts	1. Optimiser simultanément le réservoir de carbone dans l'écosystème forestier et la production de produits forestiers 2. Déterminer et mettre en œuvre en forêt de même que dans le secteur forestier les mesures d'adaptation appropriées aux changements climatiques 3. Actualiser l'approche en matière de gestion des perturbations naturelles dans un cadre de gestion intégrée du risque

ORIENTATIONS	OBJECTIFS
Mise en œuvre et gouvernance	
Conditions essentielles à la progression dans l'aménagement durable des forêts	<ul style="list-style-type: none"><li>- Acquérir et partager des connaissances pour progresser dans l'aménagement durable des forêts</li><li>- Prendre des décisions éclairées et assurer l'amélioration continue grâce à un cadre de gestion de l'aménagement durable des forêts</li><li>- Communiquer à la population les progrès accomplis grâce à une reddition de comptes rigoureuse</li><li>- Mobiliser et assurer l'engagement de tous</li><li>- Miser sur une gestion plus axée sur l'atteinte d'objectifs et de résultats</li><li>- Implanter la stratégie de façon progressive</li><li>- Instaurer un système de gestion environnementale</li></ul>

## Section 3.

# Modalités proposées pour le futur règlement sur l'aménagement durable des forêts

La forêt a été longtemps considérée comme une ressource inépuisable. Au fil des années, les attentes de la population, les nouvelles connaissances et l'évaluation des effets des activités d'aménagement sur la forêt ont amené certains changements dans la gestion forestière et la réglementation. La volonté d'aménager la forêt de façon durable et de permettre à la population de profiter pleinement des nombreux bénéfices qu'elle offre est au cœur de ces changements. C'est dans cette perspective que le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (Ministère) s'est engagé à faire évoluer le Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État (RNI) vers un règlement sur l'aménagement durable des forêts (le futur RADF). La Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise a d'ailleurs recommandé, dans son rapport publié en 2004, de bonifier le RNI de manière à tenir compte des aspects environnementaux, sociaux et économiques liés à la forêt.

## ***Principes d'élaboration et mise en œuvre du futur règlement sur l'aménagement durable des forêts***

Pour exercer une véritable gestion durable des forêts publiques québécoises, le Ministère revoit sa réglementation afin qu'elle assure :

- le maintien ou la reconstitution du couvert forestier;
- la protection du milieu forestier et la conciliation des activités d'aménagement forestier avec les activités des communautés autochtones et des autres utilisateurs du territoire forestier;
- la compatibilité des activités d'aménagement forestier avec l'affectation des terres du domaine de l'État pour l'utilisation actuelle et future du territoire et de ses ressources.

L'entrée en vigueur du RADF en 2013 assurera également le respect de certains objectifs de la stratégie d'aménagement durable des forêts et contribuera à concrétiser la gestion par objectifs et résultats. Les modalités proposées pour le futur règlement sur l'aménagement durable des forêts ont été élaborées selon les principes suivants :

### **Principe 1 : Le RADF devra contribuer à l'aménagement écosystémique et à l'utilisation diversifiée et harmonieuse des ressources.**

Le futur RADF s'inscrit dans une démarche d'aménagement écosystémique des forêts et d'utilisation multiressource du territoire. L'approche d'aménagement écosystémique vise à perpétuer la composition et le fonctionnement des écosystèmes naturels pour mieux en assurer la viabilité et la durabilité. Il faudra donc que l'on intègre au futur règlement les bases de l'aménagement écosystémique. De plus, le futur RADF contiendra des modalités qui conduiront les aménagistes à prendre en considération l'utilisation diversifiée et durable de la forêt (produits du bois et ensemble des services récréatifs).

**Principe 2 : Le RADF devra pouvoir s'adapter aux contextes régionaux à l'aide d'une approche par objectifs et résultats.**

Le cadre réglementaire actuel de l'aménagement des forêts publiques du Québec repose principalement sur des normes qui préconisent l'utilisation de moyens concrets (par exemple, distance à respecter, technique à appliquer) pour atteindre des résultats précis. Même si, dans certains cas, la prescription de moyens est la meilleure solution pour protéger et promouvoir l'intérêt du public, le futur RADF favorisera autant que possible une approche par objectifs et résultats. L'adoption de cette approche permettra d'alléger la réglementation. Elle donnera plus de flexibilité aux gestionnaires et aux aménagistes de la forêt dans le choix des moyens à prendre pour s'adapter aux particularités régionales. Ces dernières peuvent être liées au caractère unique des écosystèmes forestiers, aux objectifs d'aménagement poursuivis, aux impératifs de la concertation entre les intervenants ou encore aux occasions et aux contraintes de marché et de main-d'œuvre.

**La réglementation par objectifs et résultats est privilégiée lorsque :**

- il est possible de fixer un résultat mesurable (cible) pour atteindre un objectif;
- un résultat peut être atteint par plusieurs moyens;
- un résultat est quantifiable à moindre coût.

**La réglementation par moyens est privilégiée lorsque :**

- une activité risque d'entraîner une conséquence grave ou irréversible si l'objectif n'est pas atteint;
- une seule mesure technique est connue;
- un objectif ne peut être quantifié et donc mesuré.

L'approche par objectifs et résultats permettra également aux intervenants forestiers de mettre à profit leur compétence en optant pour les mesures d'aménagement et d'intervention forestiers les plus efficaces en vue d'atteindre les objectifs du règlement et les résultats attendus. Les tables locales de gestion intégrée des ressources et du territoire (GIRT) seront un lieu de discussion où les intervenants forestiers définiront des mesures adaptées aux particularités régionales.

Il est important de noter que la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (L.R.Q., c. A-18.1) permet au ministre d'imposer des normes différentes de celles du futur RADF ou encore d'autoriser une dérogation aux normes établies. Les caractéristiques du milieu et la nature du projet à réaliser peuvent dicter une telle décision, pourvu qu'une protection équivalente ou supérieure soit accordée aux ressources et au milieu forestier.

Des guides réglementaires et de bonnes pratiques accompagneront le futur RADF. Sur le plan juridique, le guide réglementaire se distingue du guide de bonnes pratiques : le premier est un texte normatif auquel renvoie le texte réglementaire, alors que le second vise à définir un ensemble de moyens non obligatoires pouvant être utilisés pour atteindre une norme par objectif prévue dans le règlement. Ces guides contiendront les règles de l'art en matière d'aménagement forestier durable des forêts. Ces outils de travail seront utiles aux intervenants forestiers pour atteindre les objectifs poursuivis par le futur RADF.

**On consulte le guide de bonnes pratiques lorsque :**

- plusieurs moyens peuvent être employés pour atteindre un objectif;
- une modalité nécessite une gestion adaptative ou lorsque les connaissances évoluent rapidement;
- une modalité vise un objectif auquel est associé un résultat.

**On utilise un guide réglementaire lorsque :**

- une modalité nécessite d'être vulgarisée et expliquée;
- un seul moyen technique est connu;
- les connaissances ne risquent pas de changer régulièrement ou rapidement le moyen technique à utiliser.

**Principe 3 : Le RADF devra évoluer selon les connaissances et les valeurs**

Le futur RADF sera révisé périodiquement pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des valeurs en matière d'aménagement durable des forêts. L'efficacité des modalités sera mesurée afin de s'assurer que le RADF permet d'atteindre les objectifs fixés en matière d'aménagement durable des forêts. Pour la population, la révision périodique du règlement constitue un gage d'amélioration continue de la qualité des activités en forêt et de la compétence des intervenants forestiers.

Les éléments stratégiques qui influencent les possibilités annuelles de coupe et la planification forestière seront révisés tous les cinq ans. Les autres éléments nécessitant des adaptations seront modifiés au besoin.

**Principe 4 : Le RADF devra constituer un atout pour la certification forestière**

Actuellement, près de 70 % du territoire forestier productif (public et privé) sous aménagement est certifié selon l'un des systèmes de certification en vigueur, soit celui de l'Association canadienne de normalisation (CSA), du Conseil de bonne gestion des forêts (Forest Stewardship Council - FSC) ou du Sustainable Forestry Initiative (SFI). Le Ministère s'assurera que le futur RADF fournira des outils pour que les territoires publics déjà certifiés conservent leur certification et que la certification de nouveaux territoires forestiers soit facilitée. Les modalités proposées dans le règlement répondent en grande partie aux critères des systèmes de certification. Il est à noter que la certification des territoires forestiers aménagés favorisera aussi l'application et l'atteinte des objectifs du futur RADF. En effet, la conformité à la réglementation en place demeure une exigence des normes de certification forestière.



## **Dispositions du RNI maintenues et celles retirées**

### **Dispositions maintenues**

Il est proposé d'inscrire dans le futur RADF plusieurs éléments clés du RNI qui sont considérés comme des mesures importantes et efficaces pour protéger le milieu forestier et favoriser l'utilisation diversifiée et harmonieuse des ressources. Ces éléments contribuent à la fois à l'aménagement durable des forêts et au respect de certains objectifs proposés par la SADF. Les dispositions qui seraient maintenues se trouvent à l'annexe de cette section.

### **Dispositions retirées**

Certaines dispositions de l'actuel RNI ne feraient pas partie du futur RADF.

#### **Articles 14 et 15. Flottage du bois**

À une époque, le flottage était le seul moyen disponible pour acheminer d'importants volumes de bois sur de grandes distances. Remplacé par d'autres moyens de transport plus rapides et efficaces, le flottage du bois n'est plus utilisé au Québec depuis plusieurs années.

#### **Article 68. Protection ou aménagement des zones forestières et récréatives**

Cette disposition serait retirée car les zones forestières et récréatives ne feront plus partie des nouveaux plans d'affectation du territoire public. Par contre, certains sites ou zones récréatives, potentiels ou actuels, apparaîtront dans ces plans. La table locale de gestion intégrée des ressources et du territoire pourra définir des modalités pour assurer leur protection lors de la planification de l'aménagement forestier. Elle pourra aussi reconnaître d'autres sites récréatifs potentiels et actuels n'apparaissant pas dans le plan d'affectation du territoire public et leur associer des modalités de protection. Le Ministère prendra compte de ces propositions dans l'élaboration des PAFI.

#### **Article 69. Aménagement forestier dans les aires de fréquentation du caribou au sud du 52<sup>e</sup> parallèle**

Les plans d'aménagement de l'habitat du caribou indiqueront les modalités à respecter. Celles-ci s'inspireront des recommandations prévues dans le Plan de rétablissement du caribou forestier (*Rangifer tarandus*) au Québec 2005-2012.

#### **Article 76. Récolte partielle dans les séparateurs de coupes de plus de 75 m et de plus de 125 m de largeur**

La récolte partielle dans ces séparateurs n'est pas suffisamment pratiquée pour justifier de reconduire cet article dans le futur RADF.



**Article 93. Obligation d'intervenir sur les sols gelés dans les sites mal drainés  
(classes de drainage 5 et 6)**

Cette disposition est difficilement vérifiable. Le futur RADF comporterait plutôt une modalité selon une approche par objectifs et résultats (par exemple, limitation de l'orniérage).

**Article 94. Limiter la pression d'un engin forestier sur le sol des sites mal drainés  
(classes de drainage 5 et 6)**

Cette disposition est difficilement vérifiable. Le futur RADF comporterait plutôt une modalité selon une approche par objectifs et résultats (par exemple, limitation de l'orniérage).



Photo : Sébastien Méthot, MPOQ

## Améliorations et nouveautés

Pour renforcer les bases de l'aménagement durable des forêts et favoriser l'implantation de l'aménagement écosystémique dont les fondements sont inscrits dans la SADF, le futur RADF inclurait des nouveautés et des améliorations par rapport au RNI. Les changements proposés concernent plus particulièrement :

- l'aménagement écosystémique dans le domaine de la pessière à mousses (création d'agglomérations de coupes et maintien de massifs forestiers);
- l'ajout ou la précision de sites et de secteurs d'intérêt pour les communautés autochtones afin d'assurer l'harmonisation des activités d'aménagement forestier avec les droits et les activités ancestrales des communautés autochtones;
- la prise en compte d'activités liées à la faune et au récréotourisme (y compris la gestion forestière selon la limite des territoires structurés);
- la prise en compte de nouveaux sites et d'infrastructures comme les sites de villégiature isolés, les sites fauniques aménagés et les sentiers aménagés sur les territoires structurés;
- la modulation de l'encadrement visuel de certains sites récréotouristiques;
- la prise en compte de besoins additionnels en habitats pour la faune;
- la protection des cours d'eau et des lacs lors de l'aménagement et de l'entretien des chemins multiusages;
- la protection des milieux humides lors des activités d'aménagement forestier;
- la conservation de la productivité des sols et la récolte de la biomasse forestière;
- l'encadrement des activités pratiquées près des érablières exploitées à des fins acéricoles en forêt publique.

Les améliorations et les nouveautés sont présentées en huit thèmes dans les sections suivantes.

### Note au lecteur

À gauche de chaque modalité proposée dans le futur RADF se trouve une indication qui précise si celle-ci est une nouveauté ou une amélioration par rapport au RNI. Dans le cas d'une amélioration, le ou les numéros des articles du RNI visés par la modalité sont indiqués. Le lecteur peut donc consulter ces articles afin de les comparer aux modalités du futur RADF.

## THÈME 1. Sites et secteurs d'intérêt pour les communautés autochtones

*Concourt à l'objectif de la stratégie d'aménagement durable des forêts:*

*« intégrer les droits, les intérêts, les valeurs et les besoins des communautés autochtones dans la gestion et l'aménagement des ressources et du territoire forestiers »*

### Description et importance



Photo : Jacques Robert

Un des éléments fondamentaux de l'aspect social de l'aménagement durable des forêts est la prise en compte des droits et des préoccupations des communautés autochtones quant à la gestion et la mise en valeur du milieu forestier. Le Ministère doit consulter et, s'il y a lieu, accommoder les communautés autochtones lorsque sont envisagées des activités forestières susceptibles de porter atteinte aux droits revendiqués par celles-ci. Lorsque le gouvernement est informé de la présence de sites et de secteurs d'intérêt pour les communautés autochtones sur le territoire public, il doit s'assurer que les interventions forestières sont réalisées de manière à les protéger.

### Effets des interventions forestières

Les interventions forestières peuvent nuire à l'intégrité, à la qualité et à la fonction des sites et des secteurs d'intérêt pour les communautés autochtones. Elles peuvent aussi avoir des répercussions sur la pratique des diverses activités traditionnelles. Plus particulièrement, elles peuvent altérer la qualité des paysages, le couvert forestier et les habitats fauniques (chasse et piégeage) et floristiques (par exemple, cueillette de petits fruits).

### Modalités proposées

Les modalités proposées pour le futur RADF apporteront des améliorations par rapport au RNI. Elles permettront de tenir compte des préoccupations de plusieurs communautés autochtones en ce qui concerne les camps temporaires, les sites de sépulture et archéologiques ainsi que les sentiers de portage. Ces préoccupations donnent généralement lieu à des ententes particulières entre les représentants des communautés autochtones et les intervenants forestiers. Ainsi, les modalités du futur RADF assureront une protection de base à certains sites et secteurs d'intérêt pour toutes les communautés autochtones.

## Modalités relatives à la protection de sites et de secteurs d'intérêt pour les communautés autochtones

- Objectifs :**
- Maintenir la fonction des sites et des secteurs d'intérêt pour les communautés autochtones.
  - Contribuer à la qualité de l'expérience vécue en forêt (aspect esthétique).

### Modalité 1. Aucune intervention ne doit avoir lieu sur un site de sépulture autochtone ni sur un site archéologique autochtone.

Amélioré  
Art. 43 et 44 du RNI

Dans le RNI, on traite des sites de sépulture et des sites archéologiques de façon générale. Or, sur les terres publiques, la très grande majorité de ces sites sont en fait des sites autochtones. Les sites de sépulture et les sites archéologiques autochtones seront donc mentionnés dans la liste des sites et des secteurs protégés par le futur RADF.

### Modalité 2. Aucune intervention ne doit avoir lieu sur une superficie de 4 000 m<sup>2</sup>

Amélioré  
Art. 50 du RNI

incluant celle d'un camp temporaire autochtone situé sur le territoire d'une réserve à castor. La mesure de protection ne peut être accordée qu'à un maximum de deux camps isolés ou de deux agglomérations de camps par 100 km<sup>2</sup>.

Un camp temporaire autochtone consiste en un camp rudimentaire ou saisonnier qui est établi seul ou en agglomération dans une réserve à castor. Un camp temporaire est généralement utilisé de façon accessoire à l'exercice d'une activité de chasse, de pêche, de piégeage ou de cueillette à des fins domestiques, rituelles ou sociales. Tout camp temporaire doit être équipé d'au moins un système de chauffage. Il doit être reconnu par un conseil de bande autochtone. Chaque camp doit être localisé sur le plan d'aménagement forestier intégré du territoire touché.

Cette modalité assure la même protection que celle accordée au camp établi sur un terrain ayant un bail de droits exclusifs de piégeage [article 88 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1)]. Il est à noter qu'à l'extérieur des réserves à castor la protection des camps autochtones est assurée, s'il y a lieu, par l'entremise d'un processus local d'harmonisation des usages.

## Modalités relatives au maintien d'une lisière boisée aux abords des sentiers de portage et des sites de sépulture autochtones

- Objectifs :**
- Maintenir la fonction des sentiers de portage (modalité 3 seulement).
  - Contribuer à la qualité de l'expérience vécue en forêt (aspect esthétique) ou préserver la quiétude d'un site de recueillement.
  - Contribuer à la récolte de la matière ligneuse (modalité 4 seulement).

**Modalité 3. Une lisière boisée de 30 m doit être conservée de part et d'autre d'un sentier de portage autochtone ainsi qu'autour d'un site de sépulture autochtone.**

**Amélioré**  
Art. 43 et 47 du RNI

Dans le RNI, on traite des sentiers de portage compris dans un parcours aménagé de canot-camping et des sites de sépulture de façon générale. Or, une très grande partie des sentiers de portage et la majorité des sites de sépulture situés en forêt publique sont autochtones. Les sentiers de portage et les sites de sépulture autochtones seront mentionnés dans la liste des sites protégés par le futur RADF.

**Modalité 4. Une récolte partielle maximale de 40 % des tiges ou de la surface terrière est permise dans la lisière boisée des sites autochtones visée par la modalité 3. En aucun cas, la densité ne peut être réduite en deçà de 700 tiges/ha ou de 16 m<sup>2</sup>/ha. Les arbres résiduels dans la lisière boisée doivent être répartis uniformément.**

**Amélioré**  
Art. 4 et 54 du RNI

Comparativement au seuil de 500 tiges/ha ou 14 m<sup>2</sup>/ha du RNI, cette modalité assure la préservation d'un couvert forestier plus dense à la suite de la coupe partielle, car elle établit une limite de récolte par rapport à la densité initiale du peuplement. De plus, elle assure le maintien d'un couvert plus adéquat pour les peuplements de faible densité.

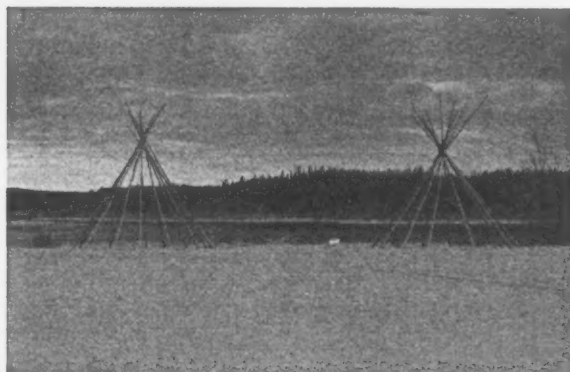


Photo : Jacques Robert



## THÈME 2. Territoires structurés

*Concourt à l'objectif de la stratégie d'aménagement durable des forêts :*

*« développer et protéger les produits récréotouristiques des territoires structurés »*



Photo : Martine Lapointe

### Description et importance

En vertu de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, le ministre détient le pouvoir de délimiter des territoires à des fins de conservation, d'aménagement ou d'exploitation de la faune. Il peut également en déléguer la gestion à des organismes. Les gestionnaires de ces territoires structurés investissent pour acquérir, aménager et ériger des infrastructures (postes d'accueil, observatoires, etc.) permettant de remplir leur mandat de conservation et de mise en valeur de la faune. Cette particularité les distingue du territoire public sans droit consenti. Les territoires structurés pris en compte dans le futur RADF comprendront les réserves fauniques, les zecs et les pourvoiries à droits exclusifs.

Plusieurs sondages démontrent que la satisfaction de la clientèle des territoires structurés est liée à la qualité des paysages, de l'expérience en nature et des prélèvements fauniques [associés aux activités de chasse (410 000 adeptes), de pêche (680 000 adeptes) et de piégeage (8 300 adeptes)]. Considérant le nombre élevé d'adeptes qui pratiquent des activités en forêt, les gestionnaires fauniques doivent mettre à leur disposition des territoires de qualité pouvant offrir une expérience à la hauteur des attentes de la clientèle.

Le maintien et l'accroissement des retombées économiques directement liées aux activités fauniques dans les territoires structurés sont très importants pour l'économie des régions et permettent de contribuer significativement au marché québécois de l'emploi. En effet, la contribution économique du réseau des territoires structurés s'élève à 125 millions de dollars en dépenses annuelles d'exploitation, et plus de 7 000 emplois sont créés ou maintenus à l'intérieur ou en dehors de ce réseau.

### Effets des interventions forestières

Dans les territoires structurés, on vise un niveau de prélèvements fauniques appréciable et soutenu tout en favorisant le maintien d'habitats de qualité. Or, certaines interventions forestières peuvent avoir des effets indésirables sur les différents services offerts dans les territoires structurés (chasse, pêche et activités récréotouristiques). Lorsqu'elles sont effectuées sans précaution, ces interventions peuvent altérer la qualité des habitats fauniques, le paysage, l'expérience vécue en forêt ou, encore, la fonction de certains sites. À titre d'exemple, le fait d'effectuer de trop nombreuses coupes sur un territoire structuré pourrait entraîner une dégradation de l'habitat, ce qui aurait pour effet de diminuer la quantité de gibier et, par conséquent, le succès de chasse ou de pêche.



## Modalités proposées

Les modalités proposées pour le futur RADF sont des améliorations ou des nouveautés par rapport au RNI. Ces modalités permettront de tenir compte des préoccupations des gestionnaires de territoires structurés. Ces préoccupations touchent la protection des investissements effectués pour les sentiers aménagés, les infrastructures et les sites fauniques aménagés. Les modalités du futur RADF permettront également de tenir compte des préoccupations concernant l'aménagement de la forêt (habitats et paysages) de façon à ce que les gestionnaires puissent exercer leur rôle en matière de conservation et de mise en valeur de la faune. Ces préoccupations donnent généralement lieu à des ententes particulières entre les représentants des territoires structurés et les intervenants forestiers. Les modalités proposées assureront ainsi une protection de base pour tous les territoires structurés.

### Modalités relatives au maintien d'une lisière boisée aux abords des sentiers aménagés et des infrastructures

- Objectifs :
- Maintenir la fonction des sentiers aménagés et des infrastructures.
  - Contribuer à la qualité de l'expérience vécue en forêt (aspect esthétique).
  - Protéger les investissements effectués pour les sentiers et les infrastructures.
  - Contribuer à la récolte de la matière ligneuse (modalité 7 seulement).

#### **Modalité 5. Une lisière boisée de 30 m doit être conservée de part et d'autre des sentiers aménagés dans les territoires structurés.**

Nouveau

Les sentiers aménagés sont ceux auxquels des investissements ont été consentis par les gestionnaires d'un territoire structuré ou grâce à une subvention. Ces sentiers sont utilisés pour des services offerts aux utilisateurs par le territoire structuré. Ces services peuvent être associés aux activités de randonnée pédestre et équestre, de ski de fond, de raquette, de traîneau à chiens, de chasse au petit gibier et de portage de même qu'à l'accès à un plan d'eau exploité ou à une infrastructure en service ou à tout autre service offert par le territoire structuré. Pour les sites fauniques aménagés, les modalités seront déterminées par des ententes, selon les particularités de chacun d'eux. Les sites fauniques aménagés sont des sites pour lesquels des investissements ont été consentis par les gestionnaires d'un territoire structuré ou grâce à une subvention en vue de mettre en valeur la faune ou d'aménager son habitat, et qui profitent aux utilisateurs d'un territoire structuré. Parmi ces sites, on compte les frayères aménagées, les sites de tambourinage et tout autre aménagement favorable à la mise en valeur de la faune.

SECTION 3

#### **Modalité 6. Dans les territoires structurés, une lisière boisée de 60 m doit être conservée autour :**

Nouveau

- des postes d'accueil;
- des chalets d'hébergement.

Amélioré  
Art. 4 et 54 du RNI

**Modalité 7.** Une récolte partielle maximale de 40 % des tiges ou de la surface terrière est permise dans les lisières boisées des sites récréotouristiques et d'utilité publique comme cela est prescrit aux articles 46 et 47 du RNI et proposé aux modalités 5 et 6. En aucun cas, la densité ne peut être réduite en deçà de 700 tiges/ha ou de 16 m<sup>2</sup>/ha. Les arbres résiduels dans la lisière boisée doivent être répartis uniformément.

Comparativement au seuil de 500 tiges/ha ou 14 m<sup>2</sup>/ha du RNI, cette modalité assure la préservation d'un couvert forestier plus dense à la suite de la coupe partielle, car elle établit une limite de récolte par rapport à la densité initiale du peuplement. De plus, elle assure le maintien d'un couvert plus adéquat pour les peuplements de faible densité.

### Modalité relative au maintien de peuplements forestiers

- Objectifs :**
- Limiter l'effet des coupes sur les activités de prélèvement faunique et récréotouristiques offertes.
  - Contribuer au maintien des habitats fauniques, en particulier les habitats des espèces prisées (chasse et piégeage).
  - Contribuer à la qualité de l'expérience vécue en forêt (aspect esthétique).

**Modalité 8.** Les territoires structurés doivent avoir, en tout temps, un minimum de 30 % de la superficie en peuplements de 7 m et plus de hauteur.

Nouveau



Photo : Josée Pâquet, MRNF

### THÈME 3. Sites et secteurs récréotouristiques et d'utilité publique

*Concourt aux objectifs de la stratégie d'aménagement durable des forêts :*

- « intégrer dans les PAFI des activités favorisant le développement ainsi que la protection des ressources et des fonctions de la forêt, et les réaliser »
- « assurer le maintien de la qualité visuelle des paysages en milieu forestier ».



Photo : Sébastien Méthot, MRNF

#### Description et importance

Avec ses millions de lacs et de cours d'eau, sa faune et sa flore sauvages ainsi que ses milliers de kilomètres de sentiers praticables, le Québec est renommé pour la richesse et l'accessibilité de son patrimoine naturel et faunique. Chaque année, les randonneurs et les villégiateurs consacrent 290 millions de jours à des loisirs de plein air et plus de 3 milliards de dollars. De plus, 3,4 millions de Québécois, soit près de la moitié de la population, pratiquent au moins une activité récréative liée au milieu naturel et à la faune, et ce, en grande partie en milieu forestier. Enfin, il existe près de 28 000 détenteurs de baux de villégiature en forêt publique.

Pour les gens qui fréquentent la forêt, le maintien de la qualité des paysages et de l'expérience qu'ils y vivent est un enjeu incontournable. La beauté des paysages est un important critère de satisfaction des personnes qui pratiquent des activités en milieu naturel. De plus, le maintien des fonctions récréotouristiques et de villégiature de la forêt est essentiel au développement de l'activité économique des régions.

Les sites ainsi que les secteurs récréotouristiques et d'utilité publique situés en milieu forestier comprennent :

- les sites de villégiature regroupés, complémentaires, isolés et projetés;
- les campings rustiques, semi-aménagés ou aménagés, les sentiers de portage compris dans un parcours de canot-camping, les centres d'hébergement, les sites de restauration ou d'hébergement et les refuges;
- les stations de ski alpin, les bases et les centres de plein air, les plages publiques, les haltes routières ou les aires de pique-nique, les sites de quai et les rampes de mise à l'eau avec aire de service;
- les observatoires, les sites d'observation, y compris leurs sentiers d'accès, les circuits panoramiques et les sentiers d'accès à un parcours interrégional et à un réseau dense de randonnées diverses;
- les stations piscicoles et les réserves écologiques actuelles ou projetées;
- les chemins multiusages qui sont des « corridors routiers »;

- les sites d'enfouissement sanitaire et de dépôts en tranchées, les lieux d'enfouissement techniques, les lieux d'enfouissement en tranchée et les lieux d'enfouissement en territoire isolé;
- les sites de sépulture, les sites et secteurs archéologiques, les sites et les arrondissements historiques ou naturels et les parties les plus densément peuplées d'une communauté.

### Effets des interventions forestières

Les interventions forestières peuvent altérer la qualité du paysage lorsque les coupes y dominent. Les coupes forestières peuvent aussi nuire à l'expérience vécue en forêt lorsqu'elles altèrent le couvert forestier des sites récréotouristiques. Par conséquent, les interventions forestières peuvent avoir des répercussions économiques sur l'industrie récréotouristique du milieu forestier.

### Modalités proposées

Les modalités proposées pour le futur RADF sont des améliorations par rapport au RNI. Elles permettront de tenir compte des préoccupations de plusieurs utilisateurs du milieu forestier concernant la qualité de l'expérience vécue en forêt et la protection des investissements effectués pour les sentiers de portage et les terrains de villégiature isolée. Les modalités du futur RADF permettront également de tenir compte des préoccupations des utilisateurs du milieu forestier relatives à l'aménagement de la forêt de manière à ce qu'un encadrement visuel de qualité soit maintenu à partir des sites récréotouristiques et d'utilité publique. Ces préoccupations donnent généralement lieu à des ententes particulières entre les utilisateurs du milieu forestier et les intervenants forestiers. Les modalités proposées assureront ainsi une protection de base pour tous utilisateurs du milieu forestier.

### Modalité relative à la protection de sites récréotouristiques et d'utilité publique

- Objectifs :**
- Maintenir la fonction de sites récréotouristiques et d'utilité publique (y compris les propriétés privées en forêt publique).
  - Contribuer à la qualité de l'expérience vécue en forêt (aspect esthétique).
  - Protéger les investissements consacrés aux sites récréotouristiques et d'utilité publique.

#### Modalité 9. Aucune intervention forestière ne doit avoir lieu sur un terrain de villégiature isolé.

**Amélioré**  
Art. 43 et 44 du RNI

L'unité territoriale « terrain de villégiature isolé » sera ajoutée à la liste des sites mentionnés aux articles 43 et 44 du RNI. Un terrain de villégiature isolé est un terrain qui ne fait pas partie d'un site de villégiature regroupé ou complémentaire. Bien que les terrains de villégiature isolés soient protégés en vertu de l'article 52 du RNI, le fait de les regrouper avec les autres sites dans une seule modalité permettra d'éviter toute ambiguïté concernant leur protection.

## Modalités relatives au maintien d'une lisière boisée aux abords de sites récréotouristiques et d'utilité publique

- Objectifs :**
- Maintenir la fonction des sites récréotouristiques et d'utilité publique (modalités 10 et 11 seulement).
  - Contribuer à la qualité de l'expérience vécue en forêt (aspect esthétique).
  - Protéger les investissements consacrés aux sites et aux sentiers (modalités 10 et 11 seulement).
  - Contribuer à la récolte de la matière ligneuse (modalité 12 seulement).

### **Modalité 10. Une lisière boisée de 30 m doit être conservée de part et d'autre des sentiers de portage compris dans un parcours aménagé de canot-camping.**

Amélioré  
Art. 47 du RNI

La lisière boisée des sentiers de portage, qui était de 20 m dans le RNI, passe à 30 m dans le futur RADF afin d'offrir la même protection que celle accordée aux autres éléments mentionnés dans l'article 47 du RNI.

### **Modalité 11. Une lisière boisée de 60 m doit être conservée autour d'un terrain de villégiature isolé et d'un refuge servant aux utilisateurs d'un réseau dense de randonnées diverses, d'un parcours interrégional de randonnées diverses, d'un circuit périphérique de réseaux denses de randonnées diverses, d'un sentier de motoneige ou d'un sentier de motoquad.**

Amélioré  
Art. 46 du RNI

Les unités territoriales « terrain de villégiature isolé » et « refuge » servant aux utilisateurs d'un réseau dense de randonnées diverses, d'un parcours interrégional de randonnées diverses, d'un circuit périphérique de réseaux denses de randonnées diverses, d'un sentier de motoneige ou d'un sentier de motoquad seront ajoutées aux sites spécifiés à l'article 46 du RNI. Cette modalité permettra d'améliorer la qualité de l'expérience vécue en forêt près des terrains de villégiature isolés. Par ailleurs, bien que les refuges mentionnés précédemment soient protégés en vertu de l'article 53 du RNI, leur regroupement avec les autres sites, dans une seule modalité, permettra d'éviter toute ambiguïté sur leur protection

### **Modalité 12. Une récolte partielle maximale de 40 % des tiges ou de la surface terrière est permise dans les lisières boisées des sites récréotouristiques et d'utilité publique comme cela est prescrit aux articles 46 et 47 du RNI et proposé aux modalités 10 et 11. En aucun cas, la densité ne peut être réduite en deçà de 700 tiges/ha ou de 16 m<sup>2</sup>/ha. Les arbres résiduels dans la lisière boisée doivent être répartis uniformément.**

Amélioré  
Art. 4 et 54 du RNI

Comparativement au seuil de 500 tiges/ha ou 14 m<sup>2</sup>/ha du RNI, cette modalité assure la préservation d'un couvert forestier plus dense à la suite d'une coupe partielle, car elle établit une limite de récolte par rapport à la densité initiale du peuplement. De plus, elle assure le maintien d'un couvert plus adéquat pour les peuplements de faible densité.



## Modalités relatives à l'aménagement de l'encadrement visuel de sites récréotouristiques et d'utilité publique

- Objectifs :**
- Maintenir la qualité des paysages.
  - Contribuer à la qualité de l'expérience vécue en forêt (aspect esthétique).
  - Protéger les investissements consacrés à ces sites.
  - Contribuer à la récolte de la matière ligneuse.

**Modalité 13.** En tout temps, les coupes visibles à partir des sites récréotouristiques et d'utilité publique suivants devront occuper moins du tiers (33 %) de la superficie de leur encadrement visuel :

**Amélioré**  
Art. 58 et 59 du RNI

- circuits panoramiques;
- arrondissements historiques ou naturels;
- campings semi-aménagés ou aménagés;
- haltes routières ou aires de pique-nique;
- plages publiques;
- sites de quai et rampes de mise à l'eau avec aire de service;
- sites projetés de développement de la villégiature.

L'encadrement visuel correspond au paysage visible à partir de ces sites dans un rayon de 1,5 km. Les planificateurs forestiers devront se référer aux bonnes pratiques d'aménagement visuel du paysage (répartition des surfaces coupées, forme des surfaces coupées, aménagement des crêtes, choix des traitements sylvicoles, etc.) pour la récolte de la matière ligneuse dans l'encadrement visuel de ces sites.

Le futur RADF laissera au planificateur la latitude nécessaire pour proposer un aménagement adapté aux particularités de l'encadrement visuel des sites récréotouristiques et d'utilité publique. Il ne contiendra donc pas de modalités concernant les formes, le nombre et les superficies maximales des surfaces coupées (trouées) à l'intérieur du paysage visible comme le faisait le RNI (comme faire au moins trois trouées dans l'encadrement visuel).



Photo : Marc-André Bouchard, MDDEP

**Modalité 14.** En tout temps, les coupes visibles à partir des sites récréotouristiques et d'utilité publique suivants devront occuper moins du tiers (33 %) de la superficie de leur encadrement visuel :

Amélioré  
Art. 58 et 59 du RNI

- bases et centres de plein air;
- centres d'hébergement;
- stations de ski alpin;
- parties le plus densément peuplées d'une communauté;
- sites d'observation;
- sites de villégiature regroupés et sites de villégiature complémentaires.

L'encadrement visuel correspond au paysage visible à partir de ces sites dans un rayon de 3 km. Les planificateurs forestiers devront se référer aux bonnes pratiques d'aménagement visuel du paysage (répartition des surfaces coupées, forme des surfaces coupées, aménagement des crêtes, choix des traitements sylvicoles, etc.) pour la récolte de la matière ligneuse dans l'encadrement visuel de ces sites.

Le futur RADF laissera au planificateur la latitude nécessaire pour proposer un aménagement adapté aux particularités de l'encadrement visuel des sites. Il ne contiendra donc pas de modalités concernant les formes, le nombre et les superficies maximales des surfaces coupées (trouées) à l'intérieur du paysage visible. La distance proposée (3 km) dans le futur RADF est une amélioration par rapport à celle indiquée dans le RNI (1,5 km). Cette distance était souvent insuffisante pour assurer un encadrement visuel de qualité aux sites mentionnés plus haut.



Photo : Wendy Giroux, MRNF

## THÈME 4. Habitats fauniques

Concourt à l'orientation de la stratégie d'aménagement durable des forêts :

« maintenir des habitats adéquats pour les espèces nécessitant une attention particulière et pour celles qui sont sensibles à l'aménagement forestier »



Photo : Martine Lapointe

### Description et importance

L'habitat de la faune renferme les éléments essentiels à la survie des espèces et à la satisfaction de leurs besoins fondamentaux (abri, nourriture et reproduction). Les caractéristiques de l'habitat doivent permettre à la faune de se protéger contre les éléments climatiques et les prédateurs, tout en répondant à ses besoins nutritionnels au fil des saisons. De plus, l'habitat doit supporter un nombre suffisant d'individus pour assurer le maintien de chacune des espèces qu'on y trouve. L'utilisation de plusieurs milieux est souvent nécessaire au cours des saisons de reproduction, de migration et d'hivernage. Une répartition adéquate des différents milieux sur le territoire est également nécessaire.

En plus de revêtir une importance indéniable pour la conservation de la biodiversité et du patrimoine faunique forestier, le maintien d'habitats fauniques concourt à offrir des conditions intéressantes aux adeptes de la chasse, du piégeage et de l'observation en forêt. Chaque année, plus d'un million de personnes s'adonnent à des séjours en forêt liés à la faune, ce qui rapporte près de 163 millions de dollars en retombées économiques.

Onze habitats fauniques sont protégés par le Règlement sur les habitats fauniques (R.R.Q., c. C-61.1, r. 18). Depuis son entrée en vigueur en 1994, ce règlement comporte un article (art. 8) qui renvoie au RNI pour ce qui est de la réalisation des interventions forestières dans un habitat faunique. Les habitats protégés par la réglementation sont l'habitat du poisson, les aires de confinement du cerf de Virginie ( $\geq 2,5 \text{ km}^2$ ), l'habitat du caribou forestier (au sud et au nord du 52<sup>e</sup> parallèle), les héronnières, les vasières, l'habitat du rat musqué, les tanières d'ours, les aires de concentration d'oiseaux aquatiques, les falaises habitées par une colonie d'oiseaux et les îles ou presqu'îles habitées par une colonie d'oiseaux.

### Effets des interventions forestières

Les interventions forestières peuvent modifier la qualité des habitats de certaines espèces. La récolte réduit le couvert forestier, en altère la composition et la structure, et modifie la répartition des différents milieux essentiels au cycle de vie de la faune. Lorsque son habitat est de mauvaise qualité, la faune doit accroître ses déplacements, ce qui augmente sa dépense énergétique et la rend plus vulnérable à la prédation. Les interventions forestières peuvent perturber les populations fauniques durant la période de reproduction ou les périodes au cours desquelles elles sont sensibles au dérangement.

## Modalités proposées

Les modalités proposées pour le futur RADF sont des améliorations et des nouveautés par rapport au RNI. Elles permettront de tenir compte de l'évolution des connaissances sur les besoins fondamentaux (abri, nourriture, reproduction, déplacement) de certaines espèces fauniques.

### Modalités relatives au maintien d'une lisière boisée aux abords d'habitats fauniques

- Objectifs :
- Conserver les composantes du couvert forestier qui servent d'abri et de nourriture au cerf de Virginie et qui favorisent son déplacement hivernal (modalités 15, 16 et 17 seulement).
  - Assurer une connectivité entre les aires de confinement du cerf de Virginie et les massifs forestiers avoisinants (modalité 18 seulement).
  - Favoriser la reconstitution du couvert forestier (modalité 17 seulement).
  - Maintenir un milieu riverain propice à son utilisation par la faune (modalités 15 et 17 seulement).
  - Contribuer à la récolte de la matière ligneuse (modalité 17 seulement).
  - Favoriser les déplacements de la faune en offrant un couvert forestier latéral (modalités 18 et 19 seulement).
  - Favoriser les déplacements de l'orignal en assurant la connectivité entre les vasières et la forêt avoisinante (modalité 19 seulement).
  - Éviter de causer du dérangement lors de la nidification du grand héron, du bihoreau à couronne noire et de la grande aigrette (modalité 20 seulement).
  - Maintenir la fonction des héronnières (modalité 20 seulement).

**Modalité 15.** La largeur d'une lisière boisée conservée en bordure d'un marais, d'un lac ou d'un cours d'eau permanent situé dans une aire de confinement du cerf de Virginie peut varier de 20 m à 150 m.

Nouveau

La lisière boisée de 20 m, prescrite par le RNI, est peu adaptée aux besoins en abri ou en nourriture du cerf de Virginie et peu favorable au déplacement de cette espèce en hiver. Localement, l'accumulation importante de neige dans une lisière boisée de 20 m peut nuire au déplacement des cerfs. Le futur RADF laissera la latitude nécessaire au planificateur forestier pour déterminer la largeur de la lisière boisée en fonction des conditions locales et des besoins du cerf de Virginie.

**Modalité 16.** Aucune intervention forestière ne doit avoir lieu dans les 20 premiers mètres de la lisière boisée conservée en bordure d'un marais, d'un lac ou d'un cours d'eau permanent situé dans une aire de confinement du cerf de Virginie.

Nouveau

**Modalité 17. Une récolte partielle dans la lisière boisée conservée en bordure d'un****Nouveau**

marais, d'un lac ou d'un cours d'eau permanent situé dans une aire de confinement du cerf de Virginie est permise au-delà des 20 premiers mètres adjacents au milieu à protéger. Un maximum de 40 % des tiges ou de la surface terrière du peuplement peut être récolté. En aucun cas, la densité ne peut être réduite en deçà de 700 tiges/ha ou de 16 m<sup>2</sup>/ha. Les arbres résiduels dans la lisière boisée doivent être répartis uniformément.

Comparativement au seuil de 500 tiges/ha ou 14 m<sup>2</sup>/ha prévu par le RNI, cette modalité assure la préservation d'un couvert forestier plus dense à la suite de la coupe partielle, car elle établit une limite de récolte par rapport à la densité initiale du peuplement. De plus, elle assure le maintien d'un couvert plus adéquat pour les peuplements de faible densité.

**Modalité 18. Une aire de confinement du cerf de Virginie doit demeurer en contact****Amélioré**

Art. 75 du RNI

avec la forêt résiduelle avoisinante. Une lisière boisée d'une largeur minimale de 60 m et d'une hauteur minimale de 7 m, reliant un massif et une aire de confinement, doit être conservée. Aucune intervention forestière ne doit avoir lieu dans cette lisière. Celle-ci doit être maintenue en place jusqu'à ce que les peuplements adjacents aient atteint 7 m de hauteur. La forêt résiduelle des coupes en mosaïque peut être utilisée afin d'assurer la connectivité entre les aires de confinement du cerf de Virginie et les massifs forestiers.

Cette modalité fait passer de 3 m (prescrit dans le RNI) à 7 m la hauteur de la lisière boisée reliant les aires de confinement du cerf de Virginie et la forêt résiduelle avoisinante. Le maintien d'une lisière boisée offrira à cette espèce un couvert minimal contre les intempéries. Cette lisière boisée tiendra aussi lieu d'écran visuel (visant à protéger le cerf contre la prédation) jusqu'à ce que les peuplements adjacents puissent de nouveau servir d'abris.

**Modalité 19. Une vasière doit demeurer en contact avec la forêt résiduelle avoisinante.****Amélioré**

Art. 75 et 79.5 du RNI

Une lisière boisée d'une largeur minimale de 60 m et d'une hauteur minimale de 7 m, reliant une vasière et la forêt résiduelle avoisinante, doit être conservée. Aucune intervention ne doit avoir lieu dans cette lisière.

Cette modalité fait passer de 3 m (prescrit dans le RNI) à 7 m la hauteur de la lisière boisée reliant une vasière et la forêt résiduelle avoisinante. La modalité permet d'offrir les conditions propices au déplacement de l'orignal et du cerf de Virginie.



**Modalité 20.** Aucune intervention forestière, y compris la construction de chemins et de sentiers récréatifs, ne doit se faire sur le site d'une héronnière. Une lisière boisée de 200 m entourant ce site doit être laissée intacte. Cette lisière boisée peut être située à au plus 500 m du site où se trouvent les nids dépendant de la présence du couvert forestier et de sa localisation. Du 1<sup>er</sup> avril au 31 août, les interventions sont interdites dans les 500 m entourant une héronnière.

Amélioré  
Art. 63 du RNI

Des études indiquent que la mesure de protection prescrite dans le RNI n'est pas suffisante. La possibilité de laisser intacte une lisière boisée jusqu'à 500 m permet d'offrir un écran latéral formé d'arbres afin de limiter le dérangement pendant la période de nidification. La modification de la période d'interdiction des opérations permettra de mieux tenir compte de la période de nidification dans le nord de l'aire de distribution du grand héron, du bihoreau à couronne noire et de la grande aigrette.

#### **Modalité relative à la forêt résiduelle d'une coupe en mosaïque et aux aires de confinement du cerf de Virginie**

**Objectif :** - Maintenir, dans le temps, des peuplements servant à l'abri et à l'alimentation du cerf de Virginie au sein des aires de confinement.

**Modalité 21.** Lors d'une coupe en mosaïque, réalisée dans un secteur où il y a une aire de confinement du cerf de Virginie, de la forêt résiduelle ne doit pas systématiquement être laissée à l'intérieur de l'aire de confinement.

Nouveau

Lors d'une coupe en mosaïque, le fait de laisser systématiquement de la forêt résiduelle dans les aires de confinement du cerf de Virginie peut constituer une contrainte pour le renouvellement des conditions d'abri et de nourriture de cette espèce.

#### **Modalités relatives à la construction de chemins et d'aires d'empilement dans les aires de confinement du cerf de Virginie et dans l'habitat du caribou forestier**

**Objectifs :**

- Minimiser la perte de superficie des aires de confinement du cerf de Virginie (modalités 22 et 23).
- Ne pas encourager la circulation des prédateurs dans l'habitat du caribou forestier (modalité 24).
- Limiter la diminution de la fréquentation du caribou forestier dans les massifs forestiers de protection et de remplacement, en réduisant le dérangement du caribou forestier causé par la circulation motorisée, la villégiature et les activités récréatives, commerciales et industrielles (modalités 24 et 25).
- Décrire les caractéristiques servant à déterminer l'habitat du caribou forestier (modalité 26).

- Modalité 22.** La largeur de l'emprise d'un chemin multiusage situé dans une aire de confinement du cerf de Virginie ne doit pas dépasser trois fois la largeur maximale de la chaussée qui est de 6,5 m.
- Amélioré  
Art. 72 du RNI

Le RNI permet un déboisement plus large, ce qui entraîne une plus grande perte de superficie des aires de confinement du cerf de Virginie.

- Modalité 23.** Des aires d'empilement peuvent être aménagées sur un maximum de 15 % de la longueur de la bordure des chemins situés à l'intérieur ou en périphérie d'une aire de confinement du cerf de Virginie (mesurant de 2,5 à 5 km<sup>2</sup>) composée de peuplements de feuillus, de pins blancs et de pins rouges.
- Nouveau

- Modalité 24.** Les chemins multiusages de classes 1 et 2 (nouveaux chemins ou chemins actuels transformés en chemins de classes 1 et 2) doivent se trouver à au moins 1 km de la limite des massifs forestiers de protection (habitat du caribou forestier).
- Nouveau

- Modalité 25.** La construction de chemins multiusages et de sentiers dans un massif forestier de remplacement (habitat du caribou forestier) est permise seulement à des fins d'aménagement forestier (aucun chemin de villégiature).
- Nouveau

- Modalité 26.** La définition suivante est proposée pour le terme « habitat du caribou forestier » : un territoire forestier fréquenté par le caribou et servant à la mise bas, au rut ou à l'alimentation hivernale de ce caribou, identifié par un plan de localisation dressé par le ministre.
- Nouveau

La définition de l'habitat du caribou forestier qui figure dans le RNI est désuète. Celle proposée dans le futur RADF provient du Règlement sur les espèces fauniques menacées ou vulnérables et leurs habitats (R.R.Q., c. E-12.01, r. 0.4).



Photo : MRNF

## THÈME 5. Milieux aquatiques, humides et riverains

Concourt à l'objectif de la stratégie d'aménagement durable des forêts :

« protéger les milieux aquatiques, riverains et humides en améliorant les interventions forestières et l'aménagement du réseau routier »

et à l'orientation :

« maintenir des habitats adéquats pour les espèces nécessitant une attention particulière et pour celles qui sont sensibles à l'aménagement forestier ».

### Description et importance



Photo : Sébastien Méthot, MRNF

Les milieux aquatiques, humides et riverains contribuent de façon importante à la biodiversité des forêts québécoises. Ils jouent plusieurs rôles sur le plan biologique, hydrologique, physique et chimique; ils remplissent diverses fonctions capitales, notamment pour :

- les habitats qu'ils constituent pour une diversité d'animaux et de plantes (aquatiques ou terrestres);
- l'épuration de l'eau par la rétention des sédiments, des éléments nutritifs et des polluants;
- l'alimentation des réserves d'eaux souterraines et de surface;
- la stabilité du régime d'écoulement des eaux et la prévention des inondations.

Les milieux aquatiques, humides et riverains contribuent au bien-être de la population. Ils présentent un potentiel de développement économique durable pour toutes les régions du Québec. Ce potentiel est associé aux ressources suivantes :

- l'eau potable;
- le bois et les produits forestiers;
- les ressources en espèces sauvages pour la pêche, la chasse et le piégeage;
- les sites pour les activités touristiques et de villégiature;
- les parcours navigables;
- les paysages de qualité.

### Milieux aquatiques

Le Québec est parsemé de milliers de lacs et de rivières, et ses réserves d'eau douce comptent parmi les plus importantes au monde. En plus de faire la joie des amateurs de navigation, le Québec est un véritable paradis pour les pêcheurs. Chaque année, plus de 800 000 Québécois pratiquent la pêche sportive au Québec, dont 60 % (632 000) se déplacent dans les différentes régions du Québec (autre que leur lieu de résidence) pour pratiquer ce loisir. À ceux-ci s'ajoutent quelque 50 000 visiteurs étrangers, provenant des autres provinces canadiennes et des États-Unis, venus profiter de la qualité de pêche qu'offre le territoire québécois. La pêche sportive contribue ainsi grandement à l'industrie

québécoise du tourisme. Les dépenses totales des adeptes de la pêche, québécois et étrangers, dépassent le milliard de dollars. Elles contribuent à dynamiser l'économie des régions en créant ou maintenant plus de 9 300 emplois au Québec.

L'omble de fontaine et le saumon atlantique sont les grands favoris des pêcheurs. Les rivières à saumon du Québec jouissent d'ailleurs d'une réputation qui dépasse les frontières. Ainsi, la rivière Cascapédia en Gaspésie est considérée comme l'une des 10 meilleures rivières à saumon au monde pour la grosseur des saumons qui s'y trouvent.

Outre les lacs et les rivières, les cours d'eau intermittents peuvent constituer des habitats pour les poissons. Ces cours d'eau sont aussi utilisés par la faune aquatique comme voies de migration entre deux habitats ou vers un site de reproduction. Ils servent fréquemment d'habitats pour plusieurs autres espèces, notamment pour les batraciens et les invertébrés.

### Milieux humides

Les milieux humides sont des écosystèmes riches et diversifiés qui se présentent sous plusieurs formes : marais, marécages et tourbières. Ils couvrent près de 10 % du territoire québécois. Ces milieux sont saturés d'eau ou inondés pendant une période suffisamment longue pour influencer la nature du sol et la composition de la végétation.

Les milieux humides sont reconnus pour jouer divers rôles hydrologiques et écologiques essentiels. Ils contribuent à la régulation de l'écoulement de l'eau des bassins versants, filtrent l'eau de ses sédiments, agissent comme puits de carbone et constituent l'habitat de plusieurs espèces végétales et animales, dont certaines sont menacées ou vulnérables (amphibiens, reptiles et plantes rares). Les milieux humides contribuent également à l'attrait des paysages et sont des milieux propices à la pratique de la chasse et du piégeage. Ils concourent au développement économique en permettant la pratique d'activités récréotouristiques, mais aussi l'exploitation du bois, de la tourbe ainsi que la production de petits fruits.

### Définitions

**Marais** : Habitat formé d'une nappe d'eau stagnante de faible profondeur, envahie par la végétation herbacée qui croît sur un substrat minéral partiellement ou complètement submergé durant la saison de croissance. Un marais est généralement riverain (adjacent à un lac ou à un cours d'eau).

**Marécage** : Étendue de terrain imprégnée ou recouverte d'eau en permanence, occupée par une végétation ligneuse, arbustive ou arborescente croissant sur un sol minéral. Le marécage est soumis à des inondations saisonnières ou est caractérisé par une nappe phréatique élevée et une circulation d'eau enrichie de minéraux dissous. Un marécage peut être riverain ou isolé.

**Tourbière** : Formation végétale en terrain humide, résultant de l'accumulation de matières organiques partiellement décomposées. La matière organique, mal drainée, y atteint une épaisseur supérieure à 40 cm. Une tourbière peut être ouverte (non boisée) ou boisée (arbres de plus de 4 m de hauteur et couvert égal ou supérieur à 25 %). Une tourbière avec mare est constituée d'une ou de plusieurs petites étendues d'eau dormante et isolées formant une ou plusieurs mares arrondies ou allongées.

### Milieux riverains

Les milieux riverains sont constitués par une bande de terre qui borde les milieux aquatiques et humides, et qui s'étend vers l'intérieur des terres. Ils sont fréquentés quotidiennement par plusieurs espèces animales pour diverses raisons : riche végétation attirant les herbivores, abondance d'eau et de proies dans les milieux aquatiques et humides adjacents, corridors de déplacement pour plusieurs espèces, etc. La végétation des milieux riverains stabilise le sol, prévient l'érosion et aide à régulariser le régime d'écoulement des eaux. De plus, elle maintient et améliore la qualité de l'eau en agissant comme un filtre qui absorbe les éléments nutritifs et qui retient les particules de sol transportées par les eaux de ruissellement. Les milieux riverains sont donc essentiels à la santé des milieux humides, des lacs et des cours d'eau.

Ils ont également une grande importance pour les humains. Ces milieux contribuent à protéger les ressources en eau potable, à préserver la beauté des paysages et à maintenir une ambiance forestière agréable pour la pratique d'activités récréatives telles que la randonnée pédestre et l'observation de la nature. Aussi, en fournissant du bois et d'autres produits forestiers, ils concourent à la richesse et à la qualité de la vie de toute la population.

### Effets des interventions forestières

Les interventions forestières peuvent perturber les milieux aquatiques, humides et riverains si elles sont réalisées sans précaution. L'un des effets les plus importants est la détérioration de l'habitat du poisson par l'introduction de sédiments dans les cours d'eau. Cette situation survient lors de l'implantation et de l'entretien d'un réseau routier et lors d'activités de récolte forestière. Ces interventions peuvent également perturber le régime d'écoulement de l'eau (augmentation du débit provoquant l'érosion du lit et des berges des cours d'eau) et modifier la physico-chimie des cours d'eau (apport de sédiments, d'éléments nutritifs et de substances polluantes).

Les activités d'aménagement forestier se déroulant à proximité des milieux humides ou à l'intérieur de ceux-ci peuvent nuire à certaines fonctions écologiques et fauniques. La récolte et le drainage forestiers, entre autres, peuvent engendrer des effets néfastes sur la faune et sur les propriétés hydrologiques des milieux humides. Certaines de ces répercussions ont trait à la perte de connectivité entre les milieux, qui est nécessaire au déplacement de la faune, et également à la dégradation de la qualité de l'eau.

Les activités d'aménagement forestier se déroulant en milieux riverains ou à proximité de ceux-ci peuvent provoquer des chablis, altérer la qualité des paysages et nuire aux activités de villégiature. Elles peuvent également perturber les sols, entraîner des sédiments dans le milieu aquatique et compromettre la qualité des habitats fauniques et floristiques.



### Modalités proposées

Les modalités proposées pour le futur RADF sont des améliorations ou des nouveautés par rapport au RNI. Elles permettront de tenir compte de l'évolution des connaissances relatives à la protection des milieux aquatiques, riverains et humides ainsi qu'aux besoins fondamentaux de certaines espèces fauniques et floristiques. Le futur RADF intégrera certains éléments importants de la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1) concernant la protection des milieux aquatiques qui ne se trouvent plus dans la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier. Il est à noter que les modalités relatives à la protection des milieux aquatiques, humides et riverains qui concernent les chemins multiusages et les autres infrastructures forestières sont présentées à la section 3.6.

### Modalité relative à la protection du lit d'un lac ou d'un cours d'eau

- Objectifs :**
- Préserver la qualité des milieux aquatiques.
  - Éviter de perturber le lit du lac ou du cours d'eau.

#### Modalité 27. Il est interdit de passer avec un engin forestier sur le lit d'un lac ou d'un cours d'eau, sauf :

Amélioré  
Art. 28 de la  
Loi sur les forêts

- pour y installer un pont ou un ponceau ou pour y construire un ouvrage amovible (voir la définition proposée à la modalité 71);
- si l'on se conforme aux normes établies par voie réglementaire en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2).

Cette modalité, adaptée de la Loi sur les forêts (art. 28), vise à éviter un apport de sédiments dans le milieu aquatique.

### Modalité relative à la protection d'un marécage arborescent riverain

- Objectifs :**
- Maintenir l'intégrité du marécage arborescent riverain (fonctions écologiques : hydriques, fauniques et floristiques).
  - Maintenir intactes la composition et la structure de la végétation du marécage.

#### Modalité 28. La récolte est interdite dans un marécage arborescent riverain.

Nouveau

Cette modalité vise à protéger intégralement les marécages arborescents riverains des types écologiques suivants : érablière argentée et ormaie-frênaie (FO18), frênaie noire à sapin (MF18), bétulaie jaune à sapin (MJ28) et sapinière à thuya (RS18). Les dispositions du RNI s'appliquent actuellement uniquement aux marécages arbustifs. Elles sont jugées insuffisantes pour assurer la protection des fonctions fauniques et écologiques des milieux humides forestiers que sont les marécages arborescents.

## Modalités relatives à la protection des tourbières ouvertes avec mare, des marais, des marécages arbustifs et arborescents riverains, des lacs ou des cours d'eau

- Objectifs :**
- Préserver la qualité des milieux aquatiques.
  - Éviter les perturbations du régime hydrique et du sol.
  - Éviter l'apport de sédiments dans les milieux aquatiques et humides.
  - Contribuer au maintien des habitats fauniques et de leurs espèces.
  - Contribuer au maintien des habitats floristiques et de leurs espèces.
  - Assurer la connectivité des milieux forestiers riverains et non riverains (sauf modalités 31, 33 et 34).
  - Contribuer à la qualité de l'expérience vécue en forêt (aspect esthétique) (sauf modalités 31, 33 et 34).
  - Contribuer à la récolte de matière ligneuse (modalité 30 seulement).

**Modalité 29.** Une lisière boisée mesurant au moins 20 m de large doit être conservée en bordure d'une tourbière ouverte (non boisée) avec mare, d'un marais, d'un marécage arbustif ou arborescent riverain, d'un lac ou d'un cours d'eau permanent au moment de la coupe forestière. La lisière boisée est mesurée à partir du début du peuplement d'arbres adjacent au milieu à protéger ou encore à partir de la bordure supérieure de l'écotone riverain arbustif lorsqu'il est présent.

Amélioré  
Art. 2 du RNI

Comparativement au RNI, cette modalité indique avec précision les milieux à protéger. La conservation des premiers 20 m en bordure des milieux aquatiques assure une protection de base à ces milieux et à plusieurs espèces animales qui les fréquentent.

**Modalité 30.** La récolte partielle dans une lisière boisée conservée en bordure d'une tourbière ouverte (non boisée) avec mare, d'un marais, d'un marécage arbustif ou arborescent riverain, d'un lac ou d'un cours d'eau permanent est permise lorsque la pente est inférieure à 30 %. Un maximum de 40 % des tiges ou de la surface terrière du peuplement peut être récolté. En aucun cas, la densité ne peut être réduite en deçà de 700 tiges/ha ou de 16 m<sup>2</sup>/ha. Les arbres résiduels dans la lisière boisée doivent être répartis uniformément.

Amélioré  
Art. 4 du RNI

Cette modalité vise à éviter un apport de sédiments dans les milieux aquatiques et humides. Elle permet d'effectuer une récolte forestière, tout en protégeant les espèces riveraines et aquatiques. Elle contribue au maintien de l'ambiance en forêt et à la protection du paysage. Comparativement au seuil de 500 tiges/ha ou 14 m<sup>2</sup>/ha prévue par le RNI, cette modalité assure la préservation d'un couvert forestier plus dense à la suite d'une coupe partielle, car elle établit une limite de récolte par rapport à la densité initiale du peuplement. De plus, elle assure le maintien d'un couvert plus adéquat pour les peuplements de faible densité.

**Modalité 31.** La circulation d'un engin forestier est interdite dans une lisière boisée de 20 m conservée en bordure d'une tourbière ouverte (non boisée) avec mare, d'un marais, d'un marécage arbustif ou arborescent riverain, d'un lac ou d'un cours d'eau permanent, sauf pour la construction d'un chemin ou la mise en place d'infrastructures.

Amélioré  
Art. 27 de la  
Loi sur les forêts

Cette modalité, adaptée de la Loi sur les forêts (art. 27), vise à éviter que les engins forestiers ne provoquent l'érosion du sol et entraînent un apport de sédiments dans les milieux aquatiques et humides.

**Modalité 32.** Une des deux options suivantes sera retenue pour la protection d'une tourbière ouverte (non boisée) avec mare :

Nouveau

1. Une lisière boisée mesurant au moins 20 m de large doit être conservée en bordure d'une tourbière ouverte (non boisée) avec mare.
2. Une lisière boisée de 60 m doit être laissée sur 30 % du pourtour d'une tourbière ouverte (non boisée) avec mare. La circulation d'un engin forestier est cependant interdite sur une largeur de 20 m en bordure d'une tourbière ouverte (non boisée) avec mare.

Cette lisière boisée doit être reliée à de la forêt résiduelle.

La première option correspond à l'article 2 du RNI qui traite de la protection des tourbières avec mare. La seconde, considérée comme une solution de rechange à cet article du RNI, vise à préserver les habitats fauniques et floristiques, à diminuer les risques de chablis et à contribuer à la qualité du paysage.

**Modalité 33.** La circulation d'un engin forestier est interdite sur une largeur de 8 m en bordure d'une tourbière ouverte (non boisée) sans mare. La récolte dans cette bande de terrain est permise si l'on préserve le tapis végétal et les souches.

Nouveau

Cette modalité accorde une protection aux tourbières ouvertes (non boisées) sans mare. Plus précisément, elle vise à permettre la récolte de matière ligneuse, tout en évitant de causer des perturbations au sol, comme l'orniérage et les modifications du régime d'écoulement de l'eau, ou encore un apport de sédiments à une tourbière sans mare.

**Modalité 34.** La circulation d'un engin forestier est interdite sur une largeur de 8 m en bordure d'un cours d'eau intermittent. La coupe est possible dans cette bande de terrain en préservant le tapis végétal et les souches.

Amélioré  
Art. 7 du RNI

Cette modalité fait passer de 5 m à 8 m la zone de protection des cours d'eau intermittents. Elle vise à éviter un apport de sédiments causé par l'érosion du sol dans le cours d'eau intermittent. Elle vise également à ce que l'orniérage ou la compaction du sol par les engins forestiers ne perturbent pas l'écoulement naturel de l'eau. La distance de 8 m correspond à la longueur de la flèche d'une abatteuse et n'entrave donc pas les activités de récolte.

## Modalité relative au maintien d'une lisière boisée aux abords d'une rivière à saumon

- Objectifs :
- Préserver la qualité des milieux aquatiques.
  - Contribuer à la qualité de l'expérience de pêche (aspect esthétique).

**Modalité 35.** Une lisière boisée d'au moins 60 m doit être conservée en bordure d'une rivière ou d'une partie de rivière reconnue comme rivière à saumon.

**Amélioré**  
Art. 28.2 de la  
Loi sur les forêts

Dans le cas des terrains immergés à la suite de la construction de barrages, cette lisière commence à la limite du terrain où les arbres ont péri en conséquence de l'immersion.

Cette modalité, adaptée de la Loi sur les forêts (art. 28.2) et de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (art.39), vise à protéger l'intégrité du milieu aquatique et à conserver la beauté du paysage.

## Modalité relative au drainage sylvicole

- Objectifs :
- Préserver la qualité des milieux aquatiques.
  - Préserver la qualité de l'eau.
  - Éviter l'apport de sédiments dans les milieux aquatiques et humides.

**Modalité 36.** Un fossé de drainage sylvicole doit comporter un bassin de sédimentation à son exutoire. Ce fossé de drainage et ce bassin ne doivent pas permettre l'introduction de sédiments dans une tourbière ouverte (non boisée) avec mare, un marais, un marécage arbustif ou arborescent riverain, un lac ou un cours d'eau, ni sur une largeur de 20 m, mesurée à partir du début du peuplement d'arbres adjacent au milieu aquatique ou humide, ou encore à partir de la bordure supérieure de l'écotone riverain arbustif lorsqu'il est présent. Une confirmation de l'absence de sédiments apportés dans le réseau hydrographique deux ans après les travaux devra être transmise au Ministère.

**Nouveau**

## Modalités relatives au lavage d'un engin forestier<sup>13</sup>

- Objectifs :
- Préserver la qualité des milieux aquatiques et humides.
  - Préserver la qualité de l'eau et du sol.

<sup>13</sup> Les modalités concernant le lavage des engins forestiers ont été déterminées par un comité formé de représentants du MRNF et du MDDEP auquel le Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ) s'est associé.

**Modalité 37.** Le rejet des eaux de lavage d'un engin forestier dans l'environnement est **Nouveau** permis aux conditions suivantes :

- le lavage doit se faire à plus de 60 m d'une tourbière, d'un marais, d'un marécage, d'un lac ou d'un cours d'eau;
- le lavage ne doit pas se faire dans le haut d'une pente menant à une tourbière, un marais, un marécage, un lac ou un cours d'eau;
- le lavage doit se limiter à l'espace réservé au moteur;
- le lavage doit se faire à l'aide d'un équipement à haute pression, sans utiliser d'agents dégraissants;
- un géotextile doit être installé sous l'engin afin de recueillir les débris délogés par le lavage;
- les membranes utilisées (géotextile, par exemple) et les résidus délogés doivent être récupérés et éliminés conformément au Règlement sur les matières dangereuses (R.R.Q., c. Q-2, r. 15.2)

**Modalité 38.** La récupération et le traitement des eaux de lavage sont exigés dès **Nouveau** qu'une seule des conditions énoncées précédemment n'est pas respectée. Lorsqu'elles sont traitées sur place, les eaux usées ne doivent pas contenir plus de 30 mg/l de matières en suspension et 15 mg/l d'hydrocarbure (C10-C50) avant d'être rejetées dans l'environnement. Le propriétaire de l'engin forestier doit obtenir, de l'entreprise qui procède au traitement des eaux de lavage, une attestation de conformité à ces normes. L'attestation doit aussi contenir les coordonnées et la signature de l'entreprise ayant effectué le traitement des eaux, les coordonnées et la signature du propriétaire de l'engin forestier, les données de localisation GPS du site de lavage ainsi que le volume d'eau traité. Cette attestation doit être conservée au moins un an et être présentée, sur demande, au personnel du Ministère. Les boues et les résidus solides récupérés au cours du lavage et du traitement des eaux doivent être gérés conformément au Règlement sur les matières dangereuses.

#### Modalités relatives aux déversements

- Objectifs :**
- Préserver la qualité des milieux aquatiques et humides.
  - Préserver la qualité de l'eau et du sol.

**Modalité 39.** Le déversement de terre, de déchets de coupe, d'huile, de produits chimiques ou d'autres contaminants est interdit dans une tourbière, dans un marais, dans un marécage, dans un lac ou dans un cours d'eau. **Amélioré**  
Art. 28.1 de la  
Loi sur les forêts

Il est à noter que cette modalité est adaptée de la Loi sur les forêts (art. 28.1).

**Modalité 40.** Les sols et les matières souillés lors de déversements accidentels d'hydrocarbures doivent être récupérés. Tout engin forestier doit être muni d'une trousse de récupération des produits pétroliers approuvée par un organisme compétent dans ce domaine. **Nouveau**



## THÈME 6. Chemins multiusages et autres infrastructures forestières

*Concourt aux objectifs de la stratégie d'aménagement durable des forêts :*

- « protéger les milieux aquatiques, riverains et humides en améliorant les interventions forestières et l'aménagement du réseau routier »
- « soutenir le développement de l'acériculture »

### Description et importance



Photo : Sylvie Delisle, MRNF

L'aménagement forestier et la récréation en forêt impliquent l'aménagement de diverses infrastructures. La création d'un réseau de chemins multiusages<sup>14</sup> (y compris les sentiers) en est un exemple. Les forêts du Québec sont sillonnées par de multiples chemins de récolte, des sentiers de débardage et de nombreux sentiers récréatifs (pour la randonnée pédestre, le ski de fond, le cyclisme, la raquette, la motoneige, l'équitation et les véhicules tout-terrain). Il se construit annuellement au Québec près de 5 000 km de nouveaux chemins forestiers pour accéder à des zones de coupe, de villégiature et d'exploitation de la faune. Aux endroits où ces chemins franchissent des cours d'eau, il est nécessaire d'installer

des ponts ou des ponceaux; chaque année, leur nombre s'accroît d'environ 10 000 sur l'ensemble du territoire québécois.

L'aménagement d'un réseau de chemins multiusages et son entretien impliquent également l'exploitation de sablières réparties le long du réseau routier. Le sable, le gravier et la terre qu'on y extrait servent à la construction et au rechargement des chaussées des chemins multiusages.

Par ailleurs, les activités de récolte effectuées à bonne distance des lieux habités peuvent nécessiter l'établissement d'un camp forestier où sont regroupées les habitations et les installations servant aux travailleurs en forêt. Le bois récolté doit être transporté vers des aires d'empilement aménagées le long d'un chemin forestier ou d'une voie ferrée. Les arbres abattus ou les billes y sont rassemblés en piles afin de faciliter les activités d'ébranchage, de tronçonnage, d'écorçage, de mise en copeaux et de transbordement.

Finalement, la culture et l'exploitation d'une érablière à des fins acéricoles nécessitent la mise en place de bâtiments et d'équipement motorisé.

14. Les chemins multiusages sont des chemins en milieu forestier construits ou utilisés en vue de permettre l'accès au territoire forestier et à ses multiples usages (récolte du bois, prélèvement de la faune, observation de la nature, paysage, randonnée, motoquad, motoneige, etc.). Un chemin minier n'est pas considéré comme un chemin multiusage au sens de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier; le régime juridique applicable à ces chemins est prévu aux articles 242 à 250 de la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13.1). Selon son degré d'élaboration ou sa largeur, un chemin multiusage, aux fins de l'application du RADF, peut être assimilé à une route, un chemin, avec ou sans mise en forme, un sentier de débardage ou un sentier récréatif.

## Effets des interventions forestières

L'aménagement de chemins multiusages, de sablières, d'aires d'empilement et de camps forestiers peut avoir des effets négatifs sur les milieux aquatiques, humides et riverains ainsi que sur leur faune et leur flore, les paysages et l'accès au territoire.

L'un des effets les plus importants de l'aménagement de chemins multiusages est l'introduction de sédiments dans les cours d'eau, qui peut occasionner la détérioration des frayères. Cette situation survient le plus souvent à la suite de la construction de ponts ou de ponceaux pour traverser les cours d'eau. Une mauvaise planification du tracé du chemin peut également entraîner des apports de sédiments dans les cours d'eau (par exemple, chemin franchissant plusieurs cours d'eau, pont ou ponceau situé au bas d'une pente longue et prononcée).

Avec le temps, les chemins, les ponts et les ponceaux se détériorent inévitablement et entraînent aussi des apports de sédiments dans les milieux aquatiques. Leur manque d'entretien peut également avoir pour résultat l'obstruction des ponceaux, ce qui peut nuire au libre passage de l'eau et du poisson. Ultimement, le manque d'entretien aura pour effet de restreindre l'accès au territoire forestier (chemins, ponts et ponceaux détériorés au point de devenir impraticables).

En hiver, les chemins aménagés pour accéder à des secteurs récoltés sont souvent rudimentaires. Ces chemins peuvent devenir impraticables le reste de l'année. Particulièrement lorsqu'ils sont très longs, ils peuvent réduire l'accès au territoire, ce qui nuit aux activités d'aménagement forestier comme la remise en production forestière.

Par ailleurs, les sablières, les aires d'empilement, les camps forestiers ainsi que les bâtiments et l'équipement servant à la culture et à l'exploitation d'une érablière à des fins acéricoles peuvent avoir des répercussions de même nature s'ils se trouvent trop près des cours d'eau, des milieux humides et des habitats fauniques. Ils peuvent entraîner des apports de sédiments dans les milieux aquatiques et humides, perturber l'hydrologie du sol et contribuer à la détérioration du paysage et au dérangement de la faune.

## Modalités proposées

Les modalités proposées pour le futur RADF sont des améliorations ou des nouveautés par rapport au RNI. Elles permettront de tenir compte des nouvelles connaissances et des préoccupations exprimées par plusieurs intervenants forestiers, qui touchent l'aménagement des chemins multiusages et des autres infrastructures forestières. Les modalités du futur RADF offriront une meilleure protection aux milieux aquatiques, humides et riverains en réglementant les sentiers récréatifs. Elles permettront de bonifier plusieurs dispositions du RNI concernant l'aménagement des ouvrages pour traverser les cours d'eau (pour limiter les apports de sédiments dans les milieux aquatiques et permettre le libre passage de l'eau et du poisson). Le futur RADF proposera également des modalités concernant la localisation des sablières, des aires d'empilement et des bâtiments acéricoles ainsi que le contrôle de l'accès à ces derniers.

## CHEMINS MULTIUSAGES

### Modalité relative à la localisation d'un chemin multiusage longeant un marais, un marécage riverain, un lac ou un cours d'eau

- Objectifs :
- Préserver la qualité des milieux aquatiques et humides.
  - Éviter les perturbations du régime hydrique et du sol des milieux humides.
  - Éviter un apport de sédiments dans les milieux aquatiques et humides.

**Modalité 41.** La construction ou l'amélioration d'un chemin multiusage (à l'exception des sentiers de débordage et des sentiers récréatifs qui ne sont pas empruntés par des motoquads ou des motoneiges) est interdite dans les 60 m entourant un lac, un cours d'eau permanent, un marais et un marécage riverain ainsi que dans les 30 m entourant un cours d'eau à écoulement intermittent. Le présent article ne s'applique pas à celui qui, conformément à l'article 41 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (L.R.Q., c. A-18.1), a été autorisé par le ministre à construire ou à améliorer un chemin multiusage dans la zone prévue par cette modalité, ni à celui qui a obtenu une telle autorisation par un permis d'intervention ou par un contrat ou une entente conclue en vertu de cette loi.

Amélioré  
Art. 17 du RNI

Plusieurs éléments sont ajoutés aux mesures déjà prescrites par le RNI. Cette modalité vise les chemins multiusages, mais exclut les sentiers de débordage et les sentiers récréatifs qui ne sont pas empruntés par les motoquads ou les motoneiges (par exemple, sentiers de ski de fond, de randonnée pédestre ou de vélo). Elle interdit l'amélioration de ces chemins (en plus de leur construction) afin de mieux protéger les milieux aquatiques et humides. En plus de protéger les lacs et les cours d'eau permanents, le futur RADF accordera une protection aux marais et aux marécages riverains. Dans le cas où le présent article ne s'appliquerait pas, les mesures à prendre pour protéger les milieux aquatiques et humides seraient précisées dans l'autorisation.

### Modalités relatives au détournement des eaux de ruissellement d'un chemin multiusage

- Objectifs :
- Préserver la qualité des milieux aquatiques et humides.
  - Assurer la durabilité des chemins multiusages (conserver l'accès au territoire, protéger les investissements).
  - Éviter un apport de sédiments dans les milieux aquatiques et humides.

**Modalité 42.** L'eau provenant de la surface de roulement d'un chemin multiusage doit être détournée régulièrement à l'extérieur de la chaussée vers des zones situées en dehors de la lisière boisée de 20 m conservée en bordure des cours d'eau.

Nouveau

Pour faciliter l'application de cette mesure, la surface du chemin au-dessus du ponceau pourrait, par exemple, être surélevée afin que les points les plus bas de la chaussée soient à plus de 20 m du cours d'eau.

**Modalité 43.**  
Amélioré  
Art. 19 et 40 du RNI

L'eau s'écoulant au pied des talus d'un chemin multiusage (à l'exception des sentiers de débardage) doit être détournée régulièrement à l'extérieur de l'emprise vers des zones de végétation situées à l'extérieur de la lisière boisée de 20 m conservée en bordure des cours d'eau. La distance (en mètres) à respecter entre les détournements doit être calculée à l'aide de la formule suivante : 500 divisés par le pourcentage de la pente du chemin.

Cette modalité s'applique à tous les chemins multiusages (à l'exception des sentiers de débardage), indépendamment de leur inclinaison, alors que le RNI ne tient compte que des chemins dont l'inclinaison est supérieure à 9 %. L'application de cette modalité favorisera le détournement régulier de l'eau s'écoulant au pied des talus afin de limiter l'érosion et l'apport de sédiments dans les milieux aquatiques et humides.

**Modalité 44.**  
Amélioré  
Art. 16 du RNI

Le diamètre minimal d'un conduit de drainage servant à détourner l'eau d'un côté à l'autre d'un chemin doit être de 450 mm.

Le diamètre minimal d'un conduit de drainage exigé par le RNI est de 300 mm. Il sera augmenté à 450 mm afin de diminuer les risques d'obstruction par les matériaux granulaires ou organiques provenant des fossés.

#### Modalité relative à la stabilisation des talus d'un chemin multiusage

- Objectifs :**
- Préserver la qualité des milieux aquatiques et humides.
  - Assurer la durabilité des chemins multiusages (conserver l'accès au territoire, protéger les investissements).
  - Éviter un apport de sédiments dans les milieux aquatiques et humides.

**Modalité 45.**  
Amélioré  
Art. 16, 17, 18, 19,  
25 et 26 du RNI

Les modalités concernant la stabilisation des talus d'un chemin multiusage s'appliquent à tout chemin situé à proximité d'un lac ou d'un cours d'eau, d'un marais, d'un marécage riverain, d'une tourbière ou de leur écotone riverain.

Cette modalité permet d'accorder une protection aux marais, marécages riverains, tourbières ou à leurs écotones riverains, en plus de celle déjà accordée aux lacs et aux cours d'eau par le RNI.

## Modalité relative à la largeur maximale de l'emprise d'un chemin multiusage

- Objectifs :
- Maintenir sur pied des peuplements en pleine croissance.
  - Réduire les pertes de superficie forestière productive.

**Amélioré**  
Art. 20 et 24 du RNI

**Modalité 46.** La largeur maximale de l'emprise d'un chemin multiusage doit être égale à quatre fois la largeur de la chaussée, mais inférieure à 25 m. Dans le cas d'une érablière exploitée à des fins acéricoles, la largeur maximale de l'emprise est de 20 m. Le présent article ne s'applique pas à celui qui, conformément à l'article 41 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier, a été autorisé par le ministre à construire un chemin multiusage dont l'emprise est d'une largeur supérieure à celle prévue par cette modalité, ni à celui qui a obtenu une telle autorisation par un permis d'intervention ou par un contrat ou une entente conclue en vertu de cette loi.

La largeur maximale prescrite pour l'emprise des chemins, qui est de 30 m dans le RNI, sera de 25 m dans le futur RADF. De plus, une largeur maximale différente sera exigée pour une érablière exploitée à des fins acéricoles. Cette nuance n'est pas faite dans le RNI. Dans le cas où le présent article ne s'appliquerait pas, les modifications nécessaires seraient précisées dans l'autorisation.

## Modalité relative à la fermeture d'un chemin multiusage

- Objectifs :
- Préserver la qualité des milieux aquatiques.
  - Assurer la libre circulation de l'eau et du poisson.
  - Éviter un apport de sédiments dans les milieux aquatiques.

**Nouveau**

**Modalité 47.** Les techniques utilisées lors de la fermeture temporaire ou permanente d'un chemin multiusage doivent prévenir l'obstruction du passage de l'eau et du poisson ainsi que la sédimentation dans les cours d'eau.

L'obstruction du passage de l'eau et du poisson ainsi que la sédimentation dans les cours d'eau peuvent être causées par la détérioration ou l'effondrement de la structure laissée sans entretien.



## Modalités relatives à la remise en état des infrastructures routières perturbées

- Objectifs :**
- Préserver la qualité des milieux aquatiques.
  - Assurer la durabilité des infrastructures routières (conserver l'accès au territoire, protéger les investissements).
  - Assurer la libre circulation de l'eau et du poisson.
  - Éviter un apport de sédiments dans les milieux aquatiques.

**Modalité 48.** Les activités d'aménagement forestier ne doivent pas détériorer les infrastructures routières ni entraver leur fonctionnement. En tel cas, les infrastructures routières doivent être remises en état sans délai.

Nouveau

À titre d'exemple, une aire d'empilement ne doit pas nuire au bon fonctionnement d'un fossé ou d'un conduit de drainage servant à faire traverser l'eau d'un côté à l'autre du chemin.

**Modalité 49.** Des mesures doivent être prises pour éviter que les matériaux non concassés, utilisés pour le sablage des chemins durant l'hiver, recouvrent les talus stabilisés et se retrouvent dans les cours d'eau et les lacs ou dans la lisière boisée de 20 m située sur leur pourtour.

Nouveau

## Modalités relatives au remplacement du terme « chemin d'hiver » par « chemin sans mise en forme »

- Objectifs :**
- Préserver la qualité des milieux aquatiques.
  - Assurer la libre circulation de l'eau et du poisson.
  - Éviter de perturber le lit des cours d'eau.
  - Éviter un apport de sédiments dans les milieux aquatiques.

**Modalité 50.** Le terme « chemin sans mise en forme » remplace le terme « chemin d'hiver » utilisé dans le RNI (art. 27). Un chemin sans mise en forme est une voie essouchée et dénudée, en tout ou en partie, du tapis végétal n'ayant subi aucune autre opération de terrassement que celles requises pour en régaler la surface, et dont l'utilisation pour la récolte et le transport du bois est possible qu'en période de gel. Le terrassement ne doit pas créer un effet de fossé afin de conserver le drainage naturel du sol.

Nouveau

**Modalité 51.** Il est interdit d'aménager un pont ou un ponceau dans un chemin sans mise en forme. Seul l'aménagement d'un ouvrage amovible est permis.

Nouveau

## Modalités relatives à l'aménagement d'un sentier récréatif

- Objectifs :**
- Préserver la qualité des milieux aquatiques, humides et riverains.
  - Favoriser l'utilisation multiresource du territoire forestier.

**Modalité 52.** Les modalités proposées pour les chemins multiusages s'appliquent aux sentiers récréatifs.

Nouveau

**Modalité 53.** L'aménagement de structures rudimentaires ou légères (passerelles piétonnières, petits ouvrages fabriqués de billots, etc.) est permis pour les sentiers récréatifs (par exemple, ski de fond, randonnée pédestre ou vélo) qui ne sont pas empruntés par les motoquads ou les motoneiges.

Nouveau



Photo : MRNF

## Modalité relative au contrôle de l'accès à un chemin pour la culture et l'exploitation d'une érablière à des fins acéricoles

- Objectif :**
- Protéger les investissements consacrés aux bâtiments acéricoles et à l'équipement motorisé.

**Modalité 54.** Le détenteur d'un permis de culture et d'exploitation d'une érablière exploitée à des fins acéricoles dans les forêts publiques est autorisé à installer un moyen (par exemple, barrière) pour contrôler l'accès des véhicules routiers au bâtiment principal servant au bouillage de la sève. Les conditions suivantes doivent toutefois être respectées :

Nouveau

- le bâtiment principal doit être situé dans une érablière exploitée à des fins acéricoles et pour laquelle un permis a été délivré;
- le chemin sur lequel ce moyen de contrôle est installé doit mener uniquement au bâtiment principal (cul-de-sac);
- ce moyen de contrôle doit être installé à l'intérieur de la limite du terrain visé par le permis et au plus à 100 m du bâtiment principal.

## PONTS, PONCEAUX ET OUVRAGE AMOVIBLES

### Modalité relative à l'interdiction de construire un pont pour traverser un lac ou la baie d'un lac

Objectif : - Préserver la qualité des milieux aquatiques.

**Modalité 55.** Il est interdit de construire un pont pour traverser un lac ou une baie d'un lac. Le présent article ne s'applique pas à celui qui, conformément à l'article 41 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier, a été autorisé par le ministre à construire un pont pour traverser un lac ou une baie d'un lac, ni à celui qui a obtenu une telle autorisation par un permis d'intervention ou par un contrat ou une entente conclue en vertu de cette loi. De plus, le présent article ne s'applique pas à une activité qui doit faire l'objet d'un certificat d'autorisation délivré à la suite d'une décision du gouvernement en vertu de l'article 31.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).

Amélioré  
Art. 35 du RNI

Cette modalité remplace l'article 35 du RNI qui indique qu'une personne doit construire un pont lorsqu'elle construit un chemin traversant un lac ou une baie d'un lac.

### Modalité relative à l'interdiction d'aménager un pont ou un ponceau à proximité d'une frayère

Objectifs : - Éviter la destruction des frayères.  
- Préserver la qualité des frayères.  
- Éviter un apport de sédiments dans les frayères.

**Modalité 56.** La construction d'un pont ou la mise en place d'un ponceau ou d'un ouvrage amovible est interdite dans une frayère ou dans les 500 premiers mètres en amont d'une frayère mentionnée dans un plan d'aménagement forestier intégré. Le présent article ne s'applique pas à celui qui, conformément à l'article 41 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier, a été autorisé par le ministre à construire un pont ou à mettre en place un ponceau ou un ouvrage amovible dans la zone prévue à cette modalité, ni à celui qui a obtenu une telle autorisation par un permis d'intervention ou par un contrat ou une entente conclue en vertu de cette loi.

Amélioré  
Art. 39 du RNI

Les sédiments issus de la construction ou de la mise en place d'un ponceau ou d'un ouvrage amovible peuvent facilement se déposer au-delà de 50 m (et même à plus de 500 m). Cette modalité fait passer la distance de 50 m, prescrite par le RNI, à 500 m, ce qui permettra de diminuer les apports de sédiments dans les frayères. Dans le cas où le présent article ne s'appliquerait pas, les mesures à prendre pour protéger les frayères seraient précisées dans l'autorisation.

## Modalités relatives à l'interdiction d'aménager ou d'améliorer un pont ou un ponceau multiplaque pendant certaines périodes

- Objectifs :
- Préserver la qualité des habitats aquatiques.
  - Assurer la durabilité des ponceaux (conserver l'accès au territoire, protéger les investissements).
  - Assurer la libre circulation du poisson lors de la montaison et du frai.
  - Éviter un apport de sédiments dans les milieux aquatiques lors de la reproduction du poisson.

**Modalité 57.** L'aménagement ou l'amélioration d'un pont ou d'un ponceau multiplaque est interdit pendant les périodes de reproduction (montaison, frai, incubation et alevinage) du poisson. Un tableau présentant les périodes critiques pour la réalisation des travaux selon les espèces sera annexé au futur RADF. Le présent article ne s'applique pas à celui qui, conformément à l'article 41 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier, a été autorisé par le ministre à aménager ou à améliorer un pont ou un ponceau multiplaque pendant les périodes prévues par cette modalité, ni à celui qui a obtenu une telle autorisation par un permis d'intervention ou par un contrat ou une entente conclue en vertu de cette loi.

Amélioré  
Art. 37 du RNI

Cette modalité remplace celle du RNI prescrivant l'interdiction de mettre en place un ponceau multiplaque, de construire ou d'améliorer un pont pendant la période de montaison. Dans le futur RADF, l'interdiction d'aménager ou d'améliorer un pont ou un ponceau multiplaque sera en vigueur pendant toute la période de reproduction du poisson (montaison, frai, incubation et alevinage). Dans le cas où le présent article ne s'appliquerait pas, les mesures à prendre pour protéger la période de reproduction du poisson seraient précisées dans l'autorisation.

**Modalité 58.** L'installation d'un ponceau est interdite du 15 décembre au 15 mars. Le présent article ne s'applique pas à celui qui, conformément à l'article 41 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier, a été autorisé par le ministre à installer un ponceau au cours de la période prévue par cette modalité, ni à celui qui a obtenu une telle autorisation par un permis d'intervention ou par un contrat ou une entente conclue en vertu de cette loi.

Nouveau

L'interdiction d'installer un ponceau pendant cette période est nécessaire en raison de la présence habituelle de neige au sol qui rend impossible la compaction des matériaux autour du tuyau et la stabilisation du ponceau. Cette situation cause la détérioration du ponceau, ce qui entraîne d'importantes quantités de sédiments dans le milieu aquatique lors de la fonte des neiges. Dans le cas où le présent article ne s'appliquerait pas, les mesures à prendre pour protéger les milieux aquatiques seraient précisées dans l'autorisation.

### Modalité relative à l'interdiction d'utiliser un tuyau circulaire à paroi lisse pour l'aménagement d'un ponceau

- Objectifs :
- Préserver la qualité des milieux aquatiques.
  - Maintenir une vitesse du courant adéquate dans les ponceaux pour assurer le libre passage du poisson.
  - Éviter l'érosion du lit des cours d'eau à la sortie des ponceaux.

**Modalité 59.** L'aménagement d'un ponceau constitué d'un ou de plusieurs tuyaux circulaires à paroi lisse est interdit dans un cours d'eau permanent.

Nouveau

### Modalités relatives à la détermination de la dimension des ponts et des ponceaux

- Objectifs :
- Préserver la qualité des milieux aquatiques.
  - Assurer la durabilité des ponts et des ponceaux (conserver l'accès au territoire, protéger les investissements).
  - Assurer la libre circulation de l'eau et du poisson.
  - Éviter l'affouillement du lit du cours d'eau à la sortie des ponts et des ponceaux.

**Modalité 60.** Un calcul du débit de pointe du bassin versant d'un cours d'eau est exigé pour déterminer le type d'aménagement approprié pour franchir ce cours d'eau. Dans le tableau permettant de déterminer la dimension d'un ponceau (annexe 5 du RNI), un facteur de 10 % sera ajouté au résultat du calcul de débit de pointe. Le diamètre minimal d'un conduit est de 600 mm; il ne doit pas faire en sorte d'élargir le cours d'eau. Dans le cas où un conduit de 600 mm élargirait le cours d'eau, un conduit de 450 mm devrait être installé.

Amélioré

Art. 26 du RNI

Dans le futur RADF, le calcul du débit de pointe du bassin versant sera exigé pour l'aménagement de tout ouvrage permettant de traverser un cours d'eau. Le RNI exige seulement ce calcul (annexes 3 et 4 du RNI) pour les ouvrages qui réduisent la largeur du cours d'eau de plus de 20 %. Le facteur de 10 % est ajouté au résultat du calcul du débit de pointe (dans le tableau de l'annexe 5 du RNI) comme marge de sécurité afin de tenir compte des variations des débits de pointe qui pourraient être occasionnées par les changements climatiques. Dans le RNI, le diamètre minimal d'un ponceau était de 450 mm. Il est augmenté à 600 mm afin de diminuer les risques d'obstruction par les matériaux granulaires ou organiques.

**Modalité 61.** Un calcul de la vitesse théorique de l'eau dans un ponceau est exigé afin de déterminer la dimension des matériaux à utiliser pour stabiliser le lit du cours d'eau à l'entrée et à la sortie du ponceau et, ainsi, de limiter l'affouillement. La méthode de calcul et les vitesses théoriques acceptables selon le matériau utilisé seront en annexe du RADF.

Nouveau



## Modalités relatives à la réduction permise de la largeur du cours d'eau par un pont ou un ponceau

- Objectifs :
- Préserver la qualité des milieux aquatiques.
  - Assurer la durabilité des ponts et des ponceaux (conserver l'accès au territoire, protéger les investissements).
  - Assurer la libre circulation de l'eau et du poisson.
  - Éviter l'affouillement du lit des cours d'eau à la sortie des ponts et des ponceaux.

**Modalité 62.** La construction d'un pont ou la mise en place d'un ponceau ne doit pas avoir pour effet de réduire de plus de 20 % la largeur d'un cours d'eau (mesurée à partir de la limite supérieure de la berge) dont la pente est égale ou supérieure à 5 % dans les 50 premiers mètres en amont du site d'aménagement prévu.

Amélioré  
Art. 26 du RNI

Dans le futur RADF, la réduction permise de la largeur d'un cours d'eau par un pont ou un ponceau sera établie en fonction de la pente du cours d'eau en plus de tenir compte des résultats du calcul de débit de pointe comme l'exige le RNI. Cette mesure permet d'éviter l'augmentation de la vitesse de l'eau sous un pont ou dans un ponceau qui pourrait nuire à la libre circulation du poisson. Cette explication est aussi valable pour la modalité 63.

**Modalité 63.** La construction d'un pont ou la mise en place d'un ponceau ne doit pas avoir pour effet de réduire de plus de 50 % la largeur d'un cours d'eau (mesurée à partir de la limite supérieure de la berge) dont la pente est inférieure à 5 % dans les 50 premiers mètres en amont du site d'aménagement prévu.

Amélioré  
Art. 26 du RNI



Photo : MIRNF

## Modalités relatives aux conditions permettant d'aménager un ponceau comportant une structure à contour fermé

- Objectifs :**
- Préserver la qualité des milieux aquatiques.
  - Assurer la durabilité des ponceaux (conserver l'accès au territoire, protéger les investissements).
  - Assurer la libre circulation du poisson.
  - Éviter l'affouillement du lit des cours d'eau à la sortie des ponceaux.

### Modalité 64. L'aménagement d'un ponceau comportant une structure à contour fermé est permis à certaines conditions :

Amélioré  
Art. 28 et 29 du RNI

- la structure à contour fermé doit être installée avec une pente nulle, sans créer de chute à la sortie;
- la structure à contour fermé doit avoir une longueur maximale de 25 m;
- la base de la structure à contour fermé doit être enfouie sous le lit naturel du cours d'eau à une profondeur minimale correspondant à 10 % de la hauteur du conduit;
- la hauteur libre après l'enfouissement du conduit doit correspondre à une surface d'évacuation équivalant à la dimension du conduit déterminée grâce au calcul du débit (annexe 5 du RNI).

Selon le futur RADF, un conduit ne devra pas mesurer plus de 25 m de long et sa pente devra être nulle après son installation. Cette modalité est différente de celle du RNI qui permet d'installer un conduit de plus de 25 m et exige qu'il respecte la pente du cours d'eau ( $\leq 1\%$ ). Les conditions énoncées dans cette modalité permettront d'éviter la création d'une chute à la sortie du ponceau et de maintenir une vitesse de l'eau permettant aux poissons de se déplacer. Selon le futur RADF, toutes les structures à contour fermé devront être installées sur des sites où ils pourront être enfouis, alors que le RNI ne l'exige pas.

### Modalité 65. Si les conditions énoncées à la modalité 64 ne peuvent être respectées, un pont ou un ponceau comportant une structure à contour ouvert (par exemple, une arche) doit être installée.

Amélioré  
Art. 28 et 29 du RNI

## Modalités relatives aux conditions permettant d'aménager un ponceau à tuyaux parallèles

- Objectifs :
- Préserver la qualité des milieux aquatiques et humides.
  - Assurer la durabilité des ponceaux (conserver l'accès au territoire, protéger les investissements).
  - Maintenir une vitesse du courant adéquate dans les ponceaux pour assurer le libre passage du poisson.
  - Éviter un apport de sédiments dans les milieux aquatiques.

**Modalité 66.** Un ponceau ne peut comporter plus de deux tuyaux parallèles. Toutefois, l'installation d'un troisième tuyau est autorisée lorsque la réduction d'un cours d'eau par un ponceau (composé de deux tuyaux) est supérieure au pourcentage permis (modalités 62 et 63).

Nouveau

Un ponceau comportant plus de deux tuyaux est moins résistant aux fortes crues des larges cours d'eau et risque d'être endommagé ou emporté.

**Modalité 67.** Il est permis d'installer des tuyaux parallèles de diamètres différents pourvu que soit respectée la dimension totale des tuyaux déterminée par le calcul du débit de pointe des bassins versants. La différence entre la dimension des tuyaux doit être d'une seule classe de diamètre.

Nouveau

À titre d'exemple, pour trois tuyaux de 3 000 mm, un tuyau de 3 300 mm, un tuyau de 3 000 mm et un autre de 2 700 mm peuvent être installés.

## Modalités relatives à l'assèchement de la zone de travail lors de l'aménagement d'un pont ou d'un ponceau

- Objectifs :
- Préserver la qualité des milieux aquatiques.
  - Assurer la durabilité des ponts et des ponceaux (conserver l'accès au territoire, protéger les investissements).
  - Éviter un apport de sédiments dans les milieux aquatiques.
  - Limiter le temps d'obstruction du passage du poisson.

**Modalité 68.** La zone de travail doit être asséchée lors de l'aménagement ou de l'enlèvement d'un pont ou d'un ponceau situé dans les 500 premiers mètres en amont d'une frayère mentionnée dans un PAFI, ou dans les 100 premiers mètres en amont d'une frayère potentielle. Le présent article ne s'applique pas à celui qui, conformément à l'article 41 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier, a été autorisé par le ministre à ne pas assécher la zone de travail lors de l'aménagement ou de l'enlèvement d'un pont ou d'un ponceau, ni à celui qui a obtenu une telle autorisation par un permis d'intervention ou par un contrat ou une entente conclue en vertu de cette loi.

Nouveau

**Modalité 69.** L'obstruction du passage du poisson est permise pendant tout au plus 48 heures durant l'assèchement de la zone de travail pour l'aménagement ou l'enlèvement d'un pont ou d'un ponceau. Cette mesure vise principalement les petits cours d'eau.

Nouveau

## Modalités relatives aux ouvrages amovibles

- Objectifs :**
- Préserver la qualité des milieux aquatiques.
  - Assurer la libre circulation de l'eau et du poisson.
  - Éviter un apport de sédiments dans les milieux aquatiques.
  - Éviter de perturber le lit des cours d'eau.

**Modalité 70.** Dans un chemin sans mise en forme, seul l'aménagement d'un ouvrage amovible est permis pour traverser un cours d'eau.

Amélioré  
Art. 27 du RNI

Selon le RNI, il est possible d'aménager des ponceaux dans les chemins sans mise en forme (chemins d'hiver). Cependant, la neige au sol rend impossible la compaction des matériaux autour du tuyau et la stabilisation du ponceau. Cette situation cause la détérioration du ponceau, ce qui entraîne d'importantes quantités de sédiments dans les milieux aquatiques lors de la fonte des neiges. La mise en place d'un ouvrage amovible permet de prévenir cette situation.

**Modalité 71.** Le terme « ouvrage amovible » est proposé pour remplacer le

Nouveau

terme « pontage ». Un ouvrage amovible est une structure installée temporairement pour franchir un cours d'eau. L'ouvrage amovible doit permettre d'éviter le contact de l'engin forestier avec le cours d'eau tout en assurant la libre circulation de l'eau et du poisson. Dès la fin des travaux, il doit être enlevé de manière à éviter l'apport de sédiments dans le cours d'eau et la création d'un embâcle. L'aménagement d'un ouvrage amovible est permis exclusivement dans un sentier servant aux activités forestières ou dans un chemin sans mise en forme. Les types d'ouvrages amovibles sont :

- une structure qui enjambe un cours d'eau;
- une structure constituée d'un ou de plusieurs conduits d'au moins 60 cm de diamètre mis en place sur le lit d'un cours d'eau et dont le remblai est constitué de troncs d'arbres ou de neige et recouvert d'une membrane géotextile biodégradable et de matériaux granulaires;
- une structure constituée de neige compactée ou d'eau gelée, recouverte d'une membrane géotextile biodégradable et de matériaux granulaires;
- une structure constituée uniquement d'eau gelée (pont de glace).

## Modalité relative à la stabilisation du lit, des berges et des rives perturbés d'un cours d'eau

- Objectifs :
- Préserver la qualité des milieux aquatiques.
  - Éviter un apport de sédiments dans les milieux aquatiques.

**Modalité 72.** Le lit, les berges et les rives qui ont été perturbés au moment de l'installation ou de l'enlèvement d'un pont, d'un ponceau ou d'un ouvrage amovible doivent être stabilisés.

Nouveau

## AUTRES INFRASTRUCTURES FORESTIÈRES

### Modalité relative à la localisation d'une sablière par rapport à un marais, à un marécage arbustif, à un lac ou à un cours d'eau

- Objectifs :
- Préserver la qualité des milieux aquatiques, humides et riverains.
  - Conserver les propriétés hydriques des sites et des milieux avoisinants.
  - Éviter un apport de sédiments dans les milieux aquatiques, humides et riverains.

**Modalité 73.** Les dispositions concernant la localisation d'une sablière sont :

Amélioré

Art. 22 et 23 du RNI

- L'aire d'exploitation d'une sablière ainsi que l'aire d'entreposage des terres de découverte et du sol végétal doivent se trouver respectivement à plus de 30 et 20 m d'un cours d'eau permanent ou intermittent, d'un lac, d'un marais ou d'un marécage arbustif, mesurés à partir du début du peuplement d'arbres adjacent au milieu aquatique ou humide, ou encore à partir de la bordure supérieure de l'écotone riverain arbustif lorsqu'il est présent.
- Le fond de la sablière doit se trouver en tout temps au-dessus du niveau des eaux souterraines.
- Pour les exploitations sous le niveau des eaux souterraines, une étude hydrogéologique doit démontrer qu'il n'y aura pas d'effet sur l'environnement et sur le rendement des ouvrages de captage d'eau souterraine des usagers de la ressource « eaux souterraines » situés dans un rayon de 1 km. Des mesures de mitigation devraient être proposées, le cas échéant.



**Modalité relative à la localisation d'une sablière par rapport à un parc, à une aire protégée et à un habitat d'une espèce faunique ou floristique menacée ou vulnérable**

- Objectif :**
- Conserver l'intégrité d'un parc, d'une aire protégée et d'un habitat d'une espèce faunique ou floristique menacée ou vulnérable.

**Modalité 74.** Une distance minimale de 100 m doit être conservée entre l'aire d'exploitation d'une sablière et les limites d'un parc [selon la Loi sur les parcs (L.R.Q., c. P-9)], d'une aire protégée [selon la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (L.R.Q., c. C-61.01)] et d'un habitat d'une espèce faunique ou floristique menacée ou vulnérable [selon la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables (L.R.Q., c. E-12.01)].

**Nouveau**

**Modalité relative à la localisation d'une aire d'empilement par rapport à une tourbière ouverte (non boisée), à un marais, à un marécage, à un lac ou à un cours d'eau**

- Objectifs :**
- Préserver la qualité des milieux aquatiques et humides.
  - Assurer la durabilité des infrastructures routières (conserver l'accès au territoire et protéger les investissements).
  - Éviter un apport de sédiments dans les milieux aquatiques, humides et riverains.

**Modalité 75.** L'implantation d'une aire d'empilement est interdite dans les 20 m entourant une tourbière ouverte (non boisée), un marais, un marécage arbustif, un lac ou un cours d'eau.

**Amélioré**  
Art. 13 du RNI

Cette modalité a pour but de protéger les tourbières ouvertes (non boisées), les marais et les marécages arbustifs en plus des lacs et des cours d'eau.

**Modalité relative à la localisation des bâtiments et de l'équipement motorisé nécessaire à la culture et à l'exploitation d'une érablière à des fins acéricoles**

- Objectifs :**
- Préserver la qualité des milieux aquatiques.
  - Prévenir la contamination des milieux aquatiques par divers polluants (hydrocarbures, produits de nettoyage pour la tubulure, etc.).

**Modalité 76.** L'implantation d'un bâtiment et de l'équipement motorisé nécessaire à la culture et à l'exploitation d'une érablière à des fins acéricoles est interdite dans les 30 m d'un lac ou d'un cours d'eau.

**Nouveau**

## THÈME 7. Récolte et utilisation optimale de la matière ligneuse, régénération forestière et protection des sols

Concourt aux objectifs de la stratégie d'aménagement durable des forêts :

- « tenir compte de la fertilité des sols dans la planification de l'aménagement forestier »
- « soutenir le développement de la filière de la biomasse forestière »
- « soutenir le développement de l'acériculture »
- « préserver la productivité des écosystèmes en réduisant l'orniérage sur les parterres de coupe, la superficie du réseau routier et les perturbations du sol aux abords des chemins ».

### Description et importance



Photo : MNR

Au Québec, le volume annuel moyen de bois récolté au cours des 10 dernières années sur les terres du domaine de l'État a été d'environ 26 millions de mètres cubes. Les traitements sylvicoles commerciaux, principalement les coupes forestières, ont été effectués sur environ 500 000 ha/an. Des mesures sont prises pour éviter le gaspillage de matière ligneuse et les pertes de superficie productive.

Le Ministère favorise la régénération naturelle des sites récoltés. Les interventions forestières doivent être effectuées en protégeant le sol et la régénération en place. Cette orientation a l'avantage de perpétuer des forêts naturelles en favorisant les essences présentes à l'origine sur les sites

et génétiquement bien adaptées aux conditions écologiques locales. Les sablières, les emplacements de camps et les aires d'empilement doivent aussi être remis en production.

D'autres activités d'aménagement forestier qui ne visent pas l'approvisionnement des usines de transformation du bois sont également réalisées en forêt. L'acériculture sur terres publiques est pratiquée sur une superficie de près de 35 000 ha. Dans un contexte de gestion intégrée des ressources, il est important d'assurer la protection des érablières acéricoles et l'harmonisation des activités qui s'y déroulent.

### Effets des interventions forestières

La récolte forestière doit être effectuée de façon à éviter tout gaspillage de bois commercialement utilisable. Par ailleurs, les interventions en forêt peuvent avoir des conséquences sur la productivité forestière à long terme. Par exemple, la récolte des arbres peut perturber le sol et la régénération forestière et ainsi retarder le rétablissement de la forêt. Une coupe en bordure immédiate d'une érablière exploitée à des fins acéricoles peut provoquer des changements importants susceptibles de nuire à la santé des arbres et à la production acéricole. La récolte de la biomasse forestière suscite aussi certaines craintes au sujet de l'appauvrissement des sols. Le réseau routier, les sablières utilisées pour sa construction, les camps forestiers et les aires d'empilement sont autant de superficies forestières productives exclues de la production forestière pour une période indéterminée.

### Modalités proposées

Les modalités proposées pour le futur RADF apporteront des améliorations et des nouveautés par rapport au RNI. Celles-ci permettront de tenir compte des préoccupations exprimées par plusieurs intervenants forestiers concernant le rétablissement de la forêt, la protection des érablières exploitées à des fins acéricoles, le maintien de la productivité des sols forestiers ainsi que la gestion des sablières et des aires d'empilement.

### Modalités relatives à l'utilisation optimale de la matière ligneuse

Objectif : - Éviter le gaspillage de bois.

**Modalité 77.** L'unité à utiliser pour faire l'évaluation et la récupération du volume de matière ligneuse utilisable laissée sur les parterres de coupe après la récolte est le polygone d'intervention.

Amélioré  
Art. 87 et 88 du RNI

Dans le futur RADF, le polygone d'intervention remplacera le secteur d'intervention comme unité pour évaluer et récupérer le volume de bois résiduel utilisable. Le polygone d'intervention est une superficie forestière d'un seul tenant sur laquelle on a effectué un seul traitement sylvicole. Les caractéristiques du bois utilisable seront inscrites dans le permis d'intervention.

**Modalité 78.** En période estivale, la hauteur maximale des souches doit être de 15 cm.

Amélioré  
Art. 86 du RNI

Lorsqu'il y a de la neige au sol, la hauteur maximale est de 30 cm. Si la neige au sol équivaut à une colonne d'eau de 20 cm et plus, la hauteur est de 45 cm.

Cette modalité vise à favoriser l'utilisation optimale de la matière ligneuse, en récupérant un volume de bois qui, autrement, serait laissé sur les parterres de coupe. Par rapport au RNI, la hauteur maximale des souches est diminuée. Considérant que le diamètre d'un arbre est plus grand à sa base, cette section est intéressante à récolter. Les méthodes de récolte actuelles permettent d'appliquer cette modalité.

## Modalités relatives à la protection de la régénération préétablie et des sols

- Objectifs :**
- Protéger la régénération naturelle de la forêt.
  - Minimiser les retards de régénération de la forêt.
  - Minimiser les effets d'un engin forestier sur le sol afin d'en conserver la productivité.
  - Éviter les perturbations du régime hydrique.
  - Réduire les pertes de superficie forestière productive.

**Modalité 79.** Les sentiers d'abattage et de débardage doivent occuper au maximum 33 % de la superficie d'un secteur d'intervention. La régénération préétablie en essences recherchées doit être protégée selon les mêmes taux que ceux indiqués dans le RNI.

Amélioré

Art. 89 du RNI

Cette modalité vise à mieux protéger la régénération et les sols. Il est reconnu qu'un taux d'occupation, d'un secteur d'intervention par les sentiers, inférieur à 25 % (art. 89 du RNI) ne garantit pas une protection adéquate de la régénération. En effet, en diminuant le taux d'occupation, la flèche de l'abatteuse doit parcourir une plus longue distance pour récolter les arbres, ce qui augmente les risques de blessures aux arbres en régénération.

**Modalité 80.** L'orniérage dans les sentiers d'abattage et de débardage ne doit pas être observé sur plus de 25 % de la longueur des sentiers par assiette de coupe.

Nouveau

## Modalité relative au maintien d'une lisière boisée en bordure d'une érablière exploitée à des fins acéricoles

- Objectif :**
- Éviter le dépérissement des arbres en bordure des érablières afin d'en maintenir le potentiel acéricole.

**Modalité 81.** Lors d'une coupe de régénération effectuée en bordure d'une érablière acéricole, une lisière boisée d'une largeur de 20 m doit être maintenue à l'extérieur de la limite de l'érablière en guise de protection. Une coupe partielle dans cette lisière est possible selon les mêmes conditions de récolte que celles proposées à la modalité 30.

Nouveau

Une coupe totale en bordure d'une érablière acéricole peut provoquer des changements importants dans les conditions environnementales. Ces changements sont susceptibles de nuire à la santé des arbres et à la production acéricole. Cette modalité permet d'atténuer les changements en bordure d'une érablière. La lisière boisée de 20 m peut aussi servir de zone de circulation pour l'entretien de l'équipement acéricole.

## Modalité relative au maintien de biomasse forestière sur les sols sensibles

**Objectif :** - Éviter l'appauvrissement des sols afin de maintenir la productivité des sites sensibles.

### Modalité 82. Sur des sites reconnus pour avoir des problèmes de fertilité à long

Nouveau

terme, il est interdit d'enlever les branches et les cimes laissées au sol au moment de la récolte. Ces sites seront décrits dans le RADF.

Sur ces sites, le fait d'enlever la totalité ou une forte proportion de la matière ligneuse lors de la récolte peut entraîner un problème d'appauvrissement du sol qui compromettra la croissance des arbres. Le maintien des branches et des cimes permet d'atténuer ce phénomène.

## Modalité relative à la gestion et à la remise en production des sablières et des aires d'empilement

**Objectifs :**

- Réduire les pertes de superficie forestière productive.
- Assurer la remise en production forestière des sites après leur utilisation.

### Modalité 83. À partir du moment où des sablières et des aires d'empilement ne

Nouveau

sont plus utilisées, celles-ci doivent être reboisées avec des essences adaptées, dans un délai maximal de deux ans, en créant des conditions propices à la croissance forestière. Les sablières, actuelles et futures, sont assujetties au respect des normes en vigueur. Un plan de gestion des sablières et des aires d'empilement devra être produit.

Le plan de gestion devrait préciser leur localisation et leur durée d'utilisation prévue. Un plan de gestion a l'avantage de susciter une réflexion à plus long terme sur l'utilisation et l'avenir de ces sites. Le PAFI devrait comporter une section sur la gestion des sablières (actuelles et futures) et des aires d'empilement.



Photo : Stéphane Déry, MRNF



## THÈME 8. Répartition des interventions forestières et de la forêt résiduelle

Concours aux objectifs de la stratégie d'aménagement durable des forêts :

- « faire en sorte que la structure d'âge des forêts aménagées s'apparente à celles qui existent dans la forêt naturelle »
- « appliquer un modèle de répartition des interventions forestières qui s'inspire de la forêt naturelle »

### Description et importance

Une grande partie du territoire forestier public est sous aménagement forestier. Ce vaste territoire est subdivisé en plusieurs domaines bioclimatiques qui présentent tous une variété de conditions de climat, de sol et de végétation qui en font des zones écologiquement distinctes, où les pratiques d'aménagement forestier doivent être adaptées aux conditions qui prévalent, dans un contexte d'aménagement écosystémique.

Dans le domaine de la pessière à mousses, la partie la plus nordique du territoire aménagé, 412 000 km<sup>2</sup> se trouvent sous aménagement forestier. L'enjeu concernant le maintien de l'habitat du caribou forestier (espèce vulnérable) et de massifs forestiers y est important.



Photo : Marc Leblanc, MRNF

Plus au sud, les domaines de la sapinière à bouleau blanc et de la sapinière à bouleau jaune s'étendent sur 551 400 km<sup>2</sup>. Les enjeux d'aménagement de la sapinière sont nombreux et complexes. La répartition des interventions forestières et de la forêt résiduelle touche davantage d'utilisateurs du milieu (Autochtones, industriels forestiers, villégiateurs, groupes environnementaux, etc.) dans cette zone forestière étant donné leur présence marquée.

Finalement, les domaines de la forêt décidue couvrent la partie méridionale du Québec. Une forte proportion d'entre eux est de tenure privée. Il s'agit des domaines de l'érablière à bouleau jaune, de l'érablière à tilleul et de l'érablière à caryer cordiforme. La diversité biologique est considérable dans ces écosystèmes.

Les paysages forestiers sont façonnés par les perturbations naturelles (incendies, épidémies d'insectes, etc.) et des interventions forestières. Les enjeux environnementaux, sociaux et économiques sont étroitement liés à la répartition des interventions forestières et de la forêt résiduelle. Ils doivent être pris en compte dans l'application de l'aménagement écosystémique. Parmi ces enjeux, on compte :

- la diversité biologique et celle des écosystèmes;
- les besoins en habitats fauniques et floristiques;
- l'acceptation des pratiques d'aménagement par la population (acceptabilité sociale), notamment les considérations d'esthétisme des paysages et la qualité de l'expérience vécue en forêt;
- l'accès au territoire à nombre d'utilisateurs associés tant au monde industriel que récréotouristique;
- les coûts liés à la construction des chemins, à la récolte et au transport ainsi qu'à la valeur des produits récoltés.

### Effets des interventions forestières

Les effets de la répartition des interventions forestières peuvent se faire sentir à plusieurs échelons. À court terme, la récolte a pour effet de diminuer la quantité de forêts matures à l'échelle du paysage et de provoquer globalement un rajeunissement de la mosaïque forestière. Cette transformation peut avoir des conséquences sur les habitats fauniques et sur la biodiversité, selon le modèle de répartition des interventions choisi. La récolte fait disparaître localement, dans la majorité des cas de façon temporaire, certaines espèces forestières. Elle favorise à moyen terme les espèces associées aux forêts jeunes au détriment de celles associées aux forêts matures. À une plus grande échelle, la répartition des interventions peut occasionner la fragmentation des massifs forestiers et avoir des conséquences sur les habitats fauniques et sur la biodiversité, selon le modèle de répartition des interventions choisi. La récolte plus ou moins intensive d'un territoire peut aussi influencer le cycle hydrologique et perturber les milieux aquatiques.

Le modèle de répartition des interventions forestières et de la forêt résiduelle détermine la localisation et l'ampleur du réseau routier en forêt. L'accès routier aux territoires aménagés a des incidences environnementales importantes, particulièrement sur les habitats aquatiques (par exemple, apports de sédiments), mais également sur certaines espèces terrestres comme le caribou forestier (plus vulnérable à la prédation ou au dérangement).

L'aménagement des voies d'accès au territoire présente plusieurs avantages. Il permet d'accéder à la matière ligneuse et à la faune, et rend possibles le développement de la villégiature, l'application de traitements sylvicoles appropriés et la lutte contre les incendies de forêt. Par contre, il entraîne des pertes de superficies forestières productives et induit une pression plus forte sur les écosystèmes (risque d'incendie d'origine humaine, prélèvement accru des espèces fauniques, dérangement des espèces, dégradation du milieu aquatique, etc.).

Par ailleurs, le choix du modèle de répartition des interventions fera en sorte de déterminer les coûts de construction et d'entretien des chemins.

Sur le plan esthétique, la répartition des interventions forestières et de la forêt résiduelle laisse sur le paysage forestier une empreinte qui persistera pendant plusieurs années.

## Modalités proposées

Les modalités proposées pour le futur RADF apporteront des nouveautés par rapport au RNI. Le futur RADF présentera les règles de base de l'aménagement écosystémique dans le domaine de la pessière à mousses<sup>15</sup> afin de diminuer les écarts entre la forêt naturelle et la forêt aménagée, et de prévenir les pertes de biodiversité. En ce qui concerne les domaines de la sapinière à bouleau blanc, de la sapinière à bouleau jaune et de l'érablière, la coupe en mosaïque (CMO) demeurera cependant le modèle de répartition des interventions forestières et de la forêt résiduelle privilégié, jusqu'à ce que des orientations en matière de répartition des interventions forestières et de la forêt résiduelle soient déterminées.

## Modalités relatives à la répartition des interventions forestières et de la forêt résiduelle dans le domaine de la pessière à mousses

Afin de maintenir ou de reconstituer à long terme les principaux attributs spatiaux des forêts naturelles, le Ministère travaille depuis plusieurs années au développement d'un modèle de répartition des interventions et de la forêt résiduelle dans la pessière à mousses. Le modèle d'aménagement écosystémique des forêts a déjà été intégré au plan général d'aménagement forestier (PGAF) de 2008-2013 de plusieurs unités d'aménagement forestier par dérogation à la réglementation (CMO), en vertu de l'article 25.3 de la Loi sur les forêts. Les règles de base de ce modèle d'aménagement pour la pessière à mousses seraient inscrites dans le futur RADF.

- Objectifs :**
- Contribuer à l'aménagement écosystémique des forêts.
  - Contribuer à la diversité biologique.
  - Contribuer au maintien de l'habitat de certaines espèces fauniques, tel le caribou forestier.
  - Maintenir et répartir un nombre minimal de secteurs présentant des caractéristiques de forêt peu perturbée.
  - Répartir les coupes et la forêt résiduelle afin d'harmoniser les différents usages de la forêt et d'atténuer les impacts visuels de la coupe.
  - Procurer des refuges et des foyers de recolonisation pour la flore et la faune.

**Modalité 84. Le modèle de répartition des interventions et de la forêt résiduelle dans la**  
**Nouveau** **pessière à mousses comprend des agglomérations de coupes, des zones de juxtaposition et des massifs forestiers.**

15. À l'exclusion du territoire visé par l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec.

**Modalité 85.** Les agglomérations de coupes sont des territoires de 30 à 250 km<sup>2</sup> (3 000 à 25 000 ha) dans lesquels sont concentrés des secteurs de coupe accompagnés ou non de zones de perturbations naturelles récentes (incendies, chablis, etc.). Les agglomérations de coupes se répartissent entre les classes de taille de 30 à 70 km<sup>2</sup>, de 70 à 110 km<sup>2</sup> et de 110 à 150 km<sup>2</sup>. Dans certains secteurs de la pessière à mousses, où des plans d'aménagement de l'habitat du caribou forestier sont en vigueur, les agglomérations de coupes peuvent atteindre 250 km<sup>2</sup>.

Nouveau

Les classes de taille des agglomérations de coupes se rapprochent de la taille des perturbations naturelles dans la zone de la pessière à mousses. De plus, elles ont été déterminées en tenant compte de ce qui est socialement acceptable en matière de dimension des aires de coupe. La création de grandes agglomérations de coupes (250 km<sup>2</sup>) dans l'habitat du caribou forestier vise à recréer, à long terme, de larges massifs de forêts qui répondent aux besoins de cette espèce.

**Modalité 86.** À l'intérieur des agglomérations de coupes, au moins 30 % de forêt résiduelle intacte, de 7 m et plus de hauteur, bien répartie et représentative du territoire, doit être maintenue en tout temps.

Nouveau

Le Ministère publiera un guide sur les règles de répartition des interventions et de la forêt résiduelle. On y traitera notamment de la répartition des coupes, de la composition forestière et des traitements sylvicoles préconisés (dont les coupes à rétention variable). L'information fournie dans ce document sera complémentaire aux orientations de la stratégie d'aménagement durable des forêts et aux règles de base de l'aménagement écosystémique qui seront inscrites dans le futur RADF.

**Modalité 87.** Les zones de juxtaposition sont des aires forestières d'au moins 1 km de large maintenues entre deux agglomérations de coupes en régénération (où les peuplements ont moins de 3 m de hauteur) ou entre une agglomération de coupes en régénération et une zone de perturbations naturelles récentes (incendies, chablis, etc.). Les zones de juxtaposition sont constituées à plus de 70 % de peuplements de 7 m et plus de hauteur, bien répartis sur le territoire.

Nouveau

Le Ministère publiera un guide sur les règles de répartition des interventions et de la forêt résiduelle. Ce guide présentera les éléments qui permettront d'atteindre l'objectif de répartir les agglomérations de coupes afin de favoriser la connectivité à l'échelle du paysage forestier, en minimisant l'utilisation des zones de juxtaposition.

**Modalité 88.** Les massifs forestiers sont des aires forestières d'au moins 30 km<sup>2</sup> dans lesquelles la forêt productive est constituée à plus de 70 % de peuplements de 7 m et plus de hauteur, bien répartis sur le territoire.

Nouveau

**Modalité 89.** Un plan de gestion des massifs forestiers doit être produit afin de s'assurer d'une quantité suffisante de massifs forestiers et de leur répartition adéquate à l'échelle de l'unité d'aménagement.

Nouveau

### **Modalités relatives à la répartition des interventions forestières et de la forêt résiduelle dans les domaines de la sapinière à bouleau blanc et de la sapinière à bouleau jaune**

Les modalités du RNI sur la répartition des interventions forestières et de la forêt résiduelle (dont la coupe en mosaïque) pour les domaines de la sapinière à bouleau blanc et de la sapinière à bouleau jaune seraient inscrites dans le futur RADF. Cependant, le Ministère mettra en place quatre bancs d'essai dans ces domaines. Ces essais auront lieu dans quatre unités d'aménagement forestier. Des groupes de travail provinciaux détermineront les paramètres clés de ces essais et les orientations préliminaires visant à répondre à l'enjeu d'organisation spatiale des forêts pour les domaines de la sapinière. Les résultats de ces essais serviront à établir les lignes directrices d'une nouvelle approche en matière de répartition des interventions dans un cadre d'aménagement écosystémique. Cette nouvelle approche pourra éventuellement être intégrée au futur RADF. En vertu de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier, des demandes de dérogation à la réglementation concernant la coupe en mosaïque seront nécessaires pour effectuer ces quatre essais.

### **Modalités relatives à la répartition des interventions forestières et de la forêt résiduelle dans les domaines de la sous-zone de la forêt décidue**

Les modalités du RNI sur la répartition des interventions forestières et de la forêt résiduelle (dont la coupe en mosaïque) dans la forêt décidue seraient inscrites dans le futur RADF. Dans une étape ultérieure, le Ministère devra déterminer les enjeux liés à l'organisation spatiale des forêts dans un contexte d'aménagement écosystémique de la forêt décidue. La détermination des enjeux conduira à formuler de nouvelles modalités mieux adaptées aux conditions de la forêt décidue. Ces modalités seront éventuellement introduites lors d'une révision du RADF.



Photo : Geneviève Brunet, MRNF



## **Annexe. Dispositions du RNI qui seraient maintenues dans le règlement sur l'aménagement durable des forêts**

Le Ministère propose de maintenir dans le futur RADF les dispositions du RNI qui concernent :

### ■ La protection des rives, des lacs et des cours d'eau et, plus particulièrement :

- la conservation d'une lisière boisée de 20 m sur les rives d'une tourbière avec mare, d'un marais, d'un marécage arbustif, d'un lac ou d'un cours d'eau avec écoulement permanent (art. 2 du RNI);
- la préservation des souches et de la végétation arbustive et herbacée ou le rétablissement de cette végétation dans une lisière boisée riveraine perturbée par le passage d'une ligne de transport d'énergie ou d'un gazoduc (art. 3 du RNI);
- l'ouverture de trois percées dans la lisière boisée de même que la préservation des souches, de la végétation herbacée et de la régénération préétablie lors de l'établissement d'un camp forestier (art. 5 du RNI);
- l'ouverture d'une percée de 5 m de large dans la lisière boisée de même que la préservation des souches, de la végétation herbacée et de la régénération préétablie lors d'activités minières (art. 6 du RNI).

### ■ La protection de la qualité de l'eau et, plus particulièrement :

- le retrait obligatoire de tous les arbres ou parties d'arbres qui tombent dans un cours d'eau ou dans un habitat du poisson (art. 8 du RNI);
- l'installation d'un ouvrage amovible dans un sentier traversant un cours d'eau (art. 9 du RNI);
- l'interdiction de creuser un fossé de drainage sylvicole dans une aire de concentration d'oiseaux aquatiques et dans un habitat du rat musqué (art. 11 du RNI);
- l'interdiction de stationner un engin forestier dans la lisière boisée de 20 m d'un cours d'eau ou d'y circuler avec cet engin (art. 12 du RNI);
- la conservation d'une zone tampon autour d'une prise d'eau potable (art. 22 et 44 du RNI).

### ■ Le tracé et la construction de chemins et, plus particulièrement :

- la distance à respecter par rapport à un lac, à un cours d'eau ou à une aire de concentration d'oiseaux aquatiques (art. 13, 17 et 21 du RNI);
- la gestion des matériaux (sol et débris) se trouvant dans l'emprise d'un chemin (art. 13, 17 et 24 du RNI);
- le respect du drainage naturel du sol pour certains chemins (art. 16 du RNI);
- la préservation du tapis végétal et des souches aux abords d'un cours d'eau (art. 17 et 18 du RNI);
- la protection d'un sol présentant une couche indurée imperméable (art. 17 du RNI);
- la stabilisation des talus (art. 16, 17, 18, 19 et 25 du RNI);

- l'aménagement d'un pont ou d'un ponceau assurant la libre circulation de l'eau et du poisson (art. 26, 34 et 35 du RNI);
  - la stabilisation des culées et des piliers des ponts (art. 38 du RNI);
  - la largeur minimale d'espacement entre deux tuyaux d'un ponceau à tuyaux parallèles (art. 30 du RNI);
  - la hauteur libre d'un pont ou d'un ponceau sur un parcours aménagé de canot-camping ou d'accès à un terrain de piégeage (art. 33 du RNI).
- **Les camps forestiers et, plus particulièrement :**
- l'emplacement pour la construction de camps forestiers (art. 41 du RNI).
- **Les activités d'aménagement forestier modulées en fonction des ressources à protéger et de certaines unités territoriales et, plus particulièrement :**
- l'interdiction de réaliser des activités d'aménagement forestier sur des unités territoriales particulières (celles liées à des considérations autochtones, fauniques, récréotouristiques ou d'utilité publique; art. 43, 44, 49, 50, 51, 52, 61, 62, 63, 64, 65, 66 et 67 du RNI);
  - l'interdiction de perturber le sol dans les secteurs archéologiques (art. 45 du RNI);
  - la conservation d'une lisière boisée autour d'unités territoriales particulières (fauniques, récréotouristiques ou d'utilité publique; art. 46, 47, 48 et 53 du RNI);
  - la récolte partielle sur des unités territoriales particulières (récréotouristiques ou d'utilité publique; art. 54 du RNI);
  - l'enlèvement d'arbres tombés lors des activités d'aménagement forestier et la remise en état du sol de certains sentiers perturbés lors des activités d'aménagement forestier (art. 55 et 57 du RNI);
  - l'interdiction d'utiliser certains sentiers pour le débardage ou le camionnage (art. 56 du RNI);
  - le maintien de l'encadrement visuel autour d'unités territoriales récréotouristiques particulières (art. 58 du RNI);
  - l'interdiction d'effectuer des coupes par bandes dans un encadrement visuel (art. 59 du RNI);
  - la superficie maximale d'un seul tenant de coupe totale dans les centres écologiques, les centres d'interprétation de la nature et dans un réseau dense de randonnées diverses (art. 60 du RNI);
  - la superficie maximale d'un seul tenant de coupe totale dans une aire de confinement du cerf de Virginie (art. 70 du RNI);
  - le maintien d'une lisière boisée entre deux aires de coupes totales dans une aire de confinement du cerf de Virginie (art. 71 du RNI);
  - l'espacement des sentiers d'abattage ou de débardage dans une aire de confinement du cerf de Virginie (art. 73 du RNI).

- **La superficie et la localisation des aires de coupe et l'application des traitements sylvicoles** et, plus particulièrement :
  - la superficie maximale d'un seul tenant d'une aire de coupe dans la sapinière, la forêt mixte et la forêt feuillue (art. 74 du RNI);
  - la conservation d'une lisière boisée (séparateurs de coupes de 100 m ou 60 m) entre deux aires en régénération dans la sapinière, la forêt mixte et la forêt feuillue (art. 75 du RNI);
  - l'établissement des séparateurs de coupes le long des corridors routiers ou des cours d'eau à écoulement permanent dans la sapinière, la forêt mixte et la forêt feuillue (art. 77 du RNI);
  - l'établissement de la forêt résiduelle de façon à être en contact avec une partie de la vasière dans la sapinière, la forêt mixte et la forêt feuillue (art. 79 du RNI);
  - la coupe en mosaïque pour la sapinière, la forêt mixte et la forêt feuillue (art. 79 et 79.1 à 79.8 du RNI);
  - la conservation de peuplements de plus de 7 m sur au moins 30 % de la superficie des unités territoriales de référence (UTR; art. 80 du RNI);
  - les plans spéciaux de récupération à la suite d'un agent destructeur dans certains habitats fauniques (art. 81 du RNI);
  - la récolte des arbres inscrits sur le permis d'intervention ou dans une autorisation (art. 82 du RNI);
  - la récolte partielle effectuée selon le traitement sylvicole (art. 85 du RNI);
  - la hauteur maximale des souches à respecter lors de la récolte (art. 86 du RNI);
  - la récolte d'arbres selon le diamètre visé sur le permis d'intervention (art. 86 du RNI);
  - la récolte d'arbres ou de parties d'arbres comprenant un volume de matière ligneuse utilisable (volume sain; art. 87 du RNI);
  - la récupération des volumes de matière ligneuse utilisable après la coupe (art. 88 du RNI).
- **La protection de la régénération et remise en production forestière** et, plus particulièrement :
  - l'interdiction d'effectuer une coupe sans protéger la régénération et le taux maximal d'occupation de sentiers à respecter lors de la récolte (art. 89 du RNI);
  - la régénération des sites récoltés (art. 90 et 91 du RNI);
  - la remise en production des aires d'empilement, des sablières et des aires de camps forestiers (art. 13, 21 et 42 du RNI);
  - la remise en place de la matière organique à la surface du sol à la suite d'une activité minière (art. 92 du RNI);
  - la protection des pessières à épinette noire et cladonies (art. 95 du RNI).

## Section 4.

### Questions pour la consultation

Vous pouvez répondre aux questions de la consultation publique en ligne à [www.consultation-adf.mmf.gouv.qc.ca](http://www.consultation-adf.mmf.gouv.qc.ca).  
Vous pouvez également acheminer vos réponses par courriel ou par la poste à la CRÉ de votre région d'ici le 28 janvier 2011.

#### Stratégie d'aménagement durable des forêts

- n° 1 : Êtes-vous d'accord avec la vision donnée à la stratégie?
- n° 2 : Considérez-vous que les orientations de la stratégie permettront de progresser vers l'aménagement durable des forêts? Sinon, quelles orientations devraient être modifiées?
- n° 3 : Pour chaque élément qui vous concerne (objectifs, bloc d'actions et cibles), êtes-vous d'accord avec la proposition?
- n° 4 : Quels objectifs de la stratégie suscitent le plus votre adhésion?
- n° 5 : Selon vous, est-ce que la stratégie est un outil efficace pour la gestion par objectifs et résultats?
- n° 6 : Selon vous, est-ce que la stratégie permet la latitude régionale nécessaire à la modulation des objectifs proposés?
- n° 7 : Quels sont les points forts de la stratégie?
- n° 8 : Quels points de la stratégie devraient être améliorés?

#### Futur règlement sur l'aménagement durable des forêts

- n° 1 : Pour chaque élément qui vous concerne (objectifs et modalités), êtes-vous d'accord avec la proposition ?
- n° 2 : Considérez-vous que les modalités proposées pour le futur RADF permettront de progresser vers l'aménagement écosystémique ?
- n° 3 : Considérez-vous que les modalités proposées pour le futur RADF permettront de progresser vers l'aménagement durable des forêts ?
- n° 4 : Considérez-vous que les modalités proposées pour le futur RADF permettront de progresser vers l'utilisation diversifiée et harmonieuse des ressources ?
- n° 5 : Parmi les huit thèmes abordés dans le document de consultation, identifiez ceux qui sont les plus appropriés et ceux qui sont à améliorer? D'autres thèmes devraient-ils être abordés ? Si oui, lesquels ?
- n° 6 : Identifiez le numéro des articles du RNI dont le retrait de la réglementation ne vous convient pas.
- n° 7 : Identifiez le numéro des articles du RNI qui, selon vous, ne devraient pas être maintenus dans le futur RADF.

## LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ADF : aménagement durable des forêts  
CRÉ : conférence régionale des élus  
CRRNT : commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire  
EFE : écosystème forestier exceptionnel  
EMV : espèce menacée ou vulnérable  
GES : gaz à effet de serre  
GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat  
GIRT : gestion intégrée des ressources et du territoire  
GPOR : Gestion par objectifs et résultats  
INDI : publication Internet des résultats du suivi des indicateurs de l'ADF du Ministère  
MAMROT : ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire  
MAPAQ : ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation  
MDDEP : ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs  
MQH : modèle de qualité d'habitat  
MRNF : ministère des Ressources naturelles et de la Faune  
OPVM : Objectifs de protection et de mise en valeur du milieu forestier  
PAFI : plan d'aménagement forestier intégré  
PATP : plan d'affection du territoire public  
PFNL : produit forestier non ligneux  
PGAF : plan général d'aménagement forestier  
pmp : pieds mesure de planche  
ISO : International Standard Association  
PRDIRT : plan régional de développement intégré des ressources et du territoire  
RNI : Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État  
SADF : stratégie d'aménagement durable des forêts  
SFI : site faunique d'intérêt  
SGE : système de gestion environnementale  
SPF : Stratégie de protection des forêts  
RADF : Règlement sur l'aménagement durable des forêts  
Table de GIRT : table locale de gestion intégrée des ressources et du territoire  
tma : tonnes métriques anhydres  
UA : unité d'aménagement  
UTR : unité territoriale de référence  
ZEC : zone d'exploitation contrôlée



## GLOSSAIRE

**Acceptabilité sociale** : jugements collectifs, basés sur les valeurs sociétales, portant sur le bien-fondé des politiques ou des projets de développement pouvant avoir un effet sur les milieux naturel et humain.

**Aire de confinement du cerf de Virginie** : une superficie boisée d'au moins 250 ha, caractérisée par le fait que les cerfs de Virginie s'y regroupent pendant la période où l'épaisseur de la couche nivale dépasse 40 cm dans la partie de territoire située au sud du fleuve Saint-Laurent et à l'ouest de la rivière Chaudière ou dépasse 50 cm ailleurs [Règlement sur les habitats fauniques (R.R.Q., c. C-61.1, r. 18)].

**Aire d'empilement** : site aménagé le long des chemins forestiers pour l'ébranchage, le tronçonnage et l'empilement des troncs des arbres abattus.

**Aménagement écosystémique** : un aménagement qui consiste à assurer le maintien de la biodiversité et la viabilité des écosystèmes en diminuant les écarts entre la forêt aménagée et la forêt naturelle [Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (L.R.Q., c. A-18.1)].

**Aménagement durable des forêts** : aménagement axé sur le maintien et l'amélioration de la santé à long terme des écosystèmes forestiers dans l'intérêt du vivant tout en permettant d'offrir aux générations d'aujourd'hui et de demain des bénéfices environnementaux, économiques, sociaux et culturels (Ressources naturelles Canada, 2007).

**Aménagement forestier** : ensemble des activités liées à l'abattage et à la récolte de bois, à la culture et à l'exploitation d'une érabièrre à des fins acéricoles, à la construction, à l'amélioration, à la réfection, à l'entretien et à la fermeture d'infrastructures, à l'exécution de traitements sylvicoles, y compris le reboisement et l'usage du feu ainsi que le contrôle des incendies, des épidémies d'insectes, des maladies cryptogamiques et de la végétation concurrente, de même que toute autre activité de même nature ayant un effet tangible sur les ressources du milieu forestier (Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier).

**Biomasse forestière** : masse végétale provenant des parties aériennes et souterraines des arbres.

**Bioraffinage** : procédé industriel permettant de fabriquer de nombreux produits à partir de la transformation d'une seule ou de plusieurs ressources végétales, en utilisant des procédés et des technologies de transformation, ceci dans l'optique d'une valorisation à plus haute valeur ajoutée possible (Office québécois de la langue française, 2010).

**Bois d'œuvre** : bois destiné à être travaillé et apte au sciage, au déroulage ou au tranchage.

**Certification forestière** : processus par lequel un organisme d'enregistrement, accrédité et indépendant, reconnaît qu'un requérant utilise des pratiques de gestion forestière qui respectent des normes préétablies visant l'aménagement durable des forêts.

**Chaîne de valeur** : outil d'analyse qui fait ressortir l'ensemble des activités créatrices de valeur en décomposant l'entreprise en activités pertinentes sur le plan stratégique, depuis l'approvisionnement en marchandises, matières ou fournitures auprès des fournisseurs jusqu'à la livraison de la marchandise ou du produit ou la prestation du service au client, le but étant de comprendre le comportement des coûts et de déterminer où se trouvent les sources présentes ou potentielles de différenciation du produit (Office québécois de la langue française, 2004).

**Diversité biologique ou biodiversité :** ensemble des gènes, des espèces et des écosystèmes d'une région ou d'un milieu donné.

**Enjeux écologiques :** problème réel ou appréhendé susceptible d'entraîner des pertes de biodiversité et de compromettre la viabilité à court, à moyen ou à long terme des écosystèmes forestiers. Au Québec, un enjeu écologique est posé quand on observe un écart entre l'état de la forêt naturelle de référence et l'état de la forêt actuelle aménagée pour les attributs clés de l'écosystème susceptibles de jouer des rôles biologiques importants (composition végétale, structure, organisation spatiale, habitats fauniques, etc.).

**Fonctions du milieu forestier :** intégration des fonctions économiques (production de bois, produits récréotouristiques, prélèvement de gibier, etc.), environnementales (conservation de la biodiversité, habitat faunique, protection des sols et de l'eau, production d'oxygène, climat, etc.) et sociales (milieu de vie, récréation, culture autochtone, etc.).

**Forêt résiduelle :** portion de forêt qui demeure en place à la suite d'une perturbation naturelle (feu, chablis, épidémie d'insectes) ou anthropique (par exemple, coupe).

**Note :** Au Québec, dans le contexte de l'aménagement écosystémique des forêts, de la forêt résiduelle est laissée en place dans les agglomérations de coupes afin de servir de refuge et de foyer de recolonisation pour la flore et la faune, de conserver l'habitat de certaines espèces fauniques, de maintenir les fonctions hydrologiques de la forêt et d'atténuer les chocs visuels de la coupe. La forêt résiduelle est constituée de peuplements représentatifs de la forêt initiale. Dans ce type d'agglomération de coupes, la forêt résiduelle peut prendre la forme d'un bloc insulaire ou péninsulaire, d'un corridor, d'une lisière boisée riveraine ou d'un fragment.

**Frayère :** zone d'un milieu aquatique où une espèce pond et féconde ses œufs.

**Garantie d'approvisionnement :** octroyée en vertu de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier, une garantie d'approvisionnement confère à son bénéficiaire le droit d'acheter annuellement un volume de bois en provenance de territoires forestiers du domaine de l'État d'une ou de plusieurs régions, en vue d'approvisionner l'usine de transformation du bois pour laquelle la garantie est accordée, à charge par le bénéficiaire d'exécuter les obligations qui lui incombent en vertu de la loi et de la garantie.

**Gestion intégrée des ressources et du territoire :** mode de gestion, à la fois stratégique et interactif, qui permet de considérer le plus grand nombre de besoins et de valeurs dans le processus décisionnel et d'aborder la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des ressources de façon concertée (Gouvernement du Québec, 1997).

**Héronnière :** lieu où les hérons font leurs nids (réf. : Petit Robert). Le Règlement sur les habitats fauniques définit une héronnière comme un site où se trouvent au moins cinq nids tous utilisés par le grand héron, le bihoreau à couronne noire ou la grande aigrette au cours d'au moins une des cinq dernières saisons de reproduction et la bande de 500 m de largeur qui l'entoure, ou un territoire moindre là où la configuration des lieux empêche la totale extension de cette bande.

**Massif forestier de protection :** massif forestier soustrait temporairement à toute exploitation forestière afin de protéger l'habitat du caribou forestier.

**Note :** Chaque massif est formé de portions représentatives (âge, composition, etc.) du territoire qui répondent aux besoins du caribou forestier à court et à moyen terme, principalement en période hivernale.

**Massif forestier de remplacement** : massif forestier, issu de perturbations plus ou moins récentes, destiné à offrir un habitat adéquat au caribou forestier à moyen et à long terme.

Note : Les massifs de remplacement sont planifiés de manière à prendre la relève des massifs de protection.

**Nanocellulose** : cellulose formée de cristaux dont une des dimensions a moins de 100 nm, qui a été obtenue à partir de fibres par hydrolyse contrôlée ou par des moyens mécaniques (Office québécois de la langue française, 2010)

**Paysage** : [Amén. du territoire] désigne une partie de territoire telle qu'elle est perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels ou humains et de leurs interrelations. [Écol.] 1. Territoire hétérogène composé d'un agencement d'écosystèmes en interaction qui se répète sous une forme similaire d'un bout à l'autre du territoire. Un paysage est de taille variable, de l'ordre de quelques kilomètres carrés ou plus. 2. Dominé par la physiographie, c'est le résultat des caractéristiques du milieu, des êtres vivants et de l'action humaine. Il est le reflet de l'arrangement spatial des écosystèmes élémentaires. [Géom.] Tous les éléments naturels tels que champs, collines, forêts et cours d'eau qui distinguent une région d'une autre sur la surface de la Terre. Comprend généralement la portion de terrain ou de territoire visible en un seul coup d'œil, ainsi que toutes ses caractéristiques naturelles (Côté, 2003).

**Perturbation naturelle** : dérangement ou bouleversement dans l'évolution naturelle de la végétation, du sol ou d'un autre élément de l'écosystème. Une perturbation peut être d'origine naturelle (feu, épidémie, chablis, etc.) ou anthropique (coupes, par exemple).

**Plan d'aménagement forestier intégré tactique** : plan préparé par le ministre des Ressources naturelles et de la Faune pour chaque unité d'aménagement. Il contient notamment les possibilités forestières par essences et par groupes d'essences, les objectifs d'aménagement et de production de matière ligneuse, les mesures d'harmonisation et de cohabitation, la localisation des secteurs qui seront soumis à une intensification de la production ligneuse ainsi que les principales infrastructures projetées. Il est révisé tous les cinq ans (Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier).

**Plan d'aménagement forestier intégré opérationnel** : plan préparé par le ministre des Ressources naturelles et de la Faune pour chaque unité d'aménagement. Il contient les secteurs d'intervention où sont planifiées, conformément au plan tactique, la récolte de bois ou la réalisation d'autres activités d'aménagement forestier. Il contient aussi les mesures d'harmonisation des usages retenues par le ministre. Il est mis à jour de temps à autre, notamment pour y intégrer progressivement de nouveaux secteurs d'intervention (Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier).

**Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire** : plan dans lequel la conférence régionale des élus détermine des orientations, des objectifs et des cibles régionaux liés à la conservation ou à la mise en valeur de la faune, de la forêt et du territoire régional. Il peut également comporter des orientations, des objectifs et des cibles régionaux en matière d'exploitation de l'énergie et des mines. La CRÉ confie l'élaboration de ce plan à sa commission régionale des ressources naturelles et du territoire.

**Possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu** : volume maximal des récoltes de bois par essence ou groupe d'essences que l'on peut prélever annuellement et à perpétuité dans une unité d'aménagement ou une forêt de proximité donnée, sans diminuer la capacité productive du milieu forestier, tout en tenant compte de certains objectifs d'aménagement durable des forêts, tels que le maintien de la dynamique naturelle des forêts, notamment leur composition, leur structure d'âge et leur utilisation diversifiée. [Note : Au Québec, la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu est déterminée par le Forestier en chef. Elle s'applique aux activités d'aménagement forestier antérieures au 1<sup>er</sup> avril 2018. Pour les activités d'aménagement forestier postérieures au

31 mars 2018, la possibilité forestière correspond au volume maximal des récoltes annuelles de bois par essences ou groupes d'essences que l'on peut prélever dans une unité d'aménagement ou une forêt de proximité donnée, tout en assurant le renouvellement et l'évolution de la forêt sur la base des objectifs d'aménagement durable des forêts applicables, dont ceux visant : 1) la pérennité des forêts; 2) l'impact des changements climatiques sur les forêts; 3) la dynamique naturelle des forêts, notamment leur composition et leur structure d'âge; 4) le maintien et l'amélioration de la capacité productive des forêts; 5) l'utilisation diversifiée des forêts.] (Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier)

**Répartition des interventions :** (aménagement écosystémique) agencement des interventions forestières dans l'espace (taille, forme et répartition) et dans le temps. La répartition consiste à disposer des coupes dans le paysage, à utiliser des méthodes de récolte appropriées et à préserver certaines étendues de forêt résiduelle, qui répondent à des critères particuliers de configuration, de composition et de disposition.

**Ressource forestière :** matière première du milieu forestier reconnue comme nécessaire aux besoins essentiels de l'activité humaine. Le terme intègre la faune, la flore, la matière ligneuse, les paysages, les produits forestiers non ligneux, le stockage du carbone, etc. Les ressources forestières permettent d'accomplir différentes fonctions économiques, environnementales et sociales.

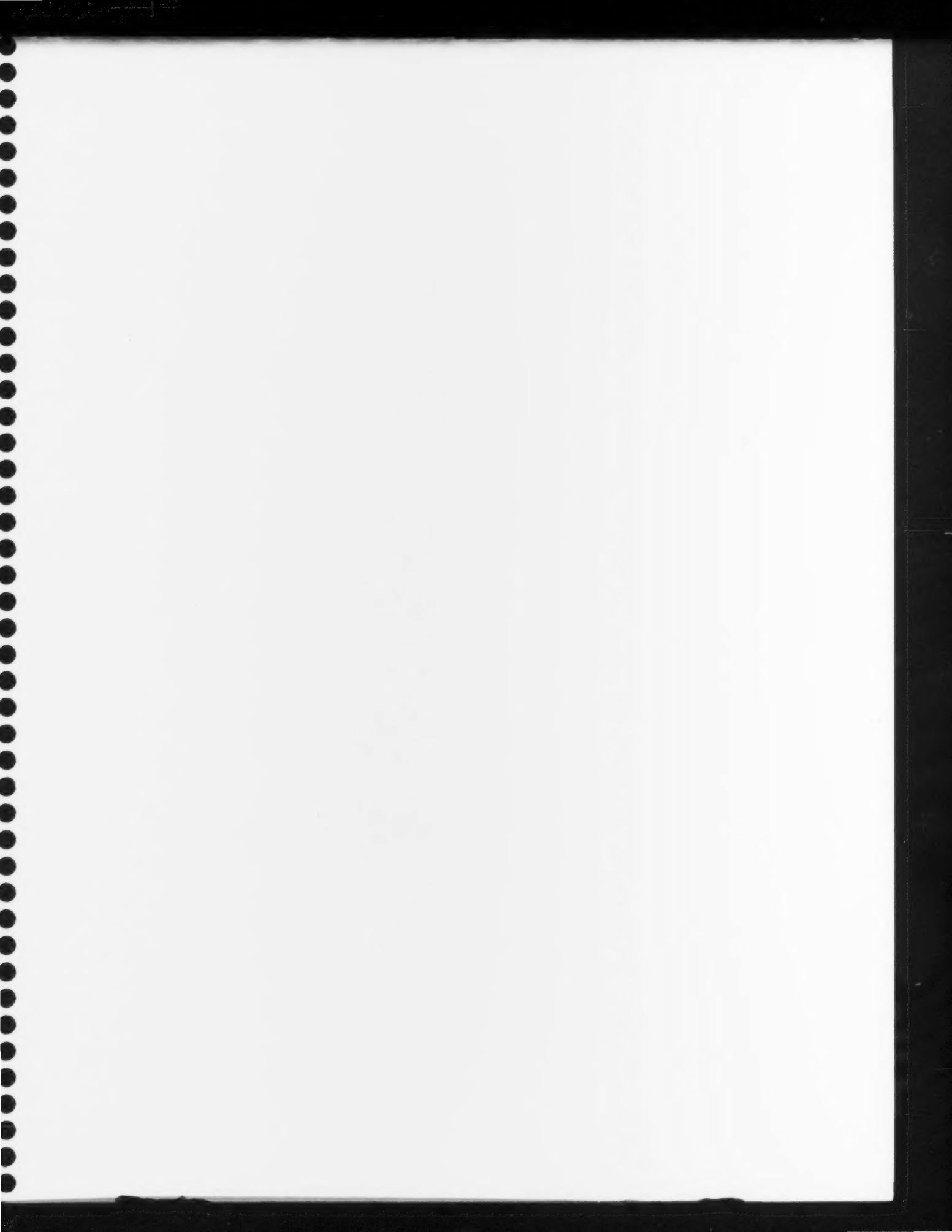
**Sentier de portage :** sentier utilisé pour le transport des embarcations et des bagages afin d'éviter des obstacles à la navigation ou pour atteindre un lac ou un cours d'eau.

**Surface terrière :** superficie de la section transversale d'un arbre, mesurée à hauteur de poitrine. La surface terrière d'un peuplement est la somme des surfaces terrières des arbres dont il est constitué; elle est généralement exprimée en mètres carrés par unité de surface occupée par le peuplement.

**Traitements sylvicoles :** intervention qui vise à améliorer un peuplement ou à en favoriser la régénération (Coté, 2003).

**Unité d'aménagement :** unité territoriale de base pour aménager la forêt en vue d'approvisionner les usines de transformation du bois. C'est sur la base de ces unités qu'est réalisé le calcul des possibilités forestières et que sont réalisés les plans d'aménagement forestier intégré.

**Vasière :** le site d'un marais, d'une source ou d'une étendue d'eau et la bande de terrain d'une largeur de 100 m qui l'entoure, fréquenté par l'orignal et dans lequel se trouvent des sels minéraux dont la concentration est de plus de 3 ppm de potassium et de plus de 75 ppm de sodium (Règlement sur les habitats fauniques).





Ressources naturelles  
et Faune

Québec

